Montréal samedi 30 octobre 2004 Le plus grand quotidien français d'Amérique 121e année no 11 220 pages 12 cahiers Averses, Max. 14 Min. 8 2 $ taxes en sus - Édition provinciale 2,10 $
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

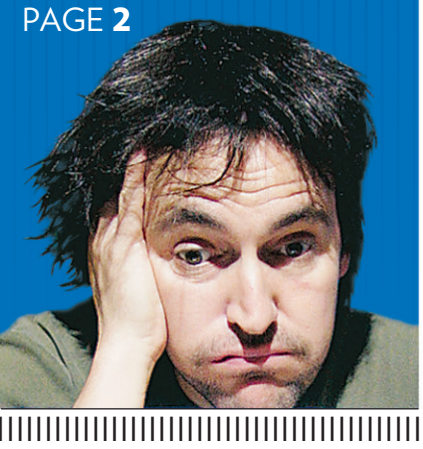
CAHIER SPÉCIAL
PRÉSIDENTIELLE 2004
LE GRAND GUIDE ÉLECTORAL
POUR TOUT COMPRENDRE :

- LA CARTE DES ÉTATS À SURVEILLER
- LES CINQ FAÇONS DE VOTER
- LES RÉFÉRENDUMS : UN SPORT NATIONAL
- LE PROGRAMME DES DEUX PARTIS

ÉRIC LAPOINTE
L'ENQUÊTE SE POURSUIT
PAGE A4

UNE ENTREVUE DE NATHALIE PETROWSKI
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

ACTUEL
STÉPHANE LAPORTE RENCONTRE GUY A. LEPAGE
PAGE 2



Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
À la fin du message de ben Laden, c'était écrit en petit : « Ce message a été retenu et payé par le Parti républicain. »

BEN LADEN MENACE DE FRAPPER L'AMÉRIQUE

PHOTO AFP/AL-JAZIRA

Le chef d'Al-Qaeda, Oussama ben Laden, s'est invité hier dans la campagne présidentielle américaine par le truchement d'une vidéo diffusée par la chaîne arabe Al-Jazira.

Al-Qaeda brouille les cartes à trois jours du scrutin

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK – Il ne manquait plus que lui. Et il est apparu hier, à quatre jours de l'élection présidentielle, par le truchement de sa chaîne de télévision préférée. La surprise d'octobre susceptible d'influencer le résultat du scrutin américain, c'est lui, Oussama ben Laden, l'ennemi nº 1 des États-Unis, l'homme le plus recherché de la planète. Dans une vidéo diffusée par Al-Jazira, le chef d'Al-Qaeda s'est adressé directement au peuple américain, revendiquant pour la première fois la responsabilité des attentats du 11 septembre 2001 et comparant l'administration Bush aux gouvernements arabes « corrompus ».

S'exprimant d'une voix calme et volontaire, ben Laden a également menacé les États-Unis de nouveaux attentats, accusant le président Bush de tromper les Américains et de leur cacher « les véritables raisons » du 11 septembre, « ce qui signifie que les raisons demeurent pour la répétition de ce qui s'est passé » ce jour-là.

« Votre sécurité n'est pas entre les mains de (John) Kerry ou de (George W.) Bush ou d'Al-Qaeda, a affirmé ben Laden. Votre sécurité est entre vos mains. Tout mandat (présidentiel) qui ne met pas à mal notre sécurité assurera automatiquement sa sécurité. »

›Voir BEN LADEN en page A2

Tous les coups sont permis

MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ENVOYÉE SPÉCIALE
EN OHIO

COLUMBUS – Dans son sarrau bleu d'infirmière auxiliaire, Shirley Darling serre bien fort la mâchoire et les poings. « Cette année, mon vote va compter ! S'ils veulent me renvoyer du bureau de scrutin sans me laisser faire, ils sont mieux de se préparer à rappeler les troupes d'Irak pour me déloger ! »

La réaction de la bouillante Afro-Américaine, interviewée devant un hospice de Columbus, illustre bien comment les électeurs de l'Ohio se préparent à aller voter : la crainte au ventre ou la rage au coeur. Exactement comme s'ils allaient jouer une partie de football dans laquelle n'importe qui peut les plaquer et où tous les coups sont permis... Au lieu des soldats d'Irak, c'est donc une armée d'avocats qui afflue pour envahir les bureaux de vote de l'Ohio. Le 2 novembre, ils seront des milliers (3600 républicains et 2200 démocrates) à filtrer les électeurs à deux pas des isoloirs. Du jamais vu dans l'histoire américaine.

L'idée : traquer le moindre cas « suspect » tout en protégeant ses partisans contre l'autre camp.

›Voir COUPS en page A26

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES	20
Avis et encans	P. ANNONCES	13
Animaux	VACANCES	21
Bridge	VACANCES	21
Décès	P. ANNONCES	13 à 15
Échecs	VACANCES	21
Feuilleton	VACANCES	20
Forum	A	23 à 25
Grille des mordus	VACANCES	14
Horaire cinés	CINÉMA	10 et 11
Horaire télévision	ARTS	18
Jardiner	MON TOIT	21
Loteries	A	5
Mots croisés	VACANCES	20
Mot mystère	VACANCES	20
Observateur	VACANCES	20
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES	2
Restaurants	ACTUEL	7
Trait d'union	VACANCES	19
Vin	ACTUEL	6

Météo
Nuageux avec averses, maximum 14, minimum 8, plus de détails en page P. ANNONCES 16

6 21924 45678 2

Solde d'automne
FAITES VITE ! LE SOLDE SE TERMINE LE 1ER NOV.
Orlando 64 $ Fort Lauderdale 68 $ Toronto 76 $ Los Angeles 99 $
Winnipeg 115 $ New York 128 $ Moncton 165 $ St. John's 167 $
Edmonton 174 $ Calgary 176 $ Vancouver 182 $
VOLS GRATUITS ! DÉTAILS SUR jetsgo.net
Départs depuis Montréal. Prix web par trajet. Taxes et supplément en sus. Selon la disponibilité. Détails sur jetsgo.net.
Moins cher. Plus souvent. Jetsgo
3246467A

PRÉSIDENTIELLE 2004

Ben Laden menace de frapper l'Amérique

BEN LADEN
suite de la page A1

Sur la vidéo, on voit Oussama ben Laden qui fait plus vieux que ses 47 ans, devant un fond de couleur brune, vêtu d'une tunique blanche et d'une cape ocre et coiffé d'une toque blanche. Établie au Qatar, la chaîne Al-Jazira n'a pas précisé comment elle avait obtenu la nouvelle cassette, qui n'est pas datée.

« Au peuple américain, voici mon message pour éviter une nouvelle catastrophe », a déclaré ben Laden au début de la vidéo, tentant d'expliquer « les causes et les résultats » des attentats du 11 septembre. « Je vous le dis, la sécurité est un élément important de la vie humaine. Les hommes libres ne renoncent pas à leur liberté, contrairement aux allégations de (Bush) selon lesquelles nous détestons la liberté. Qu'il nous dise pourquoi nous n'avons pas attaqué la Suède, par exemple... Si nous vous avons combattus, c'est que nous sommes libres, nous ne fermons pas les yeux sur les valeurs, nous voulons rendre la liberté à notre nation. »

La dernière vidéo montrant ben Laden remontait au 10 septembre 2003, à la veille du deuxième anniversaire des attentats contre New York et Washington. Al-Jazira avait alors diffusé une bande non datée montrant le chef d'Al-Qaeda en compagnie de son bras droit, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, se promenant dans une zone montagneuse.

Dans son dernier message audio authentifié par la CIA et diffusé en avril dernier, ben Laden avait proposé « la paix » aux pays européens qui accepteraient de « ne pas agresser les musulmans ».

La réapparition de ben Laden dominera assurément les derniers jours de la campagne présidentielle, ajoutant un élément d'incertitude dans une course âprement disputée.

Kerry a été le premier à réagir à la diffusion de la vidéo.

« En réponse à cette cassette vidéo d'Oussama ben Laden, laissez-moi affirmer clairement, très clairement, que nous, Américains, sommes unis dans notre détermination à traquer et à détruire Oussama ben Laden et les terroristes », a déclaré le candidat démocrate à des journalistes, à l'aéroport de West Palm Beach, en Floride, un des États cruciaux pour l'élection du 2 novembre.

« Ce sont des barbares, a-t-il ajouté. Je ne reculerai devant rien pour poursuivre, capturer ou tuer les terroristes où qu'ils soient, quoi qu'il en coûte. »

PHOTO D'ARCHIVES REUTERS

Rappel cruel hier, par Oussama ben Laden, de la plus importante attaque de l'histoire subie par les Américains sur leur territoire.

Peu après, le président a réagi à son tour.

« Les Américains ne seront ni intimidés, ni influencés par un ennemi de notre pays », a-t-il dit à Toledo, où il se trouvait pour un rassemblement électoral en compagnie du gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger. « Je suis sûr que le sénateur Kerry est d'accord avec cela. »

Le président avait été informé de la diffusion à venir de la vidéo de ben Laden dans la matinée par sa conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice. Il n'a pas répondu aux accusations directes portées par ben Laden.

La diffusion de la vidéo du Saoudien d'origine survient au moment où plusieurs sondages placent Bush et Kerry à égalité. Elle ramène au centre de la campagne la question du terrorisme, où Bush jouit d'un avantage marqué sur son adversaire. Le président a d'ailleurs passé la journée d'hier à vanter ses capacités de lutter contre ce mal.

« Le résultat de ces élections décidera de la direction que prendra la guerre contre le terrorisme », a-t-il dit lors d'un discours à Toledo, juste après la diffusion de la vidéo de ben Laden par les chaînes de télévision américaines.

« Tant que je serai président, nous resterons fermes et résolus et nous continuerons à traquer les terroristes », avait-il dit en matinée lors d'un discours au New Hampshire, le seul État du Nord-Est où il a gagné en 2000.

Le retour de ben Laden à l'avant-scène peut toutefois se retourner contre le président, qui, peu après le 11 septembre 2001, avait déclaré vouloir le chef d'Al-Qaeda « mort ou vif ». Au cours des dernières semaines, son adversaire démocrate l'a accusé d'avoir permis à OBL de s'échapper alors qu'il était encerclé dans le massif de Tora Bora, en Afghanistan.

« Nous n'avons pas su utiliser les forces américaines, les mieux entraînées au monde, pour le tuer. C'est une erreur », a déclaré Kerry lors du premier débat télévisé. « Est-ce que Saddam Hussein était plus important qu'Oussama ben Laden ? Je ne le pense pas. »

Dans son message aux Américains, ben Laden s'est moqué de la réaction du président Bush après les attaques contre le World Trade Center.

« Nous étions convenus avec Mohamed Atta, que Dieu le bénisse, qu'il finirait toutes les opérations en 20 minutes avant que Bush et son gouvernement puisse réagir », a-t-il dit en faisant allusion au chef des 19 kamikazes du 11 septembre. « Il ne nous était pas du tout venu à l'idée que le commandant en chef des forces armées américaines laisserait 50 000 de ses citoyens dans les deux tours faire face seuls à cette situation horrible alors qu'ils avaient tant besoin de lui. »

Bush se trouvait dans une école de Floride le matin du 11 septembre. Mis au courant par un de ses assistants qu'une deuxième tour avait été percutée par un avion, il était resté quelque sept minutes dans une classe en compagnie d'enfants qui lisaient un livre intitulé *My Pet Goat*.

« Il a estimé qu'il était plus important de s'intéresser aux propos de la petite fille sur sa chèvre plutôt qu'aux avions et à leur attaque contre les tours, ce qui nous a donné trois fois le temps dont nous avions besoin pour mener à bien les opérations, que Dieu en soit remercié », a dit ben Laden.

Il donnait l'impression d'avoir vu ou entendu parler du documentaire *Fahrenheit 9/11*, de Michael Moore, qui évoque de manière frappante la première réaction du président américain après les attentats de New York.

Le chef d'Al-Qaeda a comparé Bush et son administration aux « régimes dans nos pays, dont une moitié est gouvernée par les militaires et l'autre moitié par les fils de rois et de présidents... connus pour leur arrogance, leur cupidité et leur spoliation de l'argent ».

« Bush le père a trouvé bon de désigner le fils à la tête des États-Unis, a ajouté ben Laden. Il n'a pas oublié non plus de transférer en Floride les expertises de la falsification (des élections), propres aux dirigeants de la région. »

Ben Laden a expliqué que sa décision de détruire le World Trade Center remontait à 1982 « lorsque l'Amérique a donné le feu vert aux Israéliens pour qu'ils envahissent le Liban, aidés en cela par la Sixième flotte américaine ».

« Au moment où je constatais ces tours détruites au Liban, l'idée m'est venue de réserver le même châtiment » à l'Amérique, a-t-il dit.

CE QUE LES AMÉRICAINS EN DISENT...

> « Les menaces, ça ne va rien changer pour moi. Je vais voter pour Kerry parce que, peu importe qui est au pouvoir, ben Laden est encore là ; il a toujours été là ; il restera toujours là. Mais j'espère que les républicains vont se raviser en voyant comment leur Bush s'est planté. »
— JaDon Bateman, gardien de sécurité, Columbus

> « J'ai voté par anticipation pour Bush. Et même si ben Laden attaque, je ne le regretterai pas, parce qu'on ne sait pas ce qui pourrait arriver avec un tout nouveau président au beau milieu d'une telle menace. Bush gère bien la situation. »
— Derrek Shively, 22 ans, étudiant en relations publiques à l'Université d'État de l'Ohio

> « J'espère que les républicains vont voir que les problèmes qui existaient le 11 septembre 2001 existent toujours. Bush n'a absolument rien changé à tout ça. J'ai déjà voté pour Kerry et j'ai bien fait. Mon Dieu ! J'espère qu'aucun démocrate ne va changer d'idée. »
— Anna Fisher, agente de bord résidant au Texas

> « Cette vidéo ne m'influencera pas puisque j'ai voté par anticipation ! J'ai voté Kerry, mais je ne crois pas qu'il deviendra le prochain leader du monde ; malheureusement, Bush sera sans doute réélu, peu importe ce qu'en dit ben Laden. Je crois certainement que l'intention de ben Laden est d'influencer le vote en faveur de Kerry, mais cela risque d'avoir l'effet contraire : les gens auront peur et voteront Bush. »
— Adam Weil, 53 ans, agent immobilier, Los Angeles

> « Ça montre seulement que George W. Bush ne fait pas son travail. Il est censé capturer Oussama ben Laden depuis plus de trois ans, et non seulement le terroriste est toujours au large, mais voilà qu'il diffuse une nouvelle vidéo ! Cela va certainement jouer en faveur de son rival John Kerry. »
— Irma Radillo, 19 ans, serveuse chez Starbucks, Los Angeles

> « Je ne crois pas que ça va avoir une incidence sur le vote. Les gens sont davantage préoccupés par des questions nationales, comme l'économie et l'assurance maladie. »
— Matt Wiser, 22 ans, étudiant, Philadelphie

> « Ça va donner un coup de pouce à Bush. Bien des gens croient que Kerry est moins fort pour combattre le terrorisme. En fait, tout ce qui peut faire peur aux électeurs joue en faveur de Bush. »
— Todd Bruce, 31 ans, représentant aux ventes, New Jersey

> « La vidéo de ben Laden ne changera pas grand-chose. Une nouvelle cassette vidéo fait surface tous les six mois, alors les gens sont habitués, maintenant. »
— Lindsey Crowl, 24 ans, étudiante, Philadelphie

> « Ça va rappeler aux gens que ben Laden est toujours en vie et qu'il n'a toujours pas été capturé. Ce qui fait peur aux gens est bon pour les républicains. »
— Herb Johnson, 39 ans, avocat, Philadelphie

> « Je me fous pas mal de ce que ben Laden peut dire. Je ne vais certes pas me mettre à écouter un terroriste. Je ne sais pas encore pour qui je vais voter, mais cela n'aura rien à voir avec les commentaires de ben Laden. »
— Oscar Cardenas, gérant de magasin, Dallas

> « Je n'ai pas vu l'enregistrement vidéo, mais ça ne va rien changer pour moi. De toute façon, nous sommes au Texas. Les gens vont voter pour Bush, peu importe ce qui se dit à la télé ou dans les journaux. »
— Lora Benedetti, enseignante, Southlake

> « J'ai entendu parler de la vidéo de ben Laden, et je peux vous dire une chose : ça va me pousser à voter pour Bush encore plus ! Et je pense que ceux qui étaient indécis par ici vont voter Bush après avoir vu la vidéo de ben Laden. Tout le monde va être en colère, et c'est Bush qui va en profiter. »
— Jackie Zimmerman, bénévole, Southlake

Propos recueillis par Marie-Claude Malboeuf à Columbus (Ohio) Isabelle Hachey à Los Angeles, Nicolas Bérubé à Philadelphie et Richard Labbé à Dallas.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

LINEN CHEST
La beauté intérieure

UNE OFFRE DE PRIME POUR UN TEMPS LIMITÉ !
Linen Chest vous offre un ***rabais supplémentaire de 200 $*** *sur tout produit Hunter Douglas.**

Et voici la Alustra COLLECTION
HunterDouglas parures de fenêtres

La collection pour ceux et celles qui ont en vue des choses spectaculaires.
Appelez-nous pour voir toute la collection aujourd'hui même.

La différence Alustra[MC]
- Tissus exclusifs
- Finition unique de la quincaillerie
- Systèmes innovateurs
- Détails caractéristiques

GRATUIT DÉCORATEUR
SERVICE À DOMICILE
514.331.5260

* Pour chaque tranche de 1000 $ dépensée sur toute combinaison de produits Alouette, Duette, Luminette, Trio, Silhouette ou Vignette recevez une carte-cadeau de 100 $ en plus d'un rabais instantané de 100 $ sur tout produit Hunter Douglas. Cette offre est valide du 23 octobre au 21 novembre 2004 et elle exclue la Collection Alustra.

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)
www.linenchest.com Jusqu'à 50% de rabais sur les produits Hunter Douglas.

3257141A

PRÉSIDENTIELLE 2004

We believe

PIERRE FOGLIA

BEN ET MOI AUX ÉTATS

GRAND RAPIDS, Michigan — Tu t'ennuies de ta Kalachnikov, mon vieux Ben ? Viens, je t'emmène jouer à la guerre. Mieux : à la terreur.

À 20 kilomètres de Grand Rapids — la deuxième ville du Michigan — s'étend en plein champ le campus de l'Université Grand Valley, 22 000 étudiants. On y forme surtout des profs. Mais c'est aussi une bonne université de sports : hockey, golf, tennis et une équipe de football — les Lakers — en seconde division de la NCAA. Joli stade avec sa piste d'athlétisme qui enserre le terrain de foot, une centaine d'étudiants sont assis dans les gradins, il est 3 h de l'après-midi. Tout d'un coup apparaît un petit avion qui vole très, très bas, comme s'il allait se poser sur la pelouse, mais qui reprend de la hauteur au dernier moment et s'éloigne dans un vrombissement. Dans les gradins, les étudiants se mettent à crier en se précipitant sur le terrain. Help, help. Mes yeux, oh ! là là, mes yeux ! Je vais mourir ! Ils courent dans tous les sens comme des poules sans tête.

Ben me regarde, catastrophé, en faisant non de la tête : c'est pas moi. Je sais bien que c'est pas toi, nono. C'est du cinéma. L'exercice a été commandé par les autorités du comté : « A weapons of mass destruction terrorist drill. » Un exercice de terreur.

L'avion revient, cette fois c'est pour lâcher des trucs biochimiques. Quelques sourdes explosions accompagnent son passage. La première fois, me précise un assistant du shérif, c'était des gaz neuroleptiques. Mais c'est pas vrai, tout ça, me rassure-t-il.

Tu parles que c'est pas vrai. Ce qui est vrai, par contre, c'est qu'on est à quatre jours des élections. Ce qui est vrai, c'est qu'on est sur le campus d'une université très libérale où de gros efforts de mobilisation ont été faits auprès des étudiants pour qu'ils aillent au moins voter. Ce qui est vrai, c'est que cet exercice de terreur, à défaut de l'apprivoiser, l'actualise.

Sur le terrain, les figurants continuent leur comédie, certains font semblant de vomir, d'autres toussent comme des perdus tandis que des sauveteurs dans leur scaphandre les accompagnent à des tentes de décontamination. Tout le monde est là, la police, la Croix-Rouge, les brancardiers, les pompiers qui arrosent les soi-disant gazés. Il y a même de faux parents et de faux journalistes (je vous jure !), que les policiers repoussent loin de la zone contaminée !

Ben hésitait entre le fou rire et la consternation. Je l'entendais penser tout bas : en admettant qu'on arrive à faire décoller un avion plein de trucs de destruction massive — MASSIVE —, pourquoi aller le planter dans un stade de football de deuxième division de la NCAA ? Comme si, le 11 septembre, on s'était dit que les tours du World Trade Center étaient trop hautes et qu'on allait d'abord s'exercer sur un triplex à Brossard. Aussi débile que ça.

À l'autre bout du campus, au Kirkhof Center, le pavillon de service, les étudiants ignoraient complètement les grandes manoeuvres du stade, soit ils n'étaient tout simplement pas au courant, soit ils ne voulaient pas le savoir, mais un petit peu quand même :

Vous revenez de là-bas ? Combien y avait-il de volontaires dans les gradins ?

Une centaine peut-être.

Ah Ah ! Ils en voulaient 1000...

Chris étudie en biologie. Il faisait partie d'un comité de mobilisation civique (MoveOn.org) qui tenait une permanence dans le hall depuis septembre.

Notre objectif est de faire voter 70 % des étudiants de cette université.

Voter pour qui ?

C'est sûr que Kerry a tout à gagner du vote des jeunes. Mais au-delà, il y a ce scandale en soi : les jeunes de ce pays ne votent pas. Les préjugés disent que ce sont les minorités qui ont le taux de participation le plus bas, mais c'est faux. Historiquement, ce sont les 18-25. Il y a 270 000 étudiants en âge de voter au Michigan, et la bonne nouvelle, c'est que jamais autant ne se sont fait inscrire sur les listes.

Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?

Que le pays ait perdu son chemin. Mais aussi, plus égoïstement, une menace qui se fait de plus en plus précise : la conscription.

Votre président a juré qu'il n'y en aurait pas.

Il a juré bien d'autres choses. De toute façon il y a déjà une conscription de facto. Qui s'engage dans l'armée, croyez-vous ? Les jeunes qui n'ont pas de travail. C'est une conscription économique. Et comme ceux-là ne suffisent plus, les étudiants voient arriver le moment où on va les envoyer chercher leur diplôme à Fallouja ou à Kaboul.

Aucune pancarte politique, mais tout le campus, aussi bien dans les pavillons que sur les murs extérieurs, est placardé de grandes banderoles qui disent en lettres de deux pieds : « We believe ». Mais, ouf, c'est pas en Dieu. C'est pas en Bush non plus. Y believent que leur équipe de football, qui vient d'en perdre trois collées, va gagner dimanche.

Je sais que tu trouves ça complètement ridicule, mon vieux Ben. Pas moi. J'ai toujours été fasciné par cette capacité qu'ont les Américains de croire en leur équipe de football pourrie, comme en leur pays qui a perdu son chemin.

We believe que la vie continue (en français dans le texte).

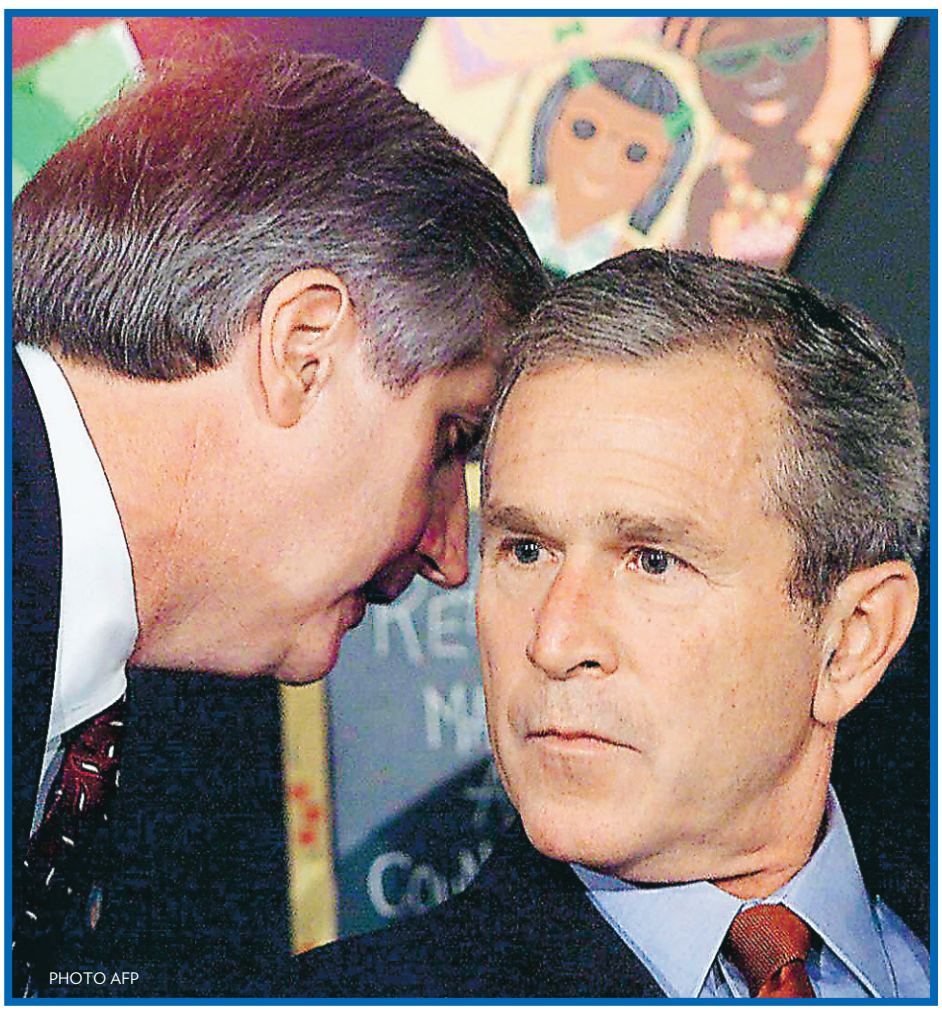


PHOTO AFP

EXTRAITS DU MESSAGE DE BEN LADEN AU PEUPLE AMÉRICAIN

- *« Votre sécurité n'est entre les mains ni de (John) Kerry, ni de (George W.) Bush, ni d'Al-Qaeda. Votre sécurité est entre vos mains. »*
- *« Si nous vous avons combattus, c'est parce que nous sommes libres, nous ne fermons pas les yeux sur les valeurs, nous voulons rendre la liberté à notre nation. De même que vous attentez à notre sécurité, nous attentons à la vôtre. »*
- *« Bush continue de vous embrouiller, de vous tromper et de vous cacher la véritable raison. Ce qui signifie que les raisons demeurent pour la répétition de ce qui s'est passé. »*
- *« Je jure que nous n'avions jamais eu l'idée de frapper les tours, mais après que la goutte eut fait déborder le vase, après avoir vu l'injustice et l'arbitraire de l'alliance américano-israélienne contre nos frères en Palestine et au Liban, cette idée m'est venue à l'esprit. »*
- *« Il ne nous était pas du tout venu à l'idée que le commandant en chef des forces armées américaines laisserait 50 000 de ses citoyens dans les deux tours faire face seuls à cette situation horrible alors qu'ils avaient tant besoin de lui. Il a estimé qu'il était plus important de s'intéresser aux propos de la petite fille sur sa chèvre et ses coups de cornes plutôt qu'aux avions et à leur attaque contre les tours. »*

Le 11 septembre 2001, le président George W. Bush apprend la nouvelle de l'attaque d'une deuxième tour à New York alors qu'il s'adresse à des enfants dans une école en Floride. Dans son message, ben Laden se moque de sa réaction, affirmant qu'il s'est intéressé davantage à l'histoire de la chèvre racontée par une petite fille qu'aux gens dans les tours. « Ce qui nous a donné trois fois le temps dont nous avions besoin pour mener à bien les opérations », dit-il.

Ben Laden voterait-il pour Kerry?

ALEXANDRE SIROIS

ANALYSE

WASHINGTON — Oussama ben Laden voterait pour John Kerry mardi s'il en avait la chance. C'est ce que certains ténors de la droite insinuaient hier peu après la sortie remarquée de l'ennemi nº 1 des États-Unis.

Pour certains partisans de Bush, l'équation est simple : le terroriste saoudien critique vertement le président à quatre jours de l'élection pour que les Américains le remplacent par le candidat démocrate.

C'est notamment ce qu'a soutenu le chroniqueur conservateur Dick Morris, allant même jusqu'à affirmer que Michael Moore avait inspiré certains des propos de ben Laden.

C'est le film *Fahrenheit 9/11* qui a montré à quel point Bush avait été lent à interrompre une séance de lecture après avoir été informé des attaques du 11 septembre 2001. Le terroriste a hier critiqué le président à ce sujet.

« La gauche aide ben Laden à comploter la destruction de l'Amérique », a lancé M. Morris sur les ondes de Fox News, réseau d'information qui a un faible pour le candidat républicain.

Il faut s'attendre à ce que de telles allégations se multiplient au cours des prochains jours. Les conservateurs américains avaient dénoncé les Espagnols en mars lorsqu'ils ont voté pour le parti d'opposition (socialiste) après qu'Al-Qaeda eut attaqué Madrid. Certains pourraient fort bien dire que voter pour Kerry, c'est faire le jeu des terroristes.

Cela dit, les républicains n'ont peut-être même pas à lancer de tels avertissements. L'histoire a déjà démontré que, lorsque l'Amérique se sent menacée, elle se rassemble derrière son drapeau et se range derrière son commandant en chef.

L'hypothèse est d'autant plus plausible cette fois-ci que, selon tous les sondages, les Américains font davantage confiance à Bush pour vaincre le terrorisme. Ils estiment même encore aujourd'hui qu'il est le mieux placé pour freiner l'enlisement en Irak.

L'histoire a déjà démontré que, lorsque l'Amérique se sent menacée, elle se rassemble derrière son drapeau et se range derrière son commandant en chef.

De la Floride à l'Ohio, lorsqu'on interroge ceux qui voteront pour le président sur les raisons de leur appui, ils font systématiquement allusion à la détermination et au leadership du candidat républicain.

Bush n'a pas fait mentir ses partisans hier. Il a réagi avec fermeté aux déclarations de ben Laden. « Les Américains ne seront pas intimidés ou influencés par un ennemi de notre pays », a-t-il lancé sur un ton autoritaire.

Au cours des derniers mois, l'arme la plus efficace de l'organisation du président aura été la peur. À force de publicités négatives, on a semé le doute au sujet de l'efficacité avec laquelle Kerry pourrait mener la guerre contre le terrorisme.

Parallèlement, le démocrate aura affirmé jusqu'au bout — il l'a répété hier — qu'il fera mieux que son rival en la matière. Jamais il n'a été plus convaincant qu'en affirmant que le président s'était détourné d'Oussama ben Laden et avait empêché les militaires américains de le capturer en engageant des mercenaires afghans pour s'en occuper.

Ce message a été relayé hier par un de ses porte-parole les plus crédibles, l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU Richard Holbrooke : « Comment se fait-il que ce grotesque meurtrier de masse soit encore en liberté trois ans après les attaques du 11 septembre ? » a-t-il lancé.

La question est légitime et elle démontre que Bush est lui aussi vulnérable, mais les démocrates devront ramer fort au cours des prochains jours pour tirer profit de cette faiblesse.

Car en fin de compte, les Américains préfèrent tout de même Bush à Kerry pour gérer le dossier irakien malgré les bévues de son administration. Ne seront-ils donc pas d'emblée plus enclins à lui demander de capturer ben Laden mort ou vif, même s'il n'a pu jusqu'ici remplir sa promesse à ce sujet ?

PHOTO LUKE FRAZZA, AFP ©

John Kerry attisait la foule réunie dans le Meyer Amphitheater de West Palm Beach, en Floride, hier. Kerry fait campagne un peu partout en Floride avant de se rendre dans le Wisconsin.

ACTUALITÉS

Éric Lapointe est libre

Le chanteur lancera lundi, comme prévu, son nouvel album, intitulé *Coupable*

SARA CHAMPAGNE ET JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Revirement de situation pour le moins spectaculaire au palais de justice de Saint-Jérôme hier. Le rocker Éric Lapointe a retrouvé sa liberté illico, après une brève comparution. Le substitut du procureur général a décidé de ne pas déposer d'accusations contre le chanteur et a demandé un complément d'enquête afin de vérifier et de valider des renseignements.

Jeudi soir, vers 18 h, la Sûreté du Québec a arrêté le chanteur de 35 ans. Les enquêteurs de la SQ l'ont interrogé durant une bonne partie de la nuit relativement à des allégations de voies de fait ayant causé des lésions. Ces événements seraient survenus le mardi 26 octobre, à Lachute.

Des gardes du corps, embauchés par Lapointe, montaient la garde hier midi devant le palais de justice de Saint-Jérôme, où une meute de journalistes attendait. Interrogé sur les motifs de la décision de ne pas porter d'accusations, un procureur de la Couronne s'est contenté de dire que toutes les hypothèses sont étudiées. « Mais nous ne pouvons pas nier ou confirmer quoi que ce soit. Nous n'avons aucun commentaire à formuler », a-t-il dit.

PHOTO PIERRE CÔTÉ, ARCHIVES LA PRESSE©

« Éric Lapointe a intérêt à ne pas afficher une trop grande désinvolture au cours de son lancement. Il sera examiné au microscope. Les médias pourraient se servir de son attitude par la suite », explique le communicateur-conseil et spécialiste en gestion de crise, Michel Fréchette.

Hasard déconcertant

Cette affaire implique l'une des ex-amies de coeur du chanteur, avec qui il aurait eu une courte liaison. La police enquête également sur un autre épisode de violence conjugale entre les mêmes personnes, qui remonte à deux ans.

Hasard déconcertant, cette arrestation survient à moins de trois jours du lancement du nouvel album du chanteur, intitulé *Coupable*. Deux mille personnes ont déjà reçu un carton d'invitation sur lequel on peut lire « assignation à comparaître à titre de témoin privilégié ». Le lancement, prévu le 1er novembre au Metropolis, à Montréal, est considéré comme l'un des plus importants de l'année. Les productions YFB n'ont pas hésité hier à confirmer que le lancement aura bel et bien lieu, « que toute la machine est en route ».

Grand amateur de boxe, Éric Lapointe n'a jamais caché ses penchants pour l'alcool, la fête et la vie nocturne. Mais cette affaire pourrait faire mal à l'image du rocker si des accusations devaient être portées.

La vedette rock devra être prudente au lancement de son album, croit le communicateur-conseil et spécialiste en gestion de crise, Michel Fréchette.

« Il a intérêt à ne pas afficher une trop grande désinvolture au cours du lancement. Il sera examiné au microscope. Les médias pourraient se servir de son attitude par la suite », explique le communicateur, qui a géré plusieurs dossiers de politiciens.

M. Fréchette n'estime pas que cette arrestation puisse avoir un effet sur les ventes du nouvel album du chanteur. « Il s'agit pour l'instant d'une *pré-crise*. Éric Lapointe est un rocker, accepté comme tel, et le public lui donne le bénéfice du doute en ce moment », ajoute-t-il, précisant toutefois qu'il y a un code moral bien intégré dans l'opinion publique qui digère mal les cas d'agression sexuelle ou de violence conjugale.

Et puis, force est d'admettre que, dans l'histoire de la musique au Québec, les vedettes qui ont eu des démêlés judiciaires en entendent encore et encore parler. « Les Québécois pardonnent mais n'oublient pas », pense l'adjointe du gérant du chanteur Claude Dubois, Francine Chartrand.

Grand consommateur de drogues dans les années 70, Dubois a déjà eu son lot d'ennuis avec la justice pour une affaire d'héroïne. « Ça fait plus de 20 ans et les gens posent encore des questions. Parfois, on voudrait que les Québécois deviennent *Alzheimer*. Surtout que Claude est tellement impliqué dans la prévention en toxicomanie », ajoute Mme Chartrand.

Pour ce qui est d'Éric Lapointe, il n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice. En 2002, il avait été arrêté pour possession de cocaïne à Sosua, en République dominicaine, une affaire très médiatisée à l'époque.

Aucune accusation n'avait été portée contre lui. Depuis deux ans, le chanteur partage sa vie avec une barmaid, Marie-Pier, âgée de 22 ans, dont il se dit follement amoureux.

La loi sur les heures d'affaires reste

MARTIN OUELLET
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Le gouvernement Charest dit non à la réouverture de la loi sur les heures d'affaires, préconisant en lieu et place l'instauration partout au Québec de « bureaux du temps », chargés de mieux concilier le travail et la vie familiale.

« Les bureaux du temps permettront d'adapter les heures de travail, les horaires des commerces, des services publics dans une région ou une localité donnée », a dit le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchard, en commission parlementaire, hier, à Québec.

Déjà implantées en France et en Italie, ces structures ont pour mission première de tenter de coordonner, sur une base locale, les horaires des commissions scolaires, des commerçants, des entreprises et ce, afin de faciliter la vie de famille. « Cette formule permettrait, entre autres choses, d'avoir des horaires ou une façon différente de gérer ce dossier-là à Montréal, au Saguenay—Lac-Saint-Jean ou dans le Bas-Saint-Laurent », a illustré M. Béchard.

Cette solution ne satisfait pas l'opposition officielle péquiste, qui réclame un nouveau débat public et une intervention du gouvernement pour remettre au pas les grands propriétaires de centres commerciaux. Ces derniers exigeraient de leurs locataires commerçants qu'ils prolongent leurs heures d'ouverture, sous peine d'amendes atteignant 100 $ par jour.

Nouvelle plainte en justice contre Conrad Black

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le groupe de presse américain Hollinger International a annoncé hier avoir déposé une nouvelle plainte en justice contre le magnat britannique d'origine canadienne Conrad Black et plusieurs de ses associés devant une cour de justice de l'Illinois, aux États-Unis.

Hollinger International, qui a commencé à traîner devant les tribunaux son ancien patron l'hiver dernier, réclame cette fois 542 millions de dollars américains en dommages et intérêts. Le groupe de presse a en fait révisé une plainte qu'il avait lancée en mai dernier pour y inclure de nouvelles accusations de fraude et de pillage basées sur un rapport d'enquête interne publié à la fin août.

Les auteurs de ce rapport, déposé auprès du gendarme de la Bourse américaine, la Securities and Exchange Commission (SEC), après un an d'enquête, concluaient que lord Black et d'autres actionnaires avaient systématiquement « pillé » Hollinger International pendant plus d'une décennie.

La FOLIE FURIEUSE ...se termine dimanche!

TROUSSES GRATUITES!

LES INDISPENSABLES POUR GRAND ÉCRAN
Incluant:
• Casque d'écoute sans fil E.Scape
• Kit de nettoyage pour grand écran MAXELL
• 175$ de cartes-cadeaux bonis Dumoulin
À l'achat d'un téléviseur à projection grand écran sélectionné.
VALEUR DE 275$

LES INDISPENSABLES POUR L'INFORMATIQUE
Incluant:
• Microsoft® Works 7.0 Logiciel de productivité
• Power CinemaMD3 Logiciel multimédia tout-en-un
• Caméra PC Communication internet visuelle
• Lecteur USB unité de sauvegarde 64Mo
À l'achat d'un ordinateur sélectionné.
VALEUR DE 250$

acer
Moniteur ACL 17"
• Résolution : 1280 x 1024 • Temps de réponse : 14 MS • Ratio de contraste: 350:1 • Détail graphique : 0.26mm
AL1714CB
ÉPARGNEZ 50$
448,88
Rég. : 498,88

palmOne
GRATUIT ! Étui rigide (valeur de 60$)
Tungsten-E
• Mémoire: 32 Mo • Processeur: 126 Mhz • Poids: 4.6 onces • Résolution: 320 x 320 • Palm OS® 5.2.1 • Fente pour carte mémoire SD
ÉPARGNEZ 20$
278,88
Rég. : 298,88

JVC MISSION
RX6042S, M2S
Ensemble cinéma maison
• Décodeurs Dolby® Digital, Dolby® Pro Logic II, DTS • Récepteur 5 x 100 watts • 4 haut-parleurs tablettes • 1 haut-parleur central • Haut-parleurs avec blindage magnétique • Extrêmes-graves 8" amplifé de 100 watts
ÉPARGNEZ 450$
698,88
Rég. : 1148,88

LG
LECTEUR COMBO CD-RW/DVD
Processeur Intel® Centrino 1.5 GHz
• Mémoire: 256 Mo • Disque rigide: 40.0 Go • Lecteur combo CD-R/RW/DVD • Microsoft Windows XP édition familiale • Port sans fil 802.11G • Écran de 15"
Super MINCE ! Seulement 25mm
Durée de la batterie : jusqu'à 6.5 heures
+ GRATUIT Trousse informatique (valeur de 250$)
ÉPARGNEZ 300$
1698,88
Rég. : 1998,88
LS50-AC6

HITACHI
Projection ACL grand écran 42"
• Aspect d'écran 16:9 • Protecteur d'écran anti-reflet intégré • Compatibilité d'affichage HD Virtuel (1080p-720p) • Sonorité TruSurround®SRS®/BBE® • Puissance audio totale 24 watts • Balayage d'ajustement 24 images
ÉPARGNEZ : 200$
91,64 MOIS x 36 MOIS†
OU 3298,88
RÉG. :3498,88
36 paiements égaux sans intérêt!†
Meuble assorti GRATUIT ! (Valeur de 398$)
42V515
+ GRATUIT Trousse grand écran (valeur de 275$)

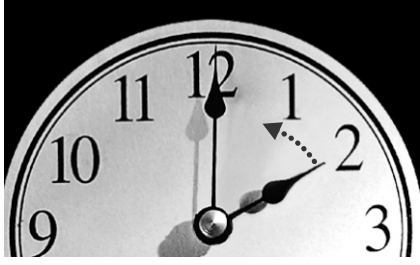
HITACHI
Projection grand écran
• Aspect d'écran 16:9 • Protecteur d'écran intégré • Compatibilité d'affichage (1080i) • Puissance audio totale 24 watts • Convergence Magic Focus® • Sonorité ambiophonique SRS®/BBE® • 6 modes de visionnement • Entrée(s) numérique HDMI • Image sur image • Balayage d'ajustement 24 images
46" ÉPARGNEZ : 200$
55,52 MOIS x 36 MOIS†
OU 1998,88
RÉG. : 2198,88
51" ÉPARGNEZ : 100$
63,86 MOIS x 36 MOIS†
OU 2298,88
RÉG. : 2398,88
36 paiements égaux sans intérêt!†
+ GRATUIT Trousse grand écran (valeur de 275$)
46F510
51F510

INFORMEZ-VOUS ET MAGASINEZ EN LIGNE!
WWW.DUMOULIN.COM
Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications
1-877 DUMOULIN

MONTRÉAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la Métropolitaine) • MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) • MONTRÉAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTRÉAL 8990, boul. de l'Acadie
MONTRÉAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets) • LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Angrignon) • ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon E. (Langelier & Galeries d'Anjou)
WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, aut. 440 O. (Sortie boul. Industriel) • LAVAL 1769, av. Pierre-Péladeau (voisin du Colossus) • PLACE ROSEMÈRE (Face à rue Le Bouthillier)
BOUCHERVILLE 582, chemin De Touraine (près du IKEA) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • GATINEAU 195, Bellehumeur
DRUMMONDVILLE 740, boul. St-Joseph • GRANBY 633, rue Dufferin • GRAND-MÈRE 2601, 6e Avenue • HAWKESBURY 1404, rue Principale E. (ON) • JOLIETTE 404, rue St-Viateur • LA SARRE 31, 5e Avenue E. • LA TUQUE 544, rue Commerciale • MANIWAKI 149, boul. Desjardins
MONT-LAURIER 1771, boul. Paquette • MONT-TREMBLANT 315, route 117 • ROUYN-NORANDA 463, Larivière • SHAWINIGAN 4370, boul. Royale • SHERBROOKE 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • SOREL-TRACY 1815, boul. Fiset
ST-HYACINTHE 2487, av. Ste-Anne • ST-JEAN 391, du Séminaire • ST-JÉRÔME 1001, St-Georges • STE-MARTINE 789, St-Jean-Baptiste • VAL-D'OR 1817, 3e Avenue • VALLEYFIELD 1045, Mgr Langlois • VICTORIAVILLE 525, boul. Bois-Francs Sud • TROIS-RIVIÈRES 2255, boul. des Récollets

† Aucuns frais ni intérêt pendant 36 mois. Le prix de vente est payé par le biais de 36 versements mensuels égaux à un taux d'intérêt de 0 %. Toute somme non payée à la date prévue sera sujette aux termes et taux d'intérêts de 28.9% avec HFC et/ou Citi Finance et 17.9% avec Visa Desjardins. Taxes payables en magasin lors de l'achat. Sujet à l'approbation de HFC et/ou Citi Finance ou Visa Desjardins. Détails en magasin. Offre pour un temps limité. Les illustrations peuvent différer.
3220442A

CETTE NUIT RETOUR À L'HEURE NORMALE DE L'EST



club voyages
Erratum
Veuillez prendre note que l'annonce de Club Voyages paraissant aujourd'hui en page 7 du cahier Vacances voyage est une version erronée.
Vous trouverez une nouvelle annonce conforme à la publicité de Club Voyages dans le premier cahier de La Presse d'aujourd'hui.
Nous nous excusons pour les inconvénients encourus auprès de Club Voyages ainsi que de sa clientèle.
3269098

RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE
rima.elkouri@lapresse.ca

De la politique et des belles-mères

F. LEVEILLÉE

«De loin». C'est la manière préférée qu'ont les Montréalais de suivre la politique municipale, apprenait-on cette semaine. Ils l'aiment, mais de loin. C'est à se demander s'ils ne nous parlent pas plutôt de leur belle-mère.

On me dira que, à l'heure des élections américaines, il y a mille et une bonnes raisons de se désintéresser de la chose municipale. Nos yeux sont ailleurs. Loin de la politique locale, plus près de celle de nos voisins, qui, par ricochet, se trouve aussi à être celle d'une bonne partie de la planète.

Le hic, c'est que la présidentielle américaine indiffère tout autant la majorité de la population. De tous les Canadiens, les Québécois sont ceux qui s'y intéressent le moins. Même si on a l'impression que tout le monde ne parle que de Bush et de Kerry, la proportion de gens d'ici qui suivent vraiment leur lutte reste plutôt faible (31%, selon un sondage Léger Marketing). Aussi faible, en fait, que la proportion des Montréalais adeptes de politique municipale...

Inquiétant, ce désintérêt pour la politique? Oui, très inquiétant, me dit le politologue montréalais Henry Milner. Étonnant? Non, pas étonnant du tout. Le phénomène de désengagement de la vie politique (à tous niveaux, tant municipal que national) n'est malheureusement pas nouveau et il touche particulièrement les jeunes.

Même si la politique municipale, de par son accessibilité au citoyen ordinaire, offre la meilleure occasion de se familiariser avec la démocratie, il n'est pas vraiment surprenant qu'elle soit la plus boudée. C'est là tout simplement le reflet du peu d'importance que lui accordent les élites, notamment dans les médias, note Henry Milner.

Vouloir que les citoyens s'intéressent davantage à la chose municipale qu'à la politique nationale est bien sûr illusoire, observe le politologue. Mais favoriser la plus grande participation possible des citoyens à tous les niveaux ne l'est pas.

Henry Milner — qui vient tout juste de déménager à Paris, où il est titulaire de la chaire des études canadiennes de la Sorbonne — sait de quoi il parle. Il est l'auteur de *La Compétence civique* (Presses de l'Université Laval, 2004), un ouvrage qui est l'aboutissement de 20 ans de recherche et qui démontre avec brio comment des citoyens bien informés contribuent au bon fonctionnement d'une démocratie.

Dans *La Compétence civique*, Milner nous parle surtout en fait de notre incompétence civique. Il compare nos aptitudes politiques à celles d'une quinzaine de pays. Il nous parle de ce qui empêche le citoyen d'acquérir les connaissances nécessaires pour comprendre les grands débats de société et faire des choix éclairés. Il s'intéresse aux causes et aux conséquences de cette incompétence ainsi qu'aux moyens d'en venir à bout.

Quels sont-ils, ces moyens? Encourager la lecture à l'école, favoriser la lecture des journaux, contrer le décrochage, offrir des cours d'éducation civique, réformer nos institutions politiques.

Quels sont les pays les plus «compétents» sur le plan civique? Les pays scandinaves, les Pays-Bas et les pays germanophones, observe Milner. Des pays dont on devrait s'inspirer, suggère-t-il.

Le Québec aurait intérêt par exemple à importer le modèle suédois d'éducation civique. En Suède, les élèves de 16 à 18 ans doivent suivre un minimum de 90 heures de cours d'éducation civique. Pourquoi dans les cégeps, qui accueillent des jeunes à l'âge où justement ils devraient commencer à voter, n'offre-t-on rien de tel? demande Milner.

Parmi les pays démocratiques, c'est au Canada qu'on observe le déclin le plus dramatique de la participation au vote, même si on y reste mieux informé que chez nos voisins américains. Et, en matière de compétences civiques, comparés aux Canadiens du ROC, les Québécois se classent bons derniers. Ils lisent moins les journaux et s'installent davantage devant leur téléviseur que les autres Canadiens. Et après? direz-vous. On ne va pas tout de même pas déménager à Saskatoon pour ça, c'est vrai. Sauf que, avertit Milner, le manque de culture politique finit par avoir des conséquences désastreuses.

Dans les sociétés à faible culture politique, les groupes les plus pauvres de la société ont du mal à défendre leurs intérêts. Leur manque de formation civique les exclut de la vie publique. Alors que dans les sociétés où les compétences civiques sont fortes, comme dans la société suédoise, on observe le contraire: la participation à la vie politique est plus active et mieux informée. Ce qui, en plus d'être très bien en soi, favorise aussi le progrès, note Milner.

«La participation à la vie politique de citoyens moins nantis rend la société plus réceptive à leurs besoins, et la pousse naturellement à adopter des politiques qui tiennent compte des intérêts de l'ensemble de sa population», écrit-il. C'est ce que Milner appelle le «cercle vertueux»: plus la population est informée, plus elle appuie des politiques progressistes et égalitaires qui contribuent à leur tour à garder la population informée et à favoriser la participation politique.

Tout ça pour dire que si aimer sa belle-mère «de loin» est souvent dans l'ordre des choses, aimer la politique de trop loin, par contre, demeure un exercice autrement plus périlleux.

APARTÉ

62%
Proportion de Montréalais qui disent suivre la politique municipale de loin ou pas du tout.

74%
Proportion de Montréalais âgés de 18 à 34 ans qui suivent la politique municipale de loin ou pas du tout.

Source : sondage CROP — *La Presse* —

68%
Proportion de Québécois qui se disent peu ou pas du tout intéressés pas les élections présidentielles américaines.

47%
Proportion de Canadiens qui se disent peu ou pas du tout intéressés par l'élection présidentielle américaine.

Source : sondage Léger Marketing

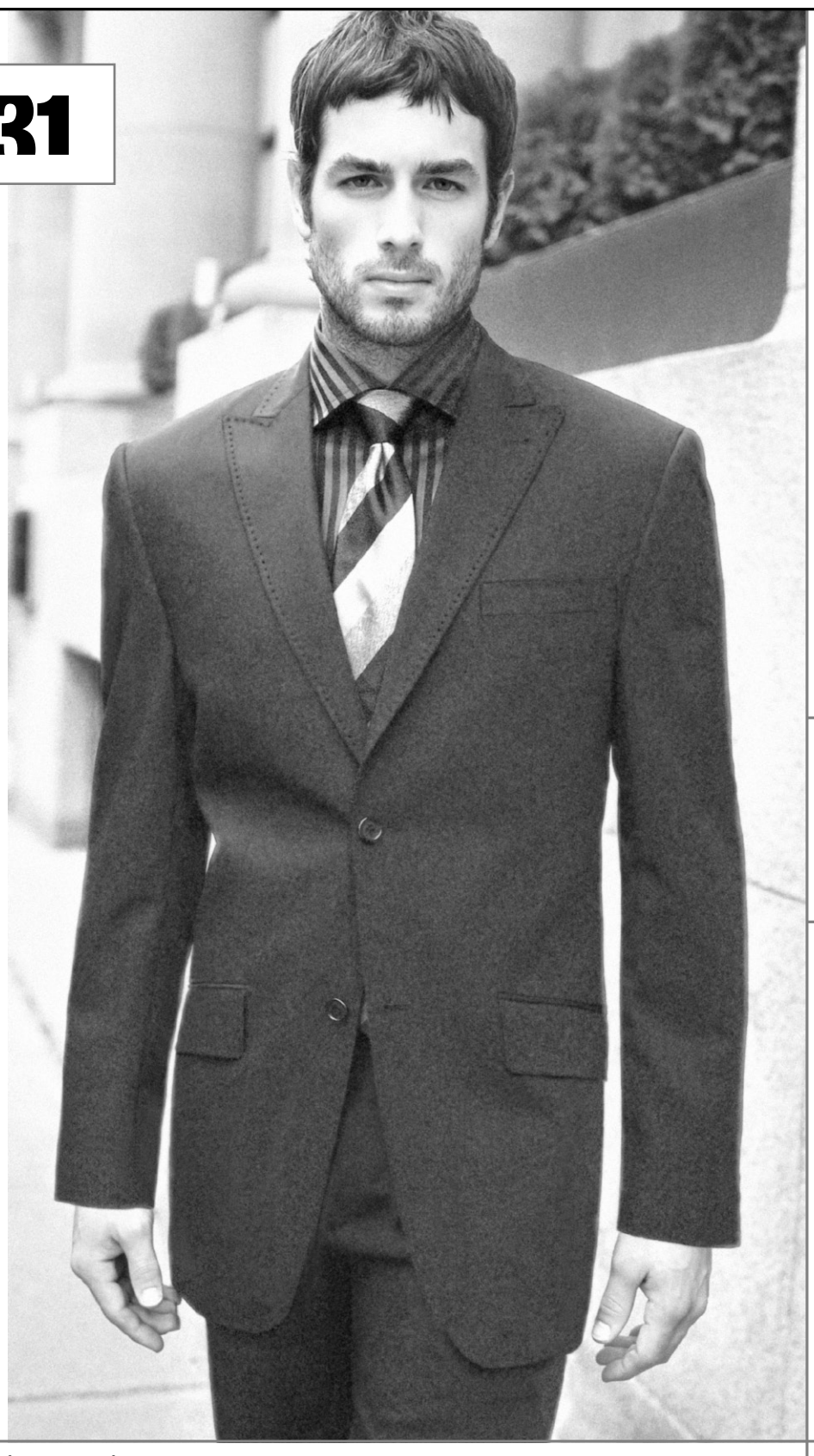
ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif | COURS **INTENSIF**
matin, après-midi, soir, samedi | de jour, 25 h/semaine
1 à 7 fois/sem. • 375 $/45 h* | 165 $ à 183 $/semaine*
* matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 $
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com Laurier
3256374 3256393

Reproduction de meubles d'époque (sur mesure)
Armoire audio-vidéo
Mobiliers de salle à manger et de chambre
Lampes et accessoires
Unités murales et bibliothèques
INVENTAIRE DISPONIBLE EN MAGASIN

Ouvert 7 jours
L'atelier des Compagnons
1269, rue Van Horne, Outremont
(514) 277-5772
Micheline Basilières Inc.
436, rue Victoria, St-Lambert
(450) 465-8647
3265957 3268574

MEUBLES ANDRÉ PERRAULT
Le chic de l'Ouest au prix de l'Est

Liquidation de tous les modèles de plancher
Jusqu'à **50%** de rabais
Shermag
3960, rue Bélanger Est, Mtl.
Fermé le dimanche
Tél.: 514-725-5245
Meubles du Québec
accord D Desjardins
3266261 3268497

LE 31

3266202A

le complet ***à revers surpiqués 199.95***
Une exclusivité du 31, le détail pure mode des surpiqûres rehausse le complet uni de coupe ajustée deux boutons. Pantalon sans plis à taille légèrement plus basse et poches obliques pour une allure moderne. Mélange laine et polyester. Noir, taupe, indigo. 36 à 44. Chemise 88.00, cravate 85.00

le pull ***laine mérinos italienne 59.95***
Un économie de 36% sur un pull de qualité supérieure, en pure laine raffinée par la célèbre filature italienne Zegna Baruffa. Un pull léger, luxueux, d'excellente tenue, dans une laine qui respire et garde sa belle apparence. Noir, charbon, sable, vin, caramel, anis, indigo, marine, rouge, orange. P.m.g.tg. Rég. 95.00

la chemise ***stretch confort 59.95***
Épargnez 25% sur une chemise habillée vraiment indispensable avec son mélange sans souci polyester et coton lavez-portez. Noir, blanc, crème, chocolat, moka, olive, marine, bleu, cerise, rose, orange. 15 à 18. Rég. 80.00

simons
QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU LOTTO 6/49

Lotto Super 7 — Tirage du 2004-10-29
14 15 21 34 36 42 44
Complémentaire : (43)

Banco — Tirage du 2004-10-29
01 05 07 10 13 14 16 20 23 26
29 31 32 42 44 55 57 63 65 70

La Quotidienne — Tirage du 2004-10-29
③ 261 ④ 6475

Extra — Tirage du 2004-10-29

Numéros	Lots
152900	100 000 $
52900	1 000 $
2900	250 $
900	50 $
00	10 $
0	2 $

La Mini — Tirage du 2004-10-29

Numéros	Lots
478504	50 000 $
78504	5 000 $
8504	250 $
504	25 $
04	5 $
47850 ■	1 000 $
4785 ■	100 $
478 ■	10 $

ACTUALITÉS

La SODEC et Téléfilm accordent un délai aux organisateurs

La succession du FFM n'est pas encore réglée

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Et le grand gagnant est.... personne. On attendait avec impatience que Téléfilm Canada et la SODEC dévoilent le nom de l'organisateur du grand festival de cinéma qu'ils appuieront l'année prochaine. En fin d'après-midi hier, un communiqué est arrivé, annonçant qu'il n'y avait pas de gagnant et que les quatre groupes qui ont fait des propositions obtenaient un délai.

« Cependant, les organismes s'entendent pour offrir aux proposeurs la possibilité de présenter de nouveau leur projet avant le 1er décembre 2004 », mentionne le communiqué. Autrement dit, les projets déposés ce mois-ci n'étaient pas assez complets et la SODEC et Téléfilm ne pouvaient se permettre de proclamer un vainqueur sur leur bonne foi.

Rappelons que les délais dans toute cette histoire étaient extrêmement serrés. Les conclusions de l'étude sur les festivals de cinéma canadiens faites par la firme Secor ont été publiées au milieu du mois de juillet. Au lendemain de la cérémonie de clôture du FFM, les deux organismes ont lancé cet appel d'offres qui se terminait un mois plus tard. Les organisateurs du Festival Juste pour rire, de Fantasia, du Festival du nouveau cinéma de Montréal et du Festival international de jazz de Montréal ont tous présenté des projets.

Pour la deuxième ronde, les organismes gouvernementaux n'auront pas plus de trois dossiers à étudier car les organisateurs de Fantasia et du Festival Juste pour rire déposeront un projet commun : un festival estival de cinéma de fantaisie, de genre et de comédie. La directrice du Festival du nouveau cinéma de Montréal, Sheila de la Varende, n'a pas voulu confirmer hier que son projet sera modifié puis représenté. « Nous en discuterons au prochain conseil », a-t-elle dit.

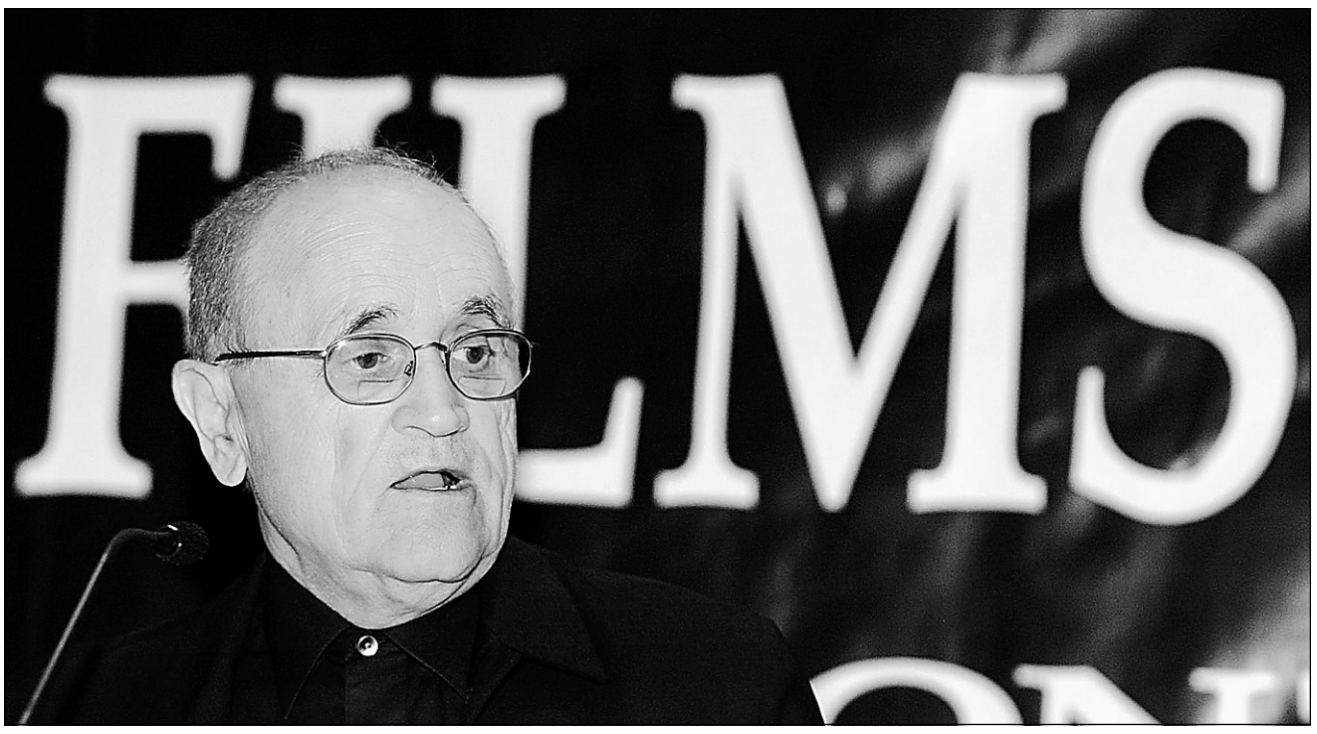


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

Malgré le nouveau délai accordé aux promoteurs d'un nouveau festival de films, Serge Losique semble toujours aussi isolé. Les porte-parole de Téléfilm et de la SODEC ont fermé la porte à une nouvelle présentation du Festival des films du monde. « Si c'est un FFM déguisé qui nous apparaissait (dans les projets qui seront déposés), nous en prendrions bonne note », a déclaré le président de Téléfilm Canada, Charles Bélanger.

Son de cloche semblable du côté de L'Équipe Spectra, qui organise le Festival de jazz. Les dirigeants de Spectra avaient réuni des professionnels du milieu du cinéma pour proposer un festival qui inclurait le président du Festival des films du monde de Montréal, Serge Losique. « Les professionnels de l'industrie ont ainsi pu tendre la main à M. Losique qui s'est malheureusement exclu lui-même en refusant publiquement toute forme de collaboration avec le milieu », écrit L'Équipe Spectra dans un communiqué.

En fait, Serge Losique a plutôt refusé de collaborer avec Spectra qui, selon lui, donne dans le commerce et non dans l'art. Si le groupe, composé de gens du milieu, représentait sa proposition de festival et gagnait ce concours, c'est Spectra qui aura le mandat d'organiser le festival de cinéma.

Plus d'argent pour le FFM !

Le président de Téléfilm Canada, Charles Bélanger, et celui de la SODEC, Jean-Guy Chaput, ont décidé d'expliquer leur décision hier après-midi, lors d'une conférence téléphonique avec les médias montréalais. Les deux hommes ont dû répondre à plusieurs questions concernant le FFM et son président qui considère que les deux organismes outrepassent leur mandat en lançant un tel appel d'offres. « On se sent en terrain solide juridiquement, a dit M. Bélanger. Nous agissons à l'intérieur de notre mandat. (...) Je ne crains pas les recours juridiques. »

Le président de Téléfilm a aussi affirmé qu'il n'était plus question de financer le Festival des films du monde de Montréal parce que son organisation n'avait pas participé à l'appel d'offres. « Et si c'est un FFM déguisé qui nous apparaissait, nous en prendrions bonne note », a-t-il dit à propos des projets de festival, sans plus de détail.

Jean-Guy Chaput, de la SODEC, a précisé que si certaines personnes voulaient s'associer au FFM pour déposer un projet, libres à elles. « Bonne chance », a-t-il laissé tomber. Il a toutefois été rassurant en disant que d'autres festivals québécois, de différentes tailles, continueraient d'être soutenus par les deux organismes publics. Il n'est pas question de couper les vivres à tout le monde mais, pour Montréal, les deux organismes veulent miser sur un seul « grand » événement cinématographique. Et les présidents ont bon espoir de désigner un gagnant, un seul, au mois de décembre.

« C'est une saga qui n'en finira jamais », a dit une journaliste avant la conférence de presse téléphonique. Chose certaine, Serge Losique n'a pas dit son dernier mot dans toute cette histoire.

Guerre de chiffres entre la Ville de Montréal et les cols bleus

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal et l'administration municipale se livrent une véritable guerre de chiffres à propos des conséquences de la nouvelle convention collective pour les employés municipaux. Le syndicat avance que les cols bleus perdront entre 15 et 20 millions de dollars en revenus d'ici 2007 alors que la Ville jure que la masse salariale augmentera plutôt de 7,5 %.

Le Syndicat des cols bleus regroupés a présenté hier une étude réalisée par la firme d'actuaires SAI qui conclut que les cols bleus recevront des hausses de salaire de 2,6 % d'ici la fin 2006, alors que les autres employés municipaux ont obtenu 11,7 %. Cette étude calcule également que les cols bleus perdront en moyenne 14 500 $ en revenus d'ici la fin de la convention collective.

La sentence arbitrale modifie, entre autres choses, les heures travaillées, les échelles salariales et les fonctions d'emploi, ce qui modifie les salaires. Cette décision harmonise les 29 conventions collectives en vigueur au moment des fusions municipales. D'après le président du syndicat, Michel Parent, environ la moitié des cols bleus n'auront pas rattrapé leur salaire de 2001 à la fin de la convention collective.

Le syndicat reproche à l'arbitre Gilles Lavoie d'avoir accepté en bloc la proposition de la Ville de Montréal, qui les pénaliserait par rapport aux autres groupes d'employés. « Pendant que les autres groupes s'enrichissent, on perd 88 millions », peste Michel Fontaine, conseiller syndical des cols bleus. Selon le syndicat, cette somme représente les économies faites par la Ville par rapport aux ententes conclues avec les autres syndicats.

« Pendant que les autres groupes s'enrichissent, on perd 88 millions », peste Michel Fontaine, conseiller syndical des cols bleus.

De son côté, la Ville de Montréal estime que les cols bleus font fausse route dans leur interprétation de la sentence arbitrale. L'administration municipale a d'ailleurs produit un document expliquant en détail aux employés les impacts de la convention collective.

Le directeur principal du Service de la gestion stratégique et du capital humain de la Ville de Montréal, Christian Tremblay, se dit « étonné » par les calculs des cols bleus. « Où est la perte de 14 500 $ multipliée par 6000 employés, je n'en ai aucune idée », dit-il. La Ville estime plutôt que la masse salariale actuelle de 350 millions augmentera de 7,5 % d'ici 2007.

Bref, chaque partie tente de convaincre les employés municipaux du bien-fondé de son interprétation, mais sur le terrain le mécontentement se fait sentir. Le syndicat allègue que plusieurs gestionnaires refusent d'appliquer la convention collective et qu'il faut multiplier les appels au calme à l'endroit des syndiqués. La Ville dément tout problème avec ses cadres.

Tout indique que le syndicat et la Ville n'entameront pas de discussions sur les 17 points à négocier par arrondissement et par service. À défaut d'une entente, un arbitrage est prévu pour fixer les nouveaux horaires de travail le 5 novembre prochain. Tous les cols bleus travailleront 36 heures par semaine réparties sur un nombre de jours qui reste à déterminer.

De leur côté, les cols bleus poursuivent leurs démarches juridiques pour barrer la route à l'application de cette nouvelle convention collective. Une requête pour surseoir à la convention collective sera aussi entendue mardi prochain en Cour supérieure.

Les immeubles modernes protégés

SÉBASTIEN RODRIGUE

L'arrondissement de Ville-Marie compte adopter un nouveau règlement d'urbanisme visant la sauvegarde du patrimoine moderne afin d'éviter d'autres gâchis comme la démolition, cet automne, du studio de Radio-Canada sur le site d'Expo 67.

Le projet de règlement sera déposé à la séance du conseil d'arrondissement de mardi prochain. Les bâtiments visés par le règlement sont pour l'instant la Place Ville-Marie, la Place des Arts, la Place Bonaventure, l'hôtel Château Champlain, le silo à grain nº 5, Hydro-Québec, la Banque Canadienne Impériale, la Tour de la Bourse, le Royal Trust et la Maison de Radio-Canada.

Cette liste provient de l'organisme international DOCOMONO, qui a désigné les bâtiments représentatifs de l'après-guerre construits entre 1945 et 1975. Le conseiller municipal de Saint-Jacques, Robert Laramée, demande maintenant aux Montréalais de lui faire des suggestions de lieux à protéger.

VINCENT MARISSAL

Un pas en avant, deux pas en arrière

Tard mardi soir, au sortir d'une longue et frustrante journée de pourparlers sur la péréquation avec Ottawa et les autres provinces, Jean Charest s'est fait demander par des collègues journalistes si le refus de Paul Martin remettait en cause le fédéralisme même.

Cette interprétation est quelque peu, disons, extrême. Après tout, ce n'est pas « Meech 2 » que l'on a vu cette semaine à Ottawa, mais plutôt l'énième épisode de l'interminable série *Ottawa a raison*, avec pour seule différence que le rôle du paternel n'est plus tenu par Jean Chrétien, mais par Paul Martin.

Un peu de perspective : les 14 premiers ministres enfermés dans une salle de réunion de l'édifice Lester B. Pearson n'étaient pas en train de discuter du rapatriement de la Constitution ou d'un nouvel accord de Charlottetown ; ils débattaient de montants et de statistiques de péréquation, un programme dont la seule évocation suffit à faire baisser les cotes d'écoute des bulletins de nouvelles.

La péréquation est à la fédération canadienne ce que le partage du patrimoine familial est dans les plus sordides histoires de divorce : la quintessence de la querelle dans le partage de la richesse. Avec les longues heures de négociation que cela implique, avec des tiraillements sans fin et, aussi, parfois avec un peu de mauvaise foi.

Mais s'il fallait que le Québec et les autres provinces renient définitivement le régime fédéral chaque fois qu'ils se heurtent à un refus du gouvernement central, il y a longtemps que l'ONU aurait accueilli 10 nouveaux États indépendants autour de la grande table des nations.

Le résultat de cette rencontre est douloureux pour Jean Charest, mais il était prévisible. Douloureux parce que les provinces riches ont largué le Québec. Depuis la rencontre des premiers ministres provinciaux de l'été dernier, à Niagara-on-the-Lake, M. Charest tient le front commun à bout de bras, notamment sur le front du déséquilibre fiscal. Comme l'entourage de Jean Charest le craignait depuis un bon moment déjà, c'est l'Ontarien Dalton McGuinty qui a le premier laissé tomber son allié du Québec. Or, sans l'Ontario, il ne saurait y avoir de vrai rapport de forces contre Ottawa. Paul Martin le sait trop bien. Sa réaction était donc prévisible.

Après avoir mis Paul Martin à genoux le mois dernier lors des négociations sur le financement de la santé, Jean Charest savait que son homologue l'attendrait cette fois de pied ferme. Comme on dit à Ottawa : « Y*ou win some, you lose some.* » De toute façon, pour le moment, le prix politique est plus élevé pour Paul Martin qu'il ne l'est pour Jean Charest. On ne peut pas décemment reprocher à Jean Charest d'avoir essayé. On peut, par contre, dénoncer la pingrerie de M. Martin. Si des élections fédérales devaient être déclenchées tôt en 2005, on se souviendra au Québec de cette image du gouvernement fédéral vautré sur des surplus budgétaires quatre fois plus élevés que prévu mais qui refuse de donner un petit coussin supplémentaire aux provinces pauvres.

C'est d'autant plus frustrant pour Jean Charest qu'il a vraiment tenté de convaincre Paul Martin de l'urgence de hausser substantiellement les transferts au Québec. M. Charest est arrivé à Ottawa samedi et il a demandé sans succès une rencontre privée avec son homologue fédéral. C'est ironique quand on pense que les deux hommes ont passé toute la soirée de samedi assis à moins de deux mètres l'un de l'autre au dîner annuel de la tribune parlementaire d'Ottawa.

Au-delà de cet échec momentané du Québec à la grande table canadienne, il y a toutefois quelque chose de plus inquiétant, quelque chose que l'on sent à Ottawa depuis quelques semaines et que l'on pourrait qualifier de retour du balancier de l'asymétrie. En un mot, ce que l'on appelle parfois le « reste du Canada » n'aime pas du tout le fédéralisme asymétrique, une idée synonyme de « Québec-enfant-gâté-qui-gagne-tout-le-temps » et d'effritement du pouvoir du gouvernement central.

Le « reste du Canada» n'aime pas du tout le fédéralisme asymétrique, une idée synonyme de « Québec-enfant-gâté-qui-gagne-tout-le-temps».

À commencer par le caucus ontarien de Paul Martin, qui fait des boutons en pensant à l'entente en santé survenue en septembre et, surtout, à la « clause Québec », qui permet à la province de prendre le fric et de le gérer comme elle l'entend. La clause en question, on oublie de le dire, est pourtant offerte aux autres provinces, mais il n'y a que Jean Charest qui en a fait une condition préalable à l'entente. Aux Communes, le Bloc québécois a applaudi, ce qui est nécessairement mauvais signe pour les adeptes de la centralisation du caucus libéral. Pendant les jours qui ont suivi la conclusion de l'entente en santé, la rumeur courait sur la colline parlementaire que Jean Charest complotait en secret avec Gilles Duceppe contre Ottawa. Aussi absurde que cela puisse paraître, les conseillers de Jean Charest ont dû démentir ces informations en rappelant que le premier ministre du Québec est toujours fédéraliste.

Chez les libéraux fédéraux, les opposants au fédéralisme asymétrique ont eu tôt fait de récupérer les déclarations de Lisa Frulla sur la place du Québec aux tables internationales de la culture pour affirmer sans détour que Paul Martin était en train de vendre le Canada à rabais aux souverainistes.

Il n'y a pas que le « reste du Canada » qui s'inquiète, d'ailleurs, du « glissement » du chef libéral. Un des derniers gardiens de l'ère Trudeau à Ottawa, le sénateur Serge Joyal, a publié une longue lettre dans nos pages pour dénoncer l'asymétrie. Une lettre qui a fait grand bruit à Ottawa et à Québec et qui démontre clairement que Paul Martin, même s'il croit au fédéralisme asymétrique, n'a pas les coudées franches dans son propre parti.

Pas étonnant qu'il ait tenu la ligne dure cette semaine : il l'a fait autant, sinon plus, pour maintenir la paix dans son caucus que pour préserver ses juteux surplus.

De là à remettre carrément en question le régime fédéral, c'est un peu mince. Mais, chose certaine, on a assisté cette semaine à l'enterrement de première classe de la « nouvelle ère de collaboration fédérale-provinciale » promise par Paul Martin depuis deux ans.

COURRIEL
Pour joindre Vincent Marissal
vincent.marissal@lapresse.ca

FABRICVILLE
LUNDI et MARDI
1 et 2 novembre SEULEMENT
SOLDE MYSTÈRE D'AVANT-PREMIÈRE
MEMBRES club elite SEULEMENT
2 JOURS
ESCOMPTES club elite et des RABAIS ADDITIONNELS
3266804A

3268179
La tradition adaptée à notre vie moderne
La galerie ART SÉLECT
Importateur exclusif de France
100, Laurier Ouest, Montréal
(514) 273-7088
www.artselect.ca
Fermé les dimanches et lundis

OFFRE PROMOTIONNELLE POUR TOUT NOVEMBRE

179,99 $
Rég : 279,99 $

Manteau Frimas La Cordée
Nylon avec enduit imper-respirant.
Isolé de Thermolite Plus.
Capuchon ajustable et détachable.
Rouge, marine, beige et bleu.
Hommes et femmes.
IL FAUDRAIT ÊTRE GIVRÉ POUR NE PAS AIMER LE FRIMAS.
LA CORDÉE www.lacordee.com
2159, rue Ste-Catherine E.
2777, boul. St-Martin O.
514.524.1106
GÉNÉREUX DE NATURE
Promotion en vigueur jusqu'au 7 novembre ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Le produit peut différer du modèle illustré.
3256856A

ACTUALITÉS

LE BOOM DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Au cours des quatre dernières années, les écoles secondaires privées du Québec ont vu leur clientèle grimper de 12 %, selon le ministère de l'Éducation (MEQ). Pendant ce temps, les écoles publiques n'ont connu qu'un maigre gain de 0,65 %... La demande pour le privé est si forte que des milliers d'enfants doivent consacrer leurs beaux samedis d'automne aux examens d'admission, dans l'espoir de décrocher l'une des rares places disponibles.

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE ©

Il faut se lever tôt pour espérer avoir une place au collège Saint-Louis, à Lachine. L'an dernier, dès 7h30, des centaines de parents et d'enfants faisaient la queue devant cette école publique d'éducation internationale, le jour des examens d'admission.

La banlieue sous le charme du privé

MARIE ALLARD

En 2003-2004, 81 310 jeunes Québécois fréquentaient une école secondaire privée, soit 4,4 % de plus que l'année précédente. Ce penchant pour les collèges ne se voit pas qu'à Montréal ; on l'observe aussi... dans les banlieues.

Les écoles privées de la Montérégie ont connu une hausse de 769 élèves (ou 4,9 %) en un an, selon la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP), ce qui bat la métropole (hausse de 4,6 %).

Brigitte Robert, mère de Saint-Bruno, ne s'en cache pas : elle a inscrit son fils aux examens d'admission de trois écoles privées différentes, cet automne. « Nous tenons à ce que notre garçon fasse son secondaire dans un collège, pour qu'il ait un bon encadrement et que son école soit plus petite qu'une polyvalente », explique-t-elle.

« Je veux aller au privé, confirme son fils, Frédéric Lemelin, 11 ans. Surtout si je peux faire du badminton, ce serait le *fun* ! »

Le seul regret des deux : ne pas avoir commencé à visiter les collèges dès l'an dernier, alors que Frédéric était... en cinquième année du primaire. « Ça aurait été moins de stress en même temps », indique Mme Robert.

« Les parents de la banlieue sont poussés vers le privé pour les mêmes motifs que ceux de Montréal, observe Jean-Marc St-Jacques, président de la FEEP et directeur général du collège Bourget. Ils cherchent un milieu qui offre une certaine tradition, un bon encadrement et un grand suivi des élèves. Ce qui joue aussi beaucoup, c'est que chez nous les journées ne finissent pas à 15h. Les élèves font de l'étude, du rattrapage ou du sport jusqu'à 17h30, ce qui convient bien aux parents d'aujourd'hui. »

M. St-Jacques sait de quoi il parle. Avec ses 1281 élèves, le collège Bourget, de Rigaud, est désormais plein à craquer, après quelques années creuses. Cet automne, de 350 à 400 enfants espèrent être admis en première secondaire, où il n'y a que 200 places. « Comme nous n'avons jamais eu de longue liste d'attente auparavant, nous ne savons pas quoi faire, dit le directeur. Devons-nous prendre les meilleurs ou suivre notre tradition de clientèle variée ? Nous en débattons depuis trois semaines. »

Trois fois plus de demandes que de places

Au collège Laval, la question est tranchée : mis à part les frères et soeurs d'élèves, seuls les plus forts sont acceptés. Et la compétition est rude, puisque 1268 élèves ont fait une demande d'admission pour l'une des 360 places en première secondaire. « Le dernier élève admis cet automne a eu 78 % à notre examen, indique Michel Baillargeon, directeur par intérim des services pédagogiques du collège Laval. Nous faisons plus de déçus que d'heureux. »

Le collège Jean-de-la-Mennais, de La Prairie, a quant à lui choisi de procéder par tirage au sort. « Même si nous recevons beaucoup de demandes (environ 600 pour 300 places en première secondaire), nous ne sommes pas élitistes », souligne Serge Courtemanche, directeur général de l'institution.

Le processus n'est cependant pas de tout repos. Pour espérer participer au tirage, il faut que l'enfant soit inscrit très précisément entre le 15 et le 30 septembre, deux ans (!) avant de commencer le secondaire. Puis, il doit obtenir au moins 65 % à l'examen du collège. « Les nouvelles constructions résidentielles sur la Rive-Sud font qu'il y a une grande pression à l'entrée, dit M. Courtemanche. Nous ne pouvons que conseiller aux parents de ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier. »

« Les faire réussir »

Anne-Marie Tellier et sa fille, Annabelle Williams, 11 ans, ont compris le message. « Nous avons visité cinq écoles, puis ma fille a choisi celles où elle se sent à l'aise », dit Mme Tellier, de Boucherville. Annabelle, l'air sage avec ses lunettes et ses longs cheveux frisés, a notamment jeté son dévolu sur le collège Charles-Lemoyne. « Il y a une concentration en arts, que j'aimerais beaucoup faire », dit-elle.

Ses chances sont excellentes puisque le collège Charles-Lemoyne, dont les campus sont situés à Longueuil et à Sainte-Catherine, accepte 90 % des candidats. « Nous admettons tous les élèves capables de réussir le secondaire », dit Réjean Palardy, directeur général de l'établissement de 2381 élèves. Fait rare, deux classes de première et deuxième secondaire sont même réservées à des élèves faibles, à qui l'on offre de l'aide.

Lors de l'examen d'admission, M. Palardy ne s'est pas empêché de décocher une flèche vers ses concurrents. « C'est facile de faire réussir des élèves qui ont 90 %, a-t-il dit aux parents présents. Ce serait plutôt épouvantable de ne pas les faire réussir... À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. »

COURRIEL
Pour joindre Marie Allard
marie.allard@lapresse.ca

450 ou 514, c'est le même prix

MARIE ALLARD

Fréquenter un collège privé subventionné coûte aussi cher en banlieue qu'à Montréal, soit environ 3500 $ par an, par enfant. Sans compter le prix de l'uniforme, des sorties ou des dîners à la cafétéria...

Le collège Charles-Lemoyne, de Longueuil, exige par exemple 2120 $ en droits de scolarité, plus 600 $ de frais de garde (déductibles d'impôt), 275 $ en frais d'inscription, 250 $ pour le transport et 160 $ de droits afférents (photocopies, agenda, carte étudiante). À cela s'ajoutent les droits pour les programmes particuliers (50 $ pour l'option musique, 150 $ pour l'option arts, etc.). Le total est de 3405 $ à 3755 $ par an.

« Comme c'est une bonne école, ça vaut la peine de payer cher », dit Mathieu Dupuis, 11 ans, de Saint-Hubert, rencontré par *La Presse* lors de l'examen d'admission. Sa mère, Johanne Gendron, a elle-même fait son secondaire à Charles-Lemoyne. « En tant qu'ancienne élève, je sais qu'ici on est toujours un nom, pas un numéro, souligne-t-elle. J'aimerais à mon tour offrir ça à mon fils. »

ÉCOLES SECONDAIRES PRIVÉES MEMBRES DE LA FEEP*

	Nombre d'élèves en 2003-2004	Différence par rapport à 2002-2003
Ensemble du Québec	73 901	+ 4,6%
Montréal	22 464	+ 4,6%
Montérégie	16 364	+ 4,9%
Laval-Laurentides-Lanaudière-Outaouais	12 230	+ 5%
Estrie	4370	+ 4,6%
Mauricie-Centre-du-Québec	5019	+0,6%
Reste du Québec	13 454	+5,2%

* Note : La Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP) rassemble 167 écoles privées, surtout francophones. Une minorité d'écoles privées n'en font pas partie.

ÉCOLES SECONDAIRES PUBLIQUES, SECTEUR DES JEUNES

	Nombre d'élèves en 2003-2004	Différence par rapport à l'année précédente
Ensemble du Québec	385 139	+ 2,3%

Source : ministère de l'Éducation (MEQ)

La riposte du public

MARIE ALLARD

Il y a quatre ans, la Commission scolaire des Patriotes (CSDP), en banlieue sud de Montréal, s'est rendu compte qu'elle perdait 30 % de ses élèves après le primaire. Loin de se volatiliser dans la nature, ces adolescents s'inscrivaient au privé. « Et ils étaient de plus en plus nombreux à le faire », dit Pierre Laverdure, agent de communication à la commission scolaire.

Un comité de promotion et de développement de l'école secondaire publique a aussitôt été mis sur pied. « Nous avons découvert que des membres du personnel envoyaient leurs enfants au privé et que des enseignants de sixième année conseillaient aux parents d'y inscrire les bons élèves, se souvient M. Laverdure. Il y avait du travail à faire pour améliorer le sentiment d'appartenance au réseau public. »

Pierrette Tranquille, coauteure de *Réussir l'examen d'entrée au secondaire*, paru aux éditions Didier, constate elle aussi que la polyvalente a un problème d'image : « L'école publique manque de marketing. On ne connaît que les problèmes du public et les bons coups du privé ! Quand je visite une école publique, je vois pourtant de très belles installations, des piscines, des harmonies, des équipes de sport... Il faut dire aux parents qu'il existe de très bonnes écoles publiques et que ce n'est pas un drame si leur enfant ne va pas au privé. »

Aux prises avec une baisse de la clientèle qui la force à fermer des écoles, la Commission scolaire de Laval (CSDL) a décidé de réagir. Un dépliant au titre prometteur, *Rêver son école secondaire*, est remis aux 3570 élèves de sixième année pour leur faire part des caractéristiques des 16 écoles du territoire.

« Nous faisons valoir le fait que nos écoles publiques gratuites donnent accès à la musique ou à l'enseignement international, peu importe si l'élève a de l'argent ou non, dit Yann Bernard, secrétaire général de la CSDL. La compétition du privé est saine puisqu'elle nous force à faire mieux ! »

Un Salon de l'école publique

La Commission scolaire des Patriotes a elle aussi retroussé ses manches en multipliant les programmes particuliers (éducation internationale, concentration en anglais, sports-études) et les journées portes ouvertes. Telle une cerise sur le gâteau, un Salon de l'école publique est aussi organisé, depuis trois ans, aux très fréquentées Promenades Saint-Bruno.

Pendant tout un week-end, les badauds peuvent y voir des stands sur les écoles, la réforme, l'encadrement, en plus d'une exposition de projets d'élèves. « Les gens sont impressionnés, dit M. Laverdure. Ils nous demandent souvent de quelle école privée il s'agit ! »

Ces efforts portent fruit puisqu'il y a eu 4 % moins d'élèves qui ont quitté le public après le primaire, l'an dernier. « Nous ne travaillons pas à armes égales avec le privé puisque nous n'avons pas de budget de publicité, souligne l'agent de communication. Malgré tout, à force de nous creuser les méninges, nous avons réussi à renverser la tendance. »

LE BOOM DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Qu'est-ce qui se cache derrière les examens d'admission?

MARIE ALLARD

La compétition est si forte pour décrocher une place dans un collège privé que bien des parents inscrivent leurs enfants aux tests de deux, trois ou quatre écoles différentes, sans garantie d'être admis. Flairant ce marché en expansion, les éditions Didier ont fait paraître cet automne le guide *Réussir l'examen d'entrée au secondaire*, qui promet de préparer adéquatement les élèves en trois semaines.

Le succès a été immédiat : les 4000 exemplaires du premier tirage se sont envolés, et une deuxième impression a dû être commandée. C'est d'ailleurs à force de recevoir des appels à l'aide de parents anxieux que Pierrette Tranquille, enseignante à la retraite, a accepté de coécrire ce livre.

« Il y a un besoin d'information sur les examens d'admission, qui posent problème parce qu'ils sont à choix de réponses multiples, un type de test que les élèves n'ont plus l'habitude de passer au primaire », dit Mme Tranquille, qui dirige le Centre d'aide à l'apprentissage.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Claude Bréard et sa fille, Lixi Lanoix, se sont présentées à l'examen d'admission du collège Charles-Lemoyne, samedi dernier. Comme des centaines de préadolescents, Lixi espère aller au secondaire dans un établissement privé.

Atmosphère...

À 8h30, samedi dernier, la cafétéria du collège Charles-Lemoyne, de Longueuil, était pleine d'enfants venus tenter leur chance à l'examen d'admission. « Je veux tout de suite vous dire de ne pas stresser, a indiqué Réjean Palardy, directeur général de l'école privée. La fin du monde n'est pas arrivée ! Faites simplement de votre mieux. »

« Je ne suis pas très nerveuse, a assuré Annabelle Williams, 11 ans. J'ai déjà fait celui du séminaire de la Très-Sainte-Trinité, à Saint-Bruno, la semaine passée, alors je sais à quoi m'attendre. »

Examen de français, de mathématiques, de culture générale, de logique, composition française, l'épreuve dure jusqu'à trois heures dans les collèges les plus exigeants. À Charles-Lemoyne, seul un test de 45 minutes est au programme.

Officiellement, les écoles ne font que vérifier si les enfants maîtrisent les notions de base du primaire. « En réalité, elles cherchent souvent un peu plus, dit Mme Tranquille. Les programmes d'éducation internationale, par exemple, sélectionnent des élèves qui ont des capacités d'analyse et de synthèse. »

Tous ne sont pas égaux devant l'épreuve. Les nerveux perdent leurs moyens, tandis que les immigrants peuvent être défavorisés par des questions portant sur la comtesse de Ségur ou Jean de La Fontaine. Quant aux plus agités, ils perdent carrément leur temps. « Les écoles privées n'en parlent pas trop fort, mais aucune d'entre elles ne prendra un élève si son bulletin mentionne un problème de comportement », souligne Mme Tranquille.

Le test Otis-Lennon est le plus populaire

L'une des épreuves les plus populaires — celle que fait passer le collège Charles-Lemoyne — est le test Otis-Lennon, qui mesure non pas l'intelligence mais les habiletés scolaires. Des exemples de question : qui est le frère du fils du frère de mon père ? Et quel chiffre complète la suite 6, 12, 17, 21, 24 ? Ne cherchez plus, il s'agit de mon cousin et de 26, puisque la règle consiste à ajouter 6, puis 5, 4, 3 et 2. « C'était difficile, j'ai à peine eu le temps de répondre à la moitié des questions », a dit Mathieu Dupuis, 11 ans, après avoir passé le test.

Complexes, les nouveaux bulletins

Si ces examens subsistent, c'est faute de mieux. « Avec la réforme, les bulletins sont si variés qu'il est impossible de s'en servir pour sélectionner les élèves, souligne Marie-Josée Legris, directrice générale d'un cabinet de consultation qui concocte les examens d'admission d'une centaine d'écoles privées et publiques. Comment voulez-vous choisir l'élève A plutôt que l'élève B si tous les deux progressent bien ? »

Quant aux élèves moins doués, qu'ils se rassurent : même le prince Harry a été recalé l'an dernier à Oxford et Cambridge. Cet automne, le fils cadet de Charles et Diana a cependant réussi les examens d'admission à l'Académie militaire royale de Sandhurst, une prestigieuse école d'officiers. Comme quoi il faut toujours garder espoir...

L'essor des écoles primaires privées

MARIE ALLARD

Jadis réservé aux adolescents fiers de porter le veston ou la jupette à carreaux, le privé accueille de plus en plus d'élèves du... primaire.

Depuis 1990, une dizaine d'écoles primaires privées ont vu le jour dans la grande région montréalaise. La demande est particulièrement forte en Montérégie, où ces établissements ont connu une hausse de 4 % de leur effectif, l'an dernier.

LES SUBVENTIONS

Subvention versée par le MEQ aux collèges privés :

Préscolaire : 3015 $ par enfant
Primaire : 2609 $ par enfant
Secondaire : 3600 $ par enfant

L'État procure aux établissements privés subventionnés environ 50 % de leurs revenus de fonctionnement.

Source : ministère de l'Éducation (MEQ), 2004

« Dès le primaire, les parents sont inquiets à l'idée que leur enfant soit victime de taxage ou de violence, constate Jean-Marc St-Jacques, président de la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP). Cela les pousse vers le privé. »

Faire apprendre l'anglais aux enfants est une autre motivation des parents. Au collège Jean-de-la-Mennais, de La Prairie, un programme bilingue est offert aux 112 élèves de cinquième et sixième année. « Les cours sont donnés en français une journée, puis en anglais le lendemain », explique Serge Courtemanche, directeur général du collège. Le coût de ce programme non subventionné ? 5210 $ par an, sans compter le transport et l'uniforme.

Fondée en 1995 à Drummondville, l'école privée Vision va encore plus loin, en promettant de rendre les enfants « fonctionnellement trilingues dans une très courte période de temps ». Dès l'âge de trois ans, les élèves de Vision apprennent le français, l'anglais et l'espagnol. Le succès est tel que des campus ont depuis été ouverts à Varennes, Québec, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Victoriaville et Warwick, même si les droits de scolarité sont de 4850 $ par an.

Les fermetures d'écoles, annoncées tant à Montréal, qu'à Laval et sur la Rive-Sud, poussent également les mécontents à quitter le public.

« Une fois qu'on aura fermé toutes les petites écoles, que nous restera-t-il à part le privé ? » demande François Vermette, parent d'un élève de l'école Sainte-Bibiane, à Montréal, qui risque la fermeture.

Pensionnaire au primaire

Reste à savoir s'il est bon d'éloigner un enfant de son voisinage.

« Au primaire, les enfants font partie de leur quartier avant d'appartenir à une école, observe Jocelyne Morin, directrice du baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire de l'UQAM. Leurs amis sont les petits voisins avec qui ils vont en classe. »

Il existe tout de même des exceptions. « Si les parents ne sont jamais là, il vaut peut-être mieux qu'un enfant aille au privé, au lieu d'être laissé seul à la maison pendant des heures interminables », reconnaît Mme Morin.

C'est l'avis d'Anne-Marie Tellier, de Boucherville, qui a inscrit ses enfants au pensionnat privé Marie-Clarac, à Saint-Donat. Mère seule devant travailler de longues heures, elle a voulu offrir un environnement stable à ses enfants, loin des gardiennes qui se succédaient chez elle.

Aujourd'hui en sixième année, sa fille Annabelle en est ravie. « J'aime être au pensionnat avec mes amis, dit-elle. On fait de l'équitation et du ski alpin, un sport que j'adore. »

NOMBRE D'ÉLÈVES AU PRIVÉ

AU QUÉBEC
5 % des élèves du primaire
17 % des élèves du secteur des jeunes du secondaire

DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL
14 % des élèves du primaire
29 % des élèves du secteur des jeunes du secondaire

À LAVAL
4,6 % des élèves du primaire
13,4 % des élèves du secteur des jeunes du secondaire

EN MONTÉRÉGIE
2,6 % des élèves du primaire
18,2 % des élèves du secteur des jeunes du secondaire

Source : Ministère de l'Éducation, 2004

QUE PENSENT LES AMÉRICAINS ?

LE VERDICT
UN GRAND DOSSIER
MERCREDI DANS
LA PRESSE

3268274A

Longue vie aux feuilles mortes!

Il tombe sur Montréal plus de 50 000 tonnes de feuilles chaque automne.

Les récupérer pour les transformer en compost les détourne de l'enfouissement. Le résultat : un riche amendement pour les sols de jardinage.

Faites le choix du développement durable. Informez-vous des modalités de collecte dans votre arrondissement ou consultez le site ville.montreal.qc.ca

LES CITROUILLES DE L'HALLOWEEN
Conseils pratiques pour leur éviter le dépotoir

- **Pépins :** les grillller au four et les déguster en apéro
- **Pulpe :** en faire des tartes et des potages
- **Écorce :** la découper en petits morceaux et les incorporer aux feuilles en vue de leur récupération

Montréal

Design graphique : Moyens de communication, **Ville de Montréal** 07.65.033-0 (10-2004)

3267357A

ACTUALITÉS

Statue de Champlain inaugurée à Paris

PHOTO JEAN AYISSI, AGENCE FRANCE-PRESSE

Claudette Bradshaw, ministre d'État au Développement des ressources humaines, Bernard Lord, premier ministre du Nouveau-Brunswick, et le sénateur Serge Joyal ont assisté hier à Paris au dévoilement d'une statue représentant Samuel de Champlain (1567-1635). Le monument au fondateur de la ville de Québec a été érigé à la place du Canada.

IN STYLE LIVING
M·E·U·B·L·E·S

Enfin le luxe abordable

« Camel » Prix ouverture 198$

« Phillipa » Prix ouverture 349$

La plus grande galerie de meubles Natuzzi au Québec.

NATUZZI It's how you live

2230, av. Pierre-Peladeau, Laval
Centropolis
aut. 15, sortie St-Martin O. 1re rue à droite
(450) 682-4458

3268260

Les écoles secondaires de la Commission scolaire de Montréal

L'école publique, une école équitable

	Téléphone	Matières enrichies	Particularités*	Nombre d'élèves (2004-2005)	Portes ouvertes
Académie de Roberval	596-5523	√	Programme enrichi (1re - 5e sec.)	576	
Académie Dunton	596-2028	√	Multimédias — Anglais	724	7 novembre
Chomedey-De Maisonneuve	596-4844	√	Option en arts visuels	702	3 décembre
École internationale	596-7240	√	Éducation internationale	633	
Édouard-Montpetit	596-4140	√	Sports — Arts — Danse — Études	1473	
Eulalie-Durocher	596-4949	√	16-22 ans (4e-5e sec.) - Trimestres	865	
Évangéline	596-5280	√	Volet international (1re-3e sec.)	786	
FACE	350-8899	√	Musique — Chant — Théâtre / Primaire — Secondaire	444	8 novembre
Georges-Vanier	596-4160	√	Programme IMPACT	1289	9 novembre
Honoré-Mercier	732-1400	√	Sports — Arts — Espagnol	994	15 novembre
Jeanne-Mance	596-5815	√	Groupes performants — Options en arts	873	
Joseph-François-Perrault	596-4620	√	Éducation internationale — Musique	1616	
La Dauversière	596-5285	√	Pédagogie adaptée au succès — Volet des sciences	474	
La Voie	736-3500	√	Théâtre — Arts — Anglais — Sciences	870	
Le Tremplin (Édouard-Montpetit)	596-4140		Volet orientant — Tutorat	44	
Le Vitrail	596-4650	√	École alternative	132	8 novembre
Louis-Joseph-Papineau	596-5353		Groupes fixes (1re-2e sec.)	1126	
Louis-Riel	596-4134	√	Maths — Sciences — Musique — Théâtre — Arts	1609	
Louise-Trichet	596-5035	√	Français, maths et anglais enrichis	627	
Lucien-Pagé	596-5400	√	Options variées en arts — Sports — Espagnol	1592	24 novembre
Marguerite-De Lajemmerais	596-5100	√	Guitare classique — Arts	1265	
Marie-Anne	596-5460	√	16-21 ans — Jour et soir	811	
Père-Marquette	596-4128	√	Arts médiatiques — Groupes enrichis	1168	
Pierre-Dupuy	596-5711	√	Sciences — Arts de la scène	521	2 au 5 novembre
Saint-Henri	596-5970	√	Secteur alternatif — Rendement fort	1103	13 novembre
Saint-Louis	596-5795	√	Art dramatique (1re-5e)	227	
Saint-Luc	596-5920	√	Concentration en musique	1596	
Sophie-Barat	596-5535	√	Enrichissement en sciences	1613	

*Toutes nos écoles offrent le programme régulier. Le mot « **particularités** » présente en plus quelques attraits de chacune d'elles. Pour en savoir davantage, consultez la **fiche descriptive** de chaque école dans notre site Internet : **www.csdm.qc.ca** (Cliquez sur *Établissements scolaires,* puis sur *Secondaire (A-Z)* et sur *Fiche,* ou n'hésitez pas à communiquer avec nos écoles.)

Commission scolaire de Montréal

3267142A

040193

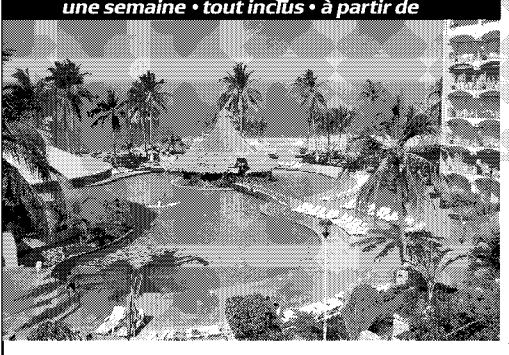
club voyages MC

Programme de financement
Réservez maintenant et payez en **6** versements égaux**

Partez au soleil à partir de 74,50$* /mois

Réservez AVANT le 1er novembre et évitez la surcharge de carburant !

MEXIQUE
une semaine • tout inclus • à partir de



PUERTO VALLARTA
1549$ ou 214,50$*/mois
Holiday Inn Puerto Vallarta 4 1/2☆
6 et 13 janvier
52 milles de récompense AIR MILES^MD

PUERTO VALLARTA
1137$ ou 147,84$*/mois
Royal Decameron Complex 4☆
11 novembre
36 milles de récompense AIR MILES^MD

CANCUN
1438$ ou 198$*/mois
Gran Costa Real Resort & Spa 4 1/2☆
17 décembre (6 nuits)
48 milles de récompense AIR MILES^MD

MANZANILLO
1789$ ou 256,50$*/mois
Karmina Palace 4 1/2☆
7 janvier, suite junior
62 milles de récompense AIR MILES^MD

RIVIERA MAYA
1097$ ou 141,17$*/mois
Catalonia Yucatan 4 1/2☆
6 novembre
34 milles de récompense AIR MILES^MD

RIVIERA MAYA
1067$ ou 136,17$*/mois
Catalonia Yucatan 4 1/2☆
12 novembre
33 milles de récompense AIR MILES^MD

CANCUN
1068$ ou 136,34$*/mois
Gran Caribe Real 4 1/2☆
12 novembre, suite junior
33 milles de récompense AIR MILES^MD

CANCUN
1198$ ou 158$*/mois
Melia Turquesa 4 1/2☆
5 et 6 novembre
38 milles de récompense AIR MILES^MD

IXTAPA
1869$ ou 269,84$*/mois
Melia Azul 5☆
20 et 27 janvier
65 milles de récompense AIR MILES^MD

ACAPULCO
1988$ ou 289,67$*/mois
El Cano 4☆
20 décembre
70 milles de récompense AIR MILES^MD

ACAPULCO
2099$ ou 308,17$*/mois
Qualton Club Acapulco 3 1/2☆
22 décembre, chambre vue sur mer
74 milles de récompense AIR MILES^MD

CUBA
une semaine • tout inclus • à partir de

VARADERO
1249$ ou 161,50$*/mois
Tryp Peninsula 4 1/2☆
3 et 10 décembre, suite junior
43 milles de récompense AIR MILES^MD

CAYO COCO
988$ ou 123$*/mois
Melia Cayo Guillermo 4 1/2☆
12 novembre
33 milles de récompense AIR MILES^MD

HOLGUIN
1189$ ou 156,50$*/mois
Club Amigo Atlantico 3☆
17 décembre, bungalow
41 milles de récompense AIR MILES^MD

CAYO COCO
1499$ ou 208,17$*/mois
Melia Cayo Guillermo 4 1/2☆
17 décembre
53 milles de récompense AIR MILES^MD

HOLGUIN
967$ ou 119,17$*/mois
Sol Rio de Luna Y Mares Resort 4☆
7 novembre
32 milles de récompense AIR MILES^MD

HOLGUIN
1018$ ou 129$*/mois
Sol Rio de Luna Y Mares Resort 4☆
14 novembre
34 milles de récompense AIR MILES^MD

VARADERO
897$ ou 107,84$*/mois
Club Amigo Varadero 3 1/2☆
7 novembre
29 milles de récompense AIR MILES^MD

VARADERO
999$ ou 124,84$*/mois
Hotel Palma Real 4☆
21 novembre
33 milles de récompense AIR MILES^MD

CAYO LARGO
1578$ ou 221,34$*/mois
Barcelo Cayo Largo Beach Resort 3 1/2☆
22 décembre
56 milles de récompense AIR MILES^MD

CIENFUEGOS
1738$ ou 248$*/mois
Brisas Trinidad del Mar 4☆
24 décembre
62 milles de récompense AIR MILES^MD

CAYO COCO
1838$ ou 264,67$*/mois
El Senador 4 1/2☆
23 décembre
66 milles de récompense AIR MILES^MD

REP. DOMINICAINE
une semaine • tout inclus • à partir de

PUERTO PLATA
898$ ou 107,84$*/mois
Allegro Playa Dorada 4☆
6 novembre
26 milles de récompense AIR MILES^MD

PUERTO PLATA
998$ ou 124,67$*/mois
Bahia Principe San Juan 4 1/2☆
15 novembre
30 milles de récompense AIR MILES^MD

PUNTA CANA
1077$ ou 137,84$*/mois
Grand Paradise Baravo 4☆
7 novembre
33 milles de récompense AIR MILES^MD

PUERTO PLATA
1449$ ou 199,84$*/mois
Marien Coral by Hilton 4 1/2☆
18 décembre, chambre sup. vue sur mer
48 milles de récompense AIR MILES^MD

PUNTA CANA
937$ ou 114,17$*/mois
Barcelo Villas Bavaro Resort 3 1/2☆
13 novembre, ch. au choix de l'hôtellier
28 milles de récompense AIR MILES^MD

PUNTA CANA
1699$ ou 241,50$*/mois
SuperClubs Breezes 4☆
19 décembre
58 milles de récompense AIR MILES^MD

LA ROMANA
948$ ou 116,34$*/mois
Canoa Coral by Hilton 4☆
5 novembre, ch. supérieure vue sur jardin
28 milles de récompense AIR MILES^MD

PUNTA CANA
1028$ ou 129,67$*/mois
LTI - Beach Resort 4☆
7 novembre
31 milles de récompense AIR MILES^MD

PUNTA CANA
1588$ ou 223$*/mois
Bahia Principe Punta Cana 4 1/2☆
18 décembre (6 nuits)
54 milles de récompense AIR MILES^MD

PUERTO PLATA
1688$ ou 239,67$*/mois
Casa Marina Beach & Reef Resort 3 1/2☆
22 décembre
58 milles de récompense AIR MILES^MD

SANTO DOMINGO
1768$ ou 253$*/mois
Barcelo Talanquera
Beach Resort 3 1/2☆
25 décembre
61 milles de récompense AIR MILES^MD

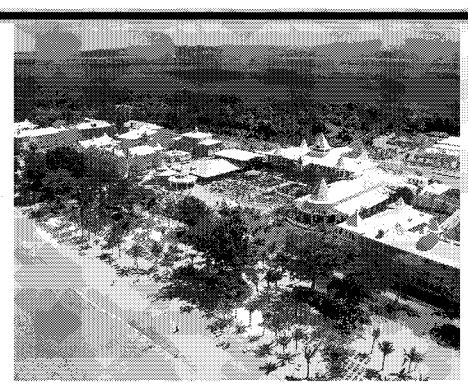
PLEIN SUD
une semaine • tout inclus • à partir de

SAN ANDRES
1498$ ou 211,34$*/mois
Decameron San Luis 3☆
19 décembre
53 milles de récompense AIR MILES^MD

PANAMA
1197$ ou 157,84$*/mois
Barcelo Playa Blanca Resort 4☆
15 novembre
41 milles de récompense AIR MILES^MD

VENEZUELA
1499$ ou 208,17$*/mois
LTI - Costa Caribe 4☆
9 janvier
54 milles de récompense AIR MILES^MD

MANAGUA
1718$ ou 244,67$*/mois
Barcelo Playa Montelimar
Resort & Casino 4☆
29 décembre (8 nuits)
62 milles de récompense AIR MILES^MD



JAMAÏQUE
1299$ ou 171,84$*/mois
Riu Tropical Bay 4 1/2☆
4 et 11 décembre, ch. vue sur jardin
43 milles de récompense AIR MILES^MD

JAMAÏQUE
1969$ ou 286,50$*/mois
Sunset Beach 4☆
15 janvier, ch. vue sur jardin/montagne
70 milles de récompense AIR MILES^MD

PANAMA
897$ ou 107,84$*/mois
Barcelo Playa Blanca Resort 4☆
8 novembre
29 milles de récompense AIR MILES^MD

ST.MAARTEN
1348$ ou 183$*/mois
Sonesta Maho Beach Resort 4 1/2☆
13 novembre
46 milles de récompense AIR MILES^MD

GUADELOUPE
1799$ ou 258,17$*/mois
Novotel Bas du Fort 3☆
11, 18 et 25 janvier, 3 repas par jour
63 milles de récompense AIR MILES^MD

COSTA RICA
2178$ ou 321,34$*/mois
Barcelo Tambor Beach 4 1/2☆
20 décembre
81 milles de récompense AIR MILES^MD

COSTA RICA
3279$ ou 504,83$*/mois
Paradisus Playa Conchal 5☆
10 et 17 janvier, suite junior, service royal
125 milles de récompense AIR MILES^MD

FLORIDE
une semaine • à partir de

FORT LAUDERDALE
799$ ou 91,50$*/mois
Ramada Inn Hollywood Beach Resort 3☆
8 novembre au 13 décembre
petit studio,petit déj. conti.pour 2 personnes
23 milles de récompense AIR MILES^MD

ORLANDO
699$ ou 74,84$*/mois
Park Inn & Suites 2 1/2☆
4 novembre au 9 décembre, p.déj.Express
19 milles de récompense AIR MILES^MD

FORT LAUDERDALE
799$ ou 91,50$*/mois
Best Western Thunderbird Beach Resort 2 1/2☆
8 novembre au 13 décembre
23 milles de récompense AIR MILES^MD

FORT LAUDERDALE
889$ ou 106,50$*/mois
Clarion Lauderdale Beach Resort 3☆
8 novembre au 13 décembre
27 milles de récompense AIR MILES^MD

ORLANDO
789$ ou 89,34$*/mois
Confort Inn Lake Buena Vista 3☆
4 novembre au 9 décembre, p.déj.conti.
22 milles de récompense AIR MILES^MD

ORLANDO
969$ ou 119,84$*/mois
Holiday Inn Sunspree 3 1/2☆
4 novembre au 9 décembre
30 milles de récompense AIR MILES^MD

Réservez maintenant et payez en 6 versements égaux, sans intérêt. Aucun intérêt ne courra durant cette période. Les versements impayés porteront toutefois intérêts au taux de la carte de crédit émise par la Banque Nationale. À titre indicatif, le taux d'intérêt de la carte MasterCard Régulière de la Banque Nationale est de 18,9% en date du 7 septembre 2004. Certaines conditions s'appliquent. Carte émise et financement octroyé sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Nationale. Profitez de cette offre avant le 31 octobre 2004 pour tous les départs entre le 1er novembre 2004 et le 30 avril 2005.

***Le dépôt de 250$ par personne, payable à la réservation, est en sus du paiement mensuel annoncé.**

Départs de Montréal, prix par personne en occupation double en chambre standard, sauf si avis contraire. Les places sont limitées. Toutes les taxes et les frais de dossiers des grossistes sont inclus. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations effectuées à partir du 30 octobre 2004. Cette offre est d'une durée limitée et peut-être retirée en tout temps sans préavis. Les rabais réservez-tôt brochures sont inclus dans les prix annoncés lorsque applicables. Seul le programme de financement s'applique et aucune autre promotion pouvant être en vigueur pour la durée de cette offre ne peut être jumelée. Les prix affichés n'incluent pas la surcharge de carburant.

Informez-vous sur notre programme d'emploi sans intérêt offert
RBC Assurances
Membre du Groupe Financier Banque Royale

MONTRÉAL ET RÉGIONS

AHUNTSIC/JEAN-TALON
6896, boul. Saint-Laurent (514) 271-3545
157, rue Jean-Talon Est (514) 270-4105 G
9257, rue Lajeunesse (514) 381-5365 G
1216, rue Fleury Est (514) 388-9241
545, boul. Crémazie Est (514) 381-7535 G
309, boul. Henri-Bourassa Est (514) 858-6465

ANJOU/MERCIER
6589, rue Beaubien Est (514) 252-7093
6774, rue Sherbrooke Est # 2 (514) 253-0123
6084, rue Sherbrooke Est (514) 253-4900*

BEAUBIEN/ROSEMONT
3425, rue Beaubien Est (514) 376-5910 G
2925, rue Rachel Est/Loblaws* (514) 526-2873 G
1887, rue Beaubien Est (514) 593-1010G

CARRÉ ST-LOUIS
3419, rue Saint-Denis (514) 288-4455

CENTRE-VILLE
920, boul. de Maisonneuve Est (514) 288-8688 G
300, Sherbrooke Ouest (514) 842-1400
1081A, rue Saint-Denis (514) 288-2322

CÔTE-DES-NEIGES
5450, Côte-des-Neiges #320 (514) 341-4420
3506, rue Lacombe (514) 342--2961

ILE DES SOEURS
40, Centre Commercial Le Village (514) 769-3838 G

LACHINE/WEST ISLAND
3380, rue Notre-Dame (514) 637-1183

LASALLE
7608, rue Centrale (514) 364-1001

OUTREMONT
1059, avenue Laurier (514) 274-4464

PLATEAU MONT-ROYAL
981, rue Duluth Est (514) 521-3320

POINTE-AUX-TREMBLES
12 935, rue Sherbrooke Est (514) 642-3440 G

SAINT-LAURENT
776, boul. Décarie (514) 747-4222 G
3300, Boul. de la Côte-Vertu (514) 593-1221

VIEUX-MONTRÉAL
360, rue Saint-Jacques #600 (514) 842-6456

BANLIEUES ET RÉGIONS

BELOEIL/SAINT-HILAIRE
Mail Montenach (450) 464-9523

BOUCHERVILLE/SAINTE-JULIE
650, boul. Fort Saint-Louis (450) 641-1657

CHAMBLY/MARIEVILLE
655, boul. Sénécal (450) 658-0654 G

CHÂTEAUGUAY
61E, rue Saint-Jean-Baptiste (450) 699-3737

GRANBY
686, rue Principale (450) 372-4444 G

JOLIETTE
37, Place Bourget Sud (450) 759-5551 G

KIRKLAND
2840, boul. St-Charles, suite 200 (514) 694-7011

LAVAL
Chomedey
495, boul. Saint-Martin Ouest #201 (450) 667-7711 G
1625 B boul. Daniel Johnson * (450) 682-5453
Pont-Viau
155-C, boul. des Laurentides (450) 662-7555 G
Sainte-Dorothée
609, rue Principale (450) 969-4422
550, Autoroute 13 / IGA* (450) 689-7117
Sainte-Rose
550, boul. Curé-Labelle #13 (450) 622-0865 G

LONGUEUIL
117, rue Saint-Charles (450) 679-3721 G

REPENTIGNY
85, boul. Brien #122 (450) 582-6065 G

ROSEMÈRE
326, chemin Grande Côte (450) 621-3817 G

SAINT-BASILE
191, boul. Wilfrid-Laurier #104A (450) 461-3960

SAINT-EUSTACHE
525, boul. Arthur-Sauvé / Loblaws* (450) 473-2426
104, rue Dubois (450) 623-1000

SAINT-HUBERT
5245, boul. Cousineau (450) 676-0258 G

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
545, boul. du Séminaire (450) 348-9291 G

SAINT-JÉRÔME
17, rue de la Gare (450) 436-3520 G

SAINT-LAMBERT/BROSSARD
1104, rue Victoria (450) 672-1272 G
2001, rue Victoria (450) 466-4777 G

SAINTE-CATHERINE
3704, route 132 (450) 632-8252

SAINTE-THÉRÈSE
265, boul. Labelle (450) 437-2324 G

SOREL
87, rue Charlotte (450) 742-0426 G

TERREBONNE
744, boul. des Seigneurs (450) 471-7000

VARENNES
10, rue Sainte-Anne (450) 652-0605 G

VALLEYFIELD
45, rue Nicholson (450) 377-2511 G

VAUDREUIL-DORION
360, Avenue Saint-Charles (450) 510-5198

* Ouvert le dimanche
G : Groupes

3269094A

VACANCES transat
NOLITOUR VACANCES

Consultez le www.clubvoyages.com

informez-vous sur nos certificats d'achats AIR MILES^MD

PATRIOT ACT

Enquêtes possibles sur des Canadiens

PRESSE CANADIENNE

VICTORIA — Le *Patriot Act* autorise des agences comme le FBI à accéder à des renseignements confidentiels sur des Canadiens si ces renseignements se retrouvent aux États-Unis ou entre les mains de sociétés américaines installées au Canada, soutient un rapport déposé hier par le commissaire à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique.

Le *Patriot Act* est cette loi américaine adoptée en réaction aux attentats du 11 septembre 2001 et qui a pour but de lutter contre le terrorisme.

« Nos recherches et notre analyse nous ont menés à la conclusion que le *Patriot Act* des États-Unis ne connaît pas de frontières », a dit le commissaire David Loukidelis. Le commissariat fédéral à la protection de la vie privée prépare une réponse au rapport de M. Loukidelis, a affirmé hier une porte-parole d'Ottawa.

Le document présenté par M. Loukidelis soutient que les cours américaines ont le pouvoir d'exiger des sociétés américaines qu'elles fournissent des renseignements détenus au Canada par des filiales « parce qu'elles ont la capacité juridiques ou pratique d'obtenir ces données ».

La section 215 du *Patriot Act* permet en effet à une cour spéciale de prononcer secrètement une ordonnance requérant « la production de toute chose tangible » au FBI. Elle donne au gouvernement américain de vastes pouvoirs lui permettant d'examiner des données d'entreprises privées ou publiques dans ses efforts pour contrer le terrorisme.

Le rapport de M. Loukidelis semble confirmer les craintes de syndicats et de groupes de défense des libertés civiles en Colombie-Britannique de voir le FBI et d'autres agences américaines mettre la main sur des renseignements confidentiels, si comme il l'envisage le gouvernement provincial cédait (en sous-traitance) à des filiales canadiennes de compagnies américaines la gestion de dossiers médicaux privés. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a adopté une loi plus tôt ce mois-ci pour empêcher les autorités américaines d'avoir accès à des renseignements privés sur des habitants de la province détenues par des sociétés américaines.

Le Canada doit doubler son taux d'immigration, estime le ministre fédéral du Travail

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le Canada pourrait devoir envisager de doubler son taux d'immigration afin de combler la demande en matière de main-d'oeuvre qualifiée, affirme le ministre fédéral du Travail, Joe Fontana. Une telle mesure pourrait même s'avérer insuffisante pour faire face à la pénurie de travailleurs qualifiés et aux problèmes de productivité, a-t-il dit hier.

Dans le cadre d'un vaste examen des questions relatives à la main-d'oeuvre, les Canadiens doivent songer à accroître radicalement le nombre des travailleurs étrangers accueillis au pays de même qu'à améliorer les compétences des employés sous-utilisés, a indiqué M. Fontana.

« Il va nous falloir attirer beaucoup plus d'immigrants, et le pays et le gouvernement savent déjà cela, a déclaré M. Fontana, ministre du Travail et du Logement. Mais même si nous faisons entrer 300 000, 400 000, 500 000 (nouvelles) personnes, cela ne suffira pas. »

Les employés déjà au travail doivent améliorer leurs compétences tandis que les employeurs doivent faire un meilleur usage de l'actuel bassin de travailleurs, parmi lesquels plusieurs sont sous-utilisés, a-t-il avancé.

« Il y a un grand nombre de personnes sous-employées et, par conséquent, nous devons faire beaucoup de formation de la main-d'oeuvre existante et nous devons nous assurer qu'ils (les travailleurs) vont être en mesure de faire le travail », a déclaré M. Fontana.

Le Canada devrait essentiellement doubler son flot d'immigration s'il voulait pouvoir atteindre la barre des 500 000 nouveaux travailleurs.

Cette année, le pays a admis tout juste au-dessus de 221 000 résidants permanents, a fait savoir la ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Judy Sgro, dans le rapport annuel qu'elle a déposé cette semaine à la Chambre des communes.

L'objectif que vise le gouvernement fédéral, l'an prochain, est de 220 000 à 245 000 nouveaux résidants permanents.

Toutefois, nombreux sont ceux parmi les nouveaux arrivants qui peineront à satisfaire aux exigences pour être admissibles dans la catégorie des travailleurs qualifiés, a fait remarquer Mme Sgro.

Toute école peut la préparer pour l'université.

Nous la préparons pour la vie.

À Villa Maria, la réussite scolaire est notre priorité. Mais nous croyons qu'il est tout aussi important de promouvoir le plein épanouissement de nos élèves en encourageant la curiosité intellectuelle, le goût des défis, l'affirmation de soi et la compassion. Afin de les préparer pour la vie.
Villa Maria. L'école de leur vie.

Secteur francophone. Examens d'admission
1re à 5e secondaire : le 6 novembre

Secteur anglophone. Examens d'admission
2e à 5e secondaire : le 28 janvier 2005

VILLA MARIA 1854-2004 COLLÈGE PRIVÉ POUR FILLES

4245, boul. Décarie
Montréal (Québec)
(514) 484-4950
www.villamaria.qc.ca

3259098A

École primaire
FERNAND-SEGUIN
Vocation scientifique pour enfants doués et talentueux

040202

VENEZ NOUS VISITER!

Portes ouvertes
3 novembre, de 9 h 30 à 11 h

Soirée d'information
3 novembre, à 19 h

Tests d'admission
(Maternelle à 6e année)
15, 22 et 29 janvier 2005
Début des inscriptions aux tests d'admission : 3 novembre 2004

10 050, avenue Durham
514.596.5200
www.csdm.qc.ca/fseguin

Commission scolaire de Montréal

3267497A

Changez quand ça change !

Optez pour l'Université Laval à Montréal

Des programmes exclusifs

Gestion et développement des organisations
Microprogramme de 2e cycle, diplôme de 2e cycle, maîtrise

Évaluation et gestion du risque psychosocial
Diplôme de 2e cycle

Organisation communautaire
Microprogramme de 2e cycle

Gestion du développement touristique
Certificat de 1er cycle

Cours offerts le jour en classe en sessions intensives
Début : hiver et printemps 2005

Pour prendre les devants !

ulaval.ca/montreal
(514) 842-5012, poste 8163
1 877 785-2825, poste 3202

UNIVERSITÉ LAVAL
Direction générale de la formation continue

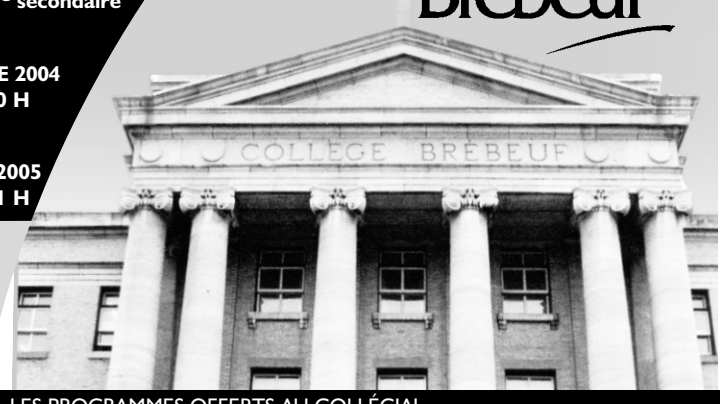
3262418A

PORTES OUVERTES
Collégial et 5e secondaire

LE JEUDI
4 NOVEMBRE 2004
DE 16 H À 20 H

ET LE JEUDI
10 FÉVRIER 2005
DE 14 H À 21 H

Brébeuf



LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL
Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collège essentiellement préuniversitaire.

Baccalauréat international

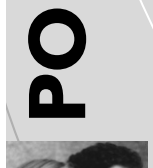
Sciences de la nature	(200.10)	Sciences de la santé Sciences pures et appliquées
Sciences humaines	(300.10)	Option Économie Option Histoire

Diplôme d'études collégiales

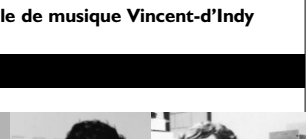
Arts et Lettres	(500.A1)	Arts visuels, Design et Communications Lettres, Théâtre et Communications Création multimédia et Communications
Sciences de la nature	(200.B0)	Sciences de la santé Sciences pures et appliquées
Sciences humaines ou de l'administration	(300.A0)	Études internationales Individu, culture et société
Sciences, Lettres et Arts	(700.A0)	Ce programme vise à fournir à l'étudiant une formation préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires.

Deux programmes en association avec l'École de musique Vincent-d'Indy

5e SECONDAIRE - Pour filles et garçons



LES SERVICES
- Résidences (pour filles et garçons)
- Bourses d'aide financière et d'excellence - plus de 140 000 $ versés annuellement



Brébeuf
Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1C1
Collégial : (514) 342-9342, poste 5355 — Télécopieur : (514) 342-1846
Secondaire : (514) 342-9342, poste 5231 — Télécopieur : (514) 342-2676
www.brebeuf.qc.ca

3261738A

COMMANDITES

Les libéraux serrent les rangs face à Gagliano

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Alors que l'ex-ministre Alfonso Gagliano a répété hier sur toutes les tribunes que le gouvernement de Paul Martin avait fait une grave erreur en abolissant le programme de commandites, députés libéraux et ministres se sont portés à la défense des décisions du gouvernement.

Les libéraux qui ont voulu commenter la question ont tous serré les rangs derrière leur chef, répétant qu'il valait mieux mettre fin au programme largement critiqué par la vérificatrice générale.

« On ne peut pas tenir un programme si le but profond qui est recherché est entaché par les allégations qu'il y a eu autour de ce programme », a fait valoir Jacques Saada, ministre de la Francophonie et responsable de l'Agence de développement économique du Québec.

Stéphane Dion, ministre de l'Environnement et membre du cabinet de Jean Chrétien à l'époque de la mise sur pied du programme, a tenu des propos similaires. Ainsi, il a expliqué à sa sortie des Communes que, peu importe les opinions au sujet de l'efficacité d'un tel programme, il valait mieux y mettre fin devant des possibilités de malversations de nature criminelle.

A peine prenait-il le pouvoir, en décembre 2003, que le premier ministre Paul Martin annonçait l'abolition du programme de commandites. Deux mois plus tard, après la publication du rapport de la vérificatrice générale, il mettait sur pied une commission d'enquête et rappelait Alfonso Gagliano du Danemark, où Jean Chrétien l'avait nommé ambassadeur en janvier 2002.

Jeudi, dans une lettre ouverte dans laquelle il s'étendait sur les raisons de la création du programme des commandites en plein contexte postréférendaire, l'ex-ministre des Travaux publics reprochait au gouvernement Martin de mettre en péril l'avenir du Canada en tournant le dos au programme comme il l'a fait.

« Il risque de replacer le pays dans l'état où nous l'avions recueilli des mains du gouvernement Mulroney », écrivait M. Gagliano.

M. Saada est de l'avis contraire et croit que le premier ministre Martin fait la preuve « par son ouverture » d'une nouvelle façon « prometteuse » de gérer le pays.

« Il faut être imaginatif pour trouver les façons qui vont permettre au Canada de montrer son importance pour le Québec » et l'entente asymétrique sur la santé en est un bel exemple, soutient M. Saada.

À titre de ministre des Travaux publics au sein du gouvernement de Jean Chrétien, M. Gagliano était ministre responsable du programme de commandites. Son degré d'implication dans la gestion du programme est au coeur des questions soulevées devant la Commission d'enquête sur le programme de commandites qui doit faire la lumière sur les dérapages du programme.

M. Gagliano, qui répète n'avoir rien à se reprocher, doit témoigner devant la Commission au cours des prochains mois.

Fin des consultations sur Télé-Québec

PRESSE CANADIENNE

S'il est un consensus qui se dégage des consultations sur Télé-Québec, c'est qu'une récolte de 2 % à 4 % des parts de marché suffit pour légitimer l'existence de la station.

« Les gens sont conscients que Télé-Québec attire un public quand même assez important, a affirmé, hier, le président du groupe de travail sur l'avenir de Télé-Québec, Claude Bédard. Si on veut aller plus loin, il faudrait sortir du mandat actuel pour entrer dans d'autres champs : téléréalité, spectacles, sport... On nous a dit que le créneau d'écoute pourrait varier entre 2 % et 4 %. On n'est pas obligé de courir après des cotes d'écoute de 5% ou 10%. » Néanmoins, l'apparition de la télévision numérique et la multiplication des canaux spécialisés font dire à M. Bédard que le statu quo n'est pas une option.

Une aide plus généreuse que jamais pour les familles du Québec !

Communiquez avec la Régie :
Région de Montréal : (514) 864-4445
Ailleurs au Québec : 1 888 672-8161
Service aux sourds ou aux malentendants : 1 800 603-3540

Régie des rentes Québec

* Ayant des enfants de moins de 18 ans

3260765

3260716A

ON NE CHOISIT PAS SON PATRON

MAIS ON PEUT CHOISIR SON REVENU

LA BANQUE LAURENTIENNE VOUS OFFRE UN CPG RACHETABLE À UN TAUX EXCEPTIONNEL.

8,25 %
Taux de la 5e année
CPG Option Garantie*

-- Rachetable sans pénalité aux dates d'anniversaire dès la première année**
-- Rendement garanti
-- Admissible au REER

1re année : 2,00 %
2e année : 2,25 %
3e année : 2,75 %
4e année : 4,00 %
5e année : 8,25 %

Appelez dès maintenant au
(514) BLC-1846 ou au 1 800 BLC-1846

BANQUE LAURENTIENNE
OSEZ

*Taux moyen sur 5 ans de 3,825 %. Terme de 5 ans. Taux en vigueur au 28 octobre 2004. Le taux peut changer sans préavis. **En cas de rachat avant terme, les intérêts sont calculés en fonction du taux en vigueur chaque année.

3267626A

3266145A

ACADÉMIE
MICHÈLE-PROVOST inc.

Collège privé mixte - fondé en 1957
agréé aux fins de subventions (MEQ)

Primaire & Secondaire

Le collège qui s'agrandit

- par son 2e gymnase construit dans la montagne
- par son Programme de Douance, au Primaire
- par son Programme Études-Loisirs, au Secondaire

PORTES OUVERTES TOUS LES JEUDIS
ENTRE 10H ET 12H

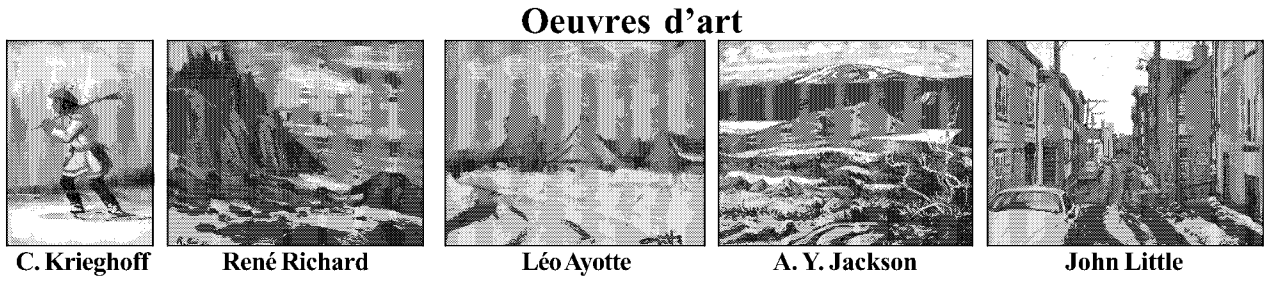
Téléphonez au **(514) 934-0596**

1517 av. des Pins - Ouest - Montréal (Québec) H3G 1B3
(métro Sherbrooke et autobus 144 **ou** métro Guy et autobus 165/535)
www.academiemicheleprovost.qc.ca

3268826

NOUS ACHETONS
Empire cherche tout article de qualité...
Soyez assurés d'obtenir la meilleure offre! Voici quelques exemples:

Oeuvres d'art

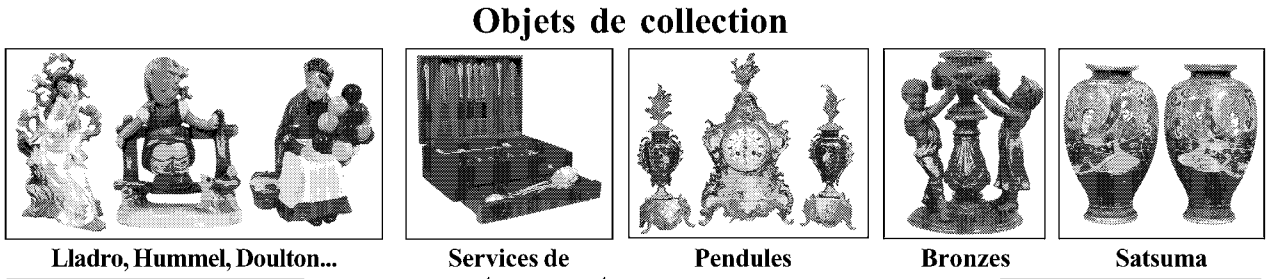


C. Krieghoff | René Richard | Léo Ayotte | A. Y. Jackson | John Little

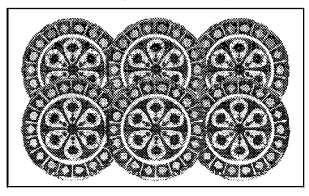
Bijoux et raretés

Monnaies anciennes | Collection de timbres | Bagues et pierres précieuses | Montres-bracelets en or et en inox | Montres de poche | Perles

Objets de collection

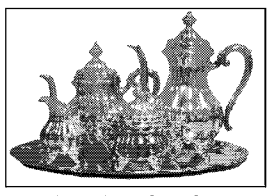


Lladro, Hummel, Doulton... | Services de couverts en argent | Pendules | Bronzes | Satsuma



Services de table en porcelaine

Vendez tout bien maintenant, alors que les prix atteignent des records.
Apportez vos articles afin d'obtenir une évaluation gratuite.
Nous pouvons vous servir à domicile.



Services à thé en argent sterling

5500, rue Paré EMPIRE® **(514) 737-6586**

3268229A

ACTUALITÉS

Campagne de vaccination contre la grippe

ÉMILIE CÔTÉ

Dès lundi, la population québécoise est invitée à se faire vacciner contre la grippe dans les CLSC et les cliniques privées de la province. Pour la campagne de vaccination 2004-2005, le ministère de la Santé et des Services sociaux a acheté 1 600 000 doses de vaccin, soit près de 200 000 de plus que l'an dernier.

Contrairement aux États-Unis, qui font face à une grave pénurie de vaccins antigrippe, Québec affirme qu'il répondra à la demande. « Si ce nombre (1 600 000) s'avérait insuffisant, le ministère a prévu acheter 5 % de doses supplémentaires (80 000) », explique Dominique Breton, porte-parole du ministère de la Santé.

Les personnes âgées de 60 ans et plus, les gens atteints de certaines maladies chroniques et les employés des établissements de santé pourront se faire vacciner gratuitement, de même que les bambins âgés de 6 à 23 mois, ce qui répond aux recommandations du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI). Toute autre personne désirant être vaccinée devra payer une somme d'environ 20 $.

« Le vaccin est efficace dans une proportion de 70 à 90 % », indique Mme Breton, rappelant qu'entre 1000 et 1500 décès sont attribués chaque année à la grippe ou à ses complications dans la province.

Afin d'inciter la population à se faire vacciner, certains CLSC vont même jusqu'à téléphoner aux résidants du quartier qu'ils desservent. Au CLSC Ahuntsic, 1600 rendez-vous sont déjà prévus. « D'année en année, les gens sont plus informés et plus sensibilisés », signale Mme Breton.

La campagne de vaccination contre la grippe se déroulera du 1er novembre au 7 décembre, mais plusieurs CLSC interrogés par *La Presse* poursuivront la vaccination après la date limite.

Cette année, le virus de l'influenza arrivera de Nouvelle-Calédonie ou de Chine et sera particulièrement virulent à la fin du mois de janvier.

La psychologie pourrait aider à traiter l'asthme

PRESSE CANADIENNE

La psychologie aiderait dans le traitement de l'asthme et possiblement d'autres maladies.

Le Dr Alain Desjardins, pneumologue à l'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal et directeur du programme de pneumologie adulte de l'Université de Montréal, affirme qu'il est aujourd'hui un meilleur médecin depuis qu'il a intégré des notions de psychologie dans sa pratique, dans sa méthode pour convaincre les gens de cesser de fumer et les inciter à suivre leur traitement. « Il y a très peu de psychologues cliniciens », de psychologues qui se spécialisent dans le psychosomatique, déplore-t-il.

Or, la psychologie peut même influencer le suivi du traitement et l'importance des symptômes, note le pneumologue.

SOYEZ PROPRIÉTAIRE D'ENTREPRISE!
AUGMENTEZ VOTRE REVENU!

LE SALON NATIONAL DE LA
FRANCHISE et des BUSINESS OCCASIONS D'AFFAIRES
Les samedi et dimanche 6 et 7 novembre
Palais des Congrès
201, avenue Viger Ouest ⋆ De 11 h à 17 h

Le seul salon sur les franchises et les occasions d'affaires à Montréal!
- Parlez aux représentants d'entreprises qui cherchent des concessionnaires, des distributeurs et des franchisés
- Occasions d'affaires à plein temps ou à temps partiel
- SOYEZ VOTRE PROPRE PATRON
- Les investissements commencent à moins de 1 000 $
- Séminaires gratuits sur la façon de réussir

VOYEZ LES FRANCHISES LES PLUS CONNUES AU CANADA :
TRADE SECRETS BEAUTY SHOPS · Boston Pizza · RadioShack You've got questions. We've got answers. · The Extreme Pita · Burger King

3268193A

Pour de plus amples renseignements, composez le
1-800-891-4859 poste 223
www.franchiseshowinfo.com Admission = 10 $

Solde de maillots
pour femme et homme

Obtenez
30% à 70%
de réduction sur un vaste choix parmi les plus grandes marques de maillots et accessoires*
*Marchandise sélectionnée.

Bikini Village · San Francisco maillots

3268133A
Centre Eaton • Centre Rockland • Galeries de Granby • Place Versailles • Carrefour du Nord • Plaza St-Hubert • Entrepôt St-Hubert • Promenades Drummondville • Fairview Pointe-Claire • Carrefour Angrignon • Place Laurier • Place du Royaume • Galeries D'Anjou • Centre Châteauguay • Promenades de l'Outaouais • Place Longueuil • Centre les Rivières • Galeries de Terrebonne • Place Montréal-Trust • Promenades Saint-Bruno • Carrefour Laval • Mail Champlain • Galeries de la Capitale • Carrefour de L'Estrie • Galeries Chagnon • Galeries Joliette • Place Rosemère • Galeries Rive-Nord

RÉNO DÉPÔT®

Profitez des meilleurs prix d'entrepôt!

PQT DE 2!

TUBES DE SILICONE

300 mL chacun. D'int./ext. Pour portes et fenêtres. Blanc. Imperméable. Ne jaunit pas.

9.98

SE2180XST 12X
(296423)

Tube de silicone XST peinturable 82.8 mL et outil de calfeutrage en prime!

REVIENT À 17.50 DU 3.78 L

$35

7.56 L

APPRÊT-SCELLEUR/ SOUS-COUCHE D'INT. AU LATEX

Blanc. Couvre très bien. Peut accepter un fini à l'alkyde ou au latex.

170-125.7.56 (257827)

3.78 L

0.93

505-3.78
(252659)

LATEX ACRYLIQUE MAT POUR PLAFONDS

Blanc, ne jaunit pas. Couvre bien, peu odorant.

MULCO

300 mL

SCELLANT «SEAL 'N PEEL»

D'int./ext. Transparent. Amovible. Pour climatiseurs en été, portes et fenêtres à l'automne.

1.92

141000S300
(174605)

REVIENT À 14.33 DU 3.78 L

7.65

S300-00 18.9LT
(240193)

LATEX ACRYLIQUE D'INT. FINI PLATINE

Blanc. Durable, lavable.

18.9 L

14 SUCCURSALES!

- ANJOU
- BEAUPORT
- BROSSARD
- GATINEAU
- LASALLE
- LAVAL
- MARCHÉ CENTRAL
- NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
- POINTE-CLAIRE
- QUÉBEC
- ROSEMÈRE
- SHERBROOKE
- STE-DOROTHÉE
- ST-HUBERT

HEURES D'OUVERTURE:

- LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H
- SAM. DE 8 H À 17 H
- DIM. DE 8 H À 17 H

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, **nous vous l'offrirons au même prix que notre concurrent moins** 10% SUR-LE-CHAMP... 10% GARANTI!

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 4 novembre 2004. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforcons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10% de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt inc. 2004

RDE-04-5577 LAP A2604
3260950A

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION®!

ACTUALITÉS

MEURTRE DE JULIE BOISVENU

Hugo Bernier condamné à perpétuité

RENÉ-CHARLES QUIRION
LA TRIBUNE

Le jour de ses 30 ans, Hugo Bernier a été condamné, hier au palais de justice de Montréal, à la prison à perpétuité pour le meurtre de Julie Boisvenu. Un jury composé de neuf femmes et trois hommes a reconnu Bernier coupable d'enlèvement, de séquestration, d'agression sexuelle et de meurtre au premier degré sur la personne de la Sherbrookoise de 27 ans, le 23 juin 2002.

Un verdict de culpabilité sous ce dernier chef d'accusation entraîne automatiquement une peine d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans. Toutefois, un article du code criminel permet à Hugo Bernier de faire une demande de libération conditionnelle 15 ans après son arrestation, ce qui le mène en septembre 2017.

Les jurés auront délibéré pendant environ 15 heures. La jurée numéro 9, qui agissait à titre de présidente du jury, a répondu « coupable » à quatre reprises lors de la lecture des chefs d'accusation pendant que Hugo Bernier restait de glace.

« Je pense manifestement qu'il ressort que le jury n'a pas accepté votre version des événements. Étant donné votre antécédent judiciaire, j'espère et je souhaite que vous allez vous faire soigner ou tenter de régler un point de votre personnalité qui m'apparaît dangereux », a affirmé la juge après avoir rendu son verdict.

Dans son témoignage en défense, Hugo Bernier avait prétendu que Julie Boisvenu avait consenti à avoir des relations sexuelles avec lui et qu'il l'avait tuée par accident.

Le procureur de la Couronne, Me André Campagna, était très satisfait du verdict rendu par le jury. « La version des événements que Hugo Bernier a livrée lors de son témoignage était invraisemblable et même insultante. La preuve circonstancielle était suffisante pour le faire condamner. Les verdicts ouverts par la juge Côté montrent que même avec une preuve solide, il n'est pas évident de faire condamner une personne hors de tout doute raisonnable. Cependant, justice a été rendue », a expliqué Me Campagna.

L'avocat de la défense, Me Marc Labelle, soutient qu'il était essentiel que Hugo Bernier donne sa version des événements lors du procès, justement en raison de cette preuve circonstancielle.

« La preuve circonstancielle obligeait mon client à fournir des explications. Nous allions vers une condamnation si nous n'avions pas fourni ces explications des événements. Sa version n'a pas été crue par le jury », analyse Me Labelle.

Le criminaliste reconnaît que Hugo Bernier peut avoir un problème de comportement étant donné que de c'est la deuxième fois que de tels événements se produisent avec des femmes. Le procureur de la Couronne de son côté va plus loin.

« Manifestement, Hugo Bernier a un problème de comportement et représente un danger pour la société », estime Me André Campagna.

PHOTO JOCELYN RIENDEAU, LA TRIBUNE©

Hugo Bernier, que l'on voit ici le jour de son arrestation, a été reconnu coupable d'agression sexuelle et de meurtre au premier degré.

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

Profitez de nos bas tarifs exceptionnels et envolez-vous pour la destination de votre choix. Réservez maintenant !

CANADA : tarifs Tango ALLER SIMPLE au départ de Montréal. L'offre prend fin le 5 novembre 2004. Les voyages doivent se terminer au plus tard le 31 janvier 2005. Tarifs à partir de :

TORONTO	BAIE-COMEAU MONT-JOLI	ROUYN-NORANDA VAL-D'OR	HALIFAX	WINNIPEG	ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	CALGARY	EDMONTON	REGINA SASKATOON	VANCOUVER
79	99	99	109	116	149	176	176	176	186

ÉTATS-UNIS : tarifs Tango ALLER SIMPLE au départ de Montréal à partir de :

NEW YORK* JUSQU'AU 17 DÉC. 2004	MIAMI/ORLANDO FORT LAUDERDALE JUSQU'AU 16 DÉC. 2004	ATLANTA	PHILADELPHIE	BOSTON	LOS ANGELES	RALEIGH-DURHAM	CHICAGO	PHOENIX	SAN FRANCISCO
69	117	118	125	126	139	152	178	216	227

DESTINATIONS INTERNATIONALES : les tarifs sont basés sur un aller simple et sont assujettis à l'achat d'un billet aller-retour au départ de Montréal. L'offre prend fin le 4 novembre 2004. Dates de départ tel qu'indiqué ci-dessous. Tarifs à partir de :

LA HAVANE 6 NOV. 2004–31 JANV. 2005	LONDRES 30 OCT.–13 DÉC. 2004 24 DÉC. 2004–13 MARS 2005	PARIS 6 NOV.–9 DÉC. 2004 24 DÉC. 2004–25 FÉVR. 2005	BOGOTÁ CARACAS 6 NOV.–9 DÉC. 2004 27 DÉC. 2004–31 JANV. 2005	FRANCFORT[1] MUNICH[1] 6 NOV.–9 DÉC. 2004 24 DÉC. 2004–25 FÉVR. 2005	LIMA 6 NOV.–9 DÉC. 2004 27 DÉC. 2004–31 JANV. 2005	AMSTERDAM[1-2] ZURICH[1]/ROME[1] 6 NOV.–9 DÉC. 2004 24 DÉC. 2004–25 FÉVR. 2005	TEL AVIV 30 OCT.–10 DÉC. 2004	SYDNEY 6 NOV.–9 DÉC. 2004 27 DÉC. 2004–31 JANV. 2005	BEIJING SHANGHAI 6 NOV.–9 DÉC. 2004 15–31 JANV. 2005
229	229	289	299	299	329	359	415	549	679

Réservez sur **aircanada.com** et obtenez un mille Aéroplan[MD] pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis.
Téléphonez à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.
Gagnez du temps avec le service d'enregistrement **aircanada.com** : pour tous vos voyages au Canada, vous pouvez vous enregistrer en ligne et imprimer votre carte d'accès à bord.

Pour un hôtel, une location de voiture et tous vos autres besoins de voyage, visitez **aircanada.com**

3268788A

[1]En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance[MD]. [2]En collaboration avec BMI, membre du réseau Star Alliance[MD].

Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs pour les vols au pays. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 5 novembre 2004. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 31 janvier 2005. Les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les voyages entre le 16 et le 23 décembre 2004 inclusivement et entre le 27 décembre 2004 et le 4 janvier 2005 inclusivement. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6 $, ne sont pas inclus. **Destinations américaines :** les tarifs sont basés sur un aller simple. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant lorsque applicable, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12 $, ne sont pas inclus. Floride : les voyages doivent prendre fin au plus tard le 16 décembre 2004. *New York : l'offre prend fin le 5 novembre 2004. Les voyages doivent se terminer au plus tard le 17 décembre 2004. **Destinations internationales :** les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour, lequel doit refléter l'itinéraire complet. Les billets doivent être achetés au plus tard le 4 novembre 2004. L'achat sept jours à l'avance est requis sauf pour Londres et Tel Aviv. La dernière date de départ est le 25 février 2005 (sauf avis contraire). Bogotá, Caracas, Lima, San José, La Havane et Sydney : les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les départs entre le 17 et le 26 décembre 2004 inclusivement. Hong Kong, Beijing et Shanghai : les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les départs entre le 17 décembre 2004 et le 14 janvier 2005 inclusivement. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant lorsque applicable, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 20 $, ne sont pas inclus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. **Destinations canadiennes, américaines et internationales :** les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Séjour minimal et maximal ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz[MC]). [MC]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [MD]Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

L'argentier des Hells a trouvé la prison difficile

ANDRÉ CÉDILOT

Pour quelques milliers de malheureux dollars, Robert Gauthier, connu comme le caissier des Hells Angels Nomads, aura passé près de quatre ans derrière les barreaux. Il a obtenu son transfert dans une maison de transition où il restera six mois avant de rentrer chez lui.

Âgé de 58 ans, l'ancien employé d'entretien de la Ville de Montréal jure avoir eu sa leçon et qu'on ne le reprendra plus à travailler pour une organisation criminelle. « J'ai fait une erreur, et j'ai trouvé l'incarcération difficile. C'est sûr que je n'embarquerai plus dans rien », a-t-il dit mercredi devant la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC).

Arrêté à l'occasion de l'opération Printemps 2001, Gauthier a écopé une peine de sept ans de pénitencier. Il recevait les poches d'argent que les trafiquants associés au redoutable gang de Maurice Boucher apportaient dans un complexe d'habitation de la rue Beaubien, dans l'arrondissement d'Anjou. Il a également reconnu avoir prêté son nom pour la location de deux caches d'argent.

À la retraite depuis quelques années, il affirme avoir été entraîné dans cette affaire par sa soeur Monique, ex-femme du richissime motard Michel Rose, responsable des importations de cocaïne pour les Hells Angels Nomads. « Elle m'a présenté à quelqu'un. J'ai signé le bail en 1998, mais c'est seulement en 2000 que j'ai commencé à recevoir des colis », a-t-il relaté.

« On me disait d'aller là les mardis et les jeudis. J'ignorais combien de personnes allaient venir porter de l'argent. C'étaient des courriers, et je ne connaissais pas leur nom. Moi, tout ce que j'avais à faire, c'était de recevoir l'argent et de le transporter dans un autre appartement », a expliqué Gauthier en réponse aux questions en rafale des trois commissaires.

À l'étonnement des commissaires, Gauthier a indiqué que ce travail ne lui rapportait que 200$ par semaine.

L'enquête a montré que Gauthier, alors inconnu des policiers, manipulait à peu près un million de dollars chaque fois qu'il était de garde. À l'étonnement des commissaires, il a indiqué que ce travail ne lui rapportait que 200 $ par semaine. « J'ai fait ça pendant sept à neuf mois », a-t-il souligné. Il affirme avoir reçu 2000 $ comme prête-nom pour louer un des logements de la rue Beaubien et un autre, pas tellement loin, que le gang n'a pas eu le temps d'utiliser.

« Vous faisiez ça pour 100 $ par jour ! » s'est exclamé le commissaire Pierre Cadieux, en lui rappelant avec force que « ce sont des gens comme vous, qui ne pensent pas », que les narcotrafiquants organisés recrutent pour accomplir ces tâches de confiance. Les Hells Angels ont payé son avocat à la suite de son arrestation, mais il n'était pas représenté, mercredi, à l'audience sur sa libération conditionnelle. « Et il y a des loyers qu'on ne m'a jamais remboursés », a-t-il noté. Sa pension de la Ville lui rapporte un peu plus de 28 000 $ par année.

Durant son incarcération, Gauthier a eu un comportement exemplaire. Comme il n'est pas « un gars de la gang », il a eu peu de contacts avec les membres des Hells Angels. Tout en assurant « ne rien devoir à personne », il entend, à sa sortie, reprendre sa « petite vie » tranquille de retraité : visites à la famille, cinéma et sortie avec des amis. Jusqu'à nouvel ordre, il n'aura pas le droit de communiquer avec sa soeur Monique, qui travaillait elle aussi pour les Hells Angels.

Âgée de 57 ans, cette dernière a été libérée d'office le mois dernier après avoir purgé les deux tiers de sa peine de 54 mois de pénitencier. Sa tâche consistait à compter les liasses d'argent qui transitaient par la rue Beaubien. En raison de son passé judiciaire et d'un problème de jeu compulsif, elle a dû passer deux fois devant la CNLC avant d'être libérée.

CARRIÈRES
POUR TROUVER.
Le samedi dans LA PRESSE

La femme qui accusait René Angélil reconnue coupable d'extorsion

ASSOCIATED PRESS

LAS VEGAS — Yun Kyeong Kwon Sung, la Californienne d'origine sud-coréenne qui avait accusé René Angélil de l'avoir agressée sexuellement, a été reconnue coupable d'avoir tenté d'extorquer au mari de Céline Dion des millions de dollars. Un jury à la Cour de district du comté de Clark, dans l'État du Nevada, a délibéré pendant cinq heures jeudi avant de déclarer la dame de 49 ans coupable, aussi, de complot dans le but de commettre une extorsion et de corruption. M^me^ Sung, qui demeure incarcérée, est passible d'une peine de 16 ans d'emprisonnement. Son procès a duré trois jours et le prononcé de la peine doit avoir lieu le 16 décembre.

Un procureur l'avait dépeinte comme une femme rongée par l'avarice qui avait brisé une entente confidentielle en vertu de laquelle René Angélil s'était engagé à lui verser 2 millions de dollars américains ; la femme alléguait que M. Angélil s'était livré à des attouchements à son endroit en mars 2000. L'avocat du gérant et mari de Céline Dion avait soutenu que l'argent et les excuses de son client n'étaient pas une admission de culpabilité, mais avaient été donnés pour protéger la santé et la réputation du couple.

L'ARGENT, L'ARGENT OÙ PASSE-T-IL?
LA PRESSE AFFAIRES
Tous les jours dans LA PRESSE

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat en santé et sécurité du travail

Assurez les activités de base en SST : la surveillance du milieu, le traitement des cas d'indemnisation et la prévention des lésions professionnelles.

LE CERTIFICAT EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL CÉLÈBRE SES 25 ANS.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Modules en informatique

Bureautique – Initiation à la programmation – Initiation au multimédia – Programmation Internet

COURS AUSSI OFFERTS AU CAMPUS DE LONGUEUIL.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat en droit

Une formation de base en droit qui permet de se familiariser avec les lois, les règlements et les pratiques juridiques.

CONSEILS EN FORMATION SUR RENDEZ-VOUS.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer

Certificat de relations industrielles

Développez des outils et des habiletés transférables dans votre milieu professionnel : rémunération, dotation, négociation et ententes collectives.

LE CUMUL DE TROIS CERTIFICATS PEUT MENER À L'OBTENTION D'UN BACCALAURÉAT.

514.343.6090
1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca

Université de Montréal

3262835A

ACTUALITÉS

TENTATIVE D'ENLÈVEMENT D'UNE FILLETTE

Une facture de téléphone vient hanter le suspect

CHRISTIANE DESJARDINS

Une facture de téléphone de 1100 $ d'appels érotiques est venu hanter Claude Larouche hier, à son enquête préliminaire pour tentative d'enlèvement, séquestration et voies de fait sur une fillette de 9 ans.

La majorité de ces appels ont été faits dans la nuit précédant la tentative d'enlèvement, qui s'est produite vers 6 h 40, le 10 octobre 2003, devant une école de la rue Bilodeau, dans l'est de Montréal. La fillette, rappelons-le, se serait échappée de la voiture dans laquelle un homme l'avait fait monter de force.

Hier, la conjointe de Larouche, Caroline Bastien, a déclaré qu'elle était avec lui depuis cinq ans. Elle a deux enfants issus d'une union précédente, et lui en a deux de son côté, un adolescent qu'il voit occasionnellement et une fillette de 9 ou 10 ans, qu'il ne voit jamais. Les enfants vivent loin de Montréal.

Son conjoint, a-t-elle dit, est une bonne personne à jeun, mais il devient violent verbalement quand il boit. À l'automne 2003, il buvait beaucoup, prenait de la cocaïne et s'absentait souvent de son travail. « Il ne se levait pas le matin », a-t-elle dit.

Un départ hâtif

La veille du vendredi 10 octobre, Caroline Bastien s'était couchée avant son conjoint, qui avait continué à boire. Vers 4 h du matin, elle se souvient que Larouche lui a dit qu'il partait travailler parce qu'il avait peur de passer tout droit. Il lui aurait fait part qu'il dormirait dans son auto, sur le chantier (dans l'est de Montréal). Il n'est cependant pas allé travailler ce jour-là, comme elle l'a appris plus tard.

Le 11 octobre au matin, en feuilletant le journal, Mme Bastien tombe sur un article de journal relatant une tentative d'enlèvement d'une fillette dans l'est de Montréal. On mentionne les premiers chiffres du numéro de plaque du kidnappeur ainsi que le modèle de sa voiture. Les chiffres sont les mêmes que ceux du véhicule de son conjoint et la description du modèle y correspond en partie. Elle lui en fait part, de façon anodine. « J'espère qu'ils m'écoeureront pas avec ça », lui répond-il.

Un mois plus tard, la police vient saisir la voiture pour procéder à des expertises. On y trouve un chapelet accroché au rétroviseur, comme l'avait remarqué la petite. Larouche devient alors le suspect no 1. Les policiers se mettent à tourner autour de lui et installent à son insu des micros dans son logement. Larouche a été arrêté le 5 mai 2004 et est détenu depuis.

Hier, la Couronne a fait entendre une des conversations enregistrées grâce à l'écoute électronique. Le matin du 20 janvier 2004, Mme Bastien devait aller rencontrer les enquêteurs, qui voulaient l'interroger. Larouche lui a d'abord demandé de dire qu'il n'était pas à la maison le matin du 10 octobre. Puis, il s'est ravisé et lui a demandé de dire qu'il avait dormi à la maison. Ce qu'elle fit. Quelques mois plus tard, elle admettra cependant qu'il n'était pas là. L'enquête préliminaire de Larouche, 43 ans, se poursuit lundi matin.

AGRESSION À SAINTE-CATHERINE

La jeune fille était consentante, soutient l'accusé

RAYMOND GERVAIS

Frédéric Dompierre, ce jeune homme de 19 ans qui subit actuellement son procès pour tentative de meurtre, voies de fait graves et agression sexuelle sur une adolescente de 14 ans, a raconté hier au juge Denis Bouchard, de la Cour du Québec à Longueuil, qu'il n'avait jamais eu l'intention de faire du mal à la jeune fille mais seulement d'avoir une relation sexuelle avec elle et que l'adolescente était consentante depuis le début.

L'accusé, qui témoignait à son propre procès, a ajouté que toute cette histoire était en fait un malentendu survenu à la suite d'un acte sexuel qui se serait mal terminé.

Selon ses propos, l'adolescente lui aurait fait mal lors de cette relation, survenue à proximité du technoparc de Sainte-Catherine, en bordure du fleuve Saint-Laurent, sur la Rive-Sud, dans la nuit du 24 au 25 novembre 2003. C'est après cela que les événements se seraient précipités et que les deux, qui avaient bu plusieurs bières, auraient perdu la tête.

Dompierre contredit ainsi le témoignage de la victime et celui de Steve Lapointe, un de ses anciens amis, qui a assisté à la scène ce soir-là.

L'accusé a raconté au juge qu'il n'avait pu poursuivre la relation sexuelle parce qu'il était trop ivre. Il a déclaré que l'adolescente se serait alors « mise à crier comme une folle ». C'est à ce moment qu'il lui aurait dit « va donc te rafraîchir les idées » et qu'elle aurait sauté dans l'eau, par 4 degrés sous zéro.

Contre-interrogé par la procureure de la Couronne, Me Julie Beauchesne, l'accusé a reconnu qu'il s'était adressé à la jeune fille sur un ton menaçant et qu'il était à bout de nerfs de l'entendre crier. Il a toutefois ajouté qu'il n'a jamais frappé la jeune fille, qu'il n'a jamais vu de sang sur elle et qu'il ne l'a jamais violée. Dompierre n'a pu expliquer à la Cour comment la jeune fille avait été blessée et pourquoi elle avait paniqué.

L'avocate de Dompierre, Me Lynda Bureau, met en doute la véracité du témoignage de l'adolescente. Selon elle, cette dernière serait allée rencontrer Dompierre et Lapointe de son plein gré. « Ils ne sont jamais allés la chercher à la maison et ils ne l'ont jamais kidnappée. C'est elle qui est allée rencontrer les deux jeunes hommes au CLSC puis qui a accepté de les suivre. Elle était consentante à la relation sexuelle depuis le début », a soutenu l'avocate.

La Couronne soutient que le juge devra apprécier l'ensemble de la preuve déjà versée, dont la preuve d'ADN, qui révèle que du sang de la plaignante se trouvait sur le chandail de l'accusé.

Lundi, les deux parties présenteront leurs plaidoiries au juge Bouchard, qui devra déterminer qui dit vrai dans toute cette histoire. Plus tôt cette semaine, Steve Lapointe, coaccusé dans cette affaire, a témoigné contre son ancien ami Dompierre.

MÉGASOLDE
de mobilier de salle à manger

Recevez DEUX CHAISES additionnelles
GRATUITEMENT ! *

Épargnez
1 100 $
au minimum !

*À l'achat de six pièces d'un de nos mobiliers en solde

Livraison garantie pour Noël !

MONTRÉAL (angle Décarie) 5320, Royalmount 514 737-0401
SAINT-HUBERT 1515, boul. des Promenades 450 443-8464
voisin de Mobilia (1 km à l'Ouest des Promenades Saint-Bruno)

(depuis 1904) Thomasville®

Offre non assujettie aux soldes antérieurs. Financement de six mois sans intérêt ni paiement, offert aux clients admissibles, sous réserve d'un achat minimum de 1 000 $. Après cette période, le TAP est de 28,8 %. Nous nous efforçons de fournir des renseignements exacts, mais il est possible que des erreurs techniques ou typographiques se produisent. Dans de tels cas, notre personnel sera en mesure de donner la bonne information. Les prix sont en vigueur pour une durée limitée. Un acompte de 30 % est requis. *Toutes les collections courantes de mobilier de salle à manger sont en solde. Les modèles illustrés peuvent légèrement différer des articles visés. Novembre 2004.

3265861A

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Le premier ministre Jean Charest a survolé, hier, la centrale hydroélectrique LG-2, rebaptisée Robert-Bourassa.

L'avenir énergétique est à la diversification, dit Jean Charest

JOCELYNE RICHER
PRESSE CANADIENNE

RADISSON – L'avenir énergétique du Québec passera désormais par une variété de sources, l'époque des grands bâtisseurs de cathédrales hydroélectriques étant bel et bien derrière nous, a dit hier le premier ministre Jean Charest.

Si l'exploitation hydroélectrique doit demeurer la priorité du gouvernement du Québec, le contexte actuel impose de lui opposer d'autres formes d'énergie, a dit le premier ministre, après avoir procédé au redémarrage symbolique du groupe turbine-alternateur nº 9, à l'occasion du 25e anniversaire de la mise en service de la centrale LG-2, rebaptisée par la suite Robert-Bourassa.

« Le défi pour la nouvelle génération de Québécois est d'aborder le développement dans une perspective de respect du patrimoine naturel, de gaz à effet de serre, dans un contexte où on doit travailler en plus étroite collaboration avec les communautés autochtones. C'est un défi très différent », a dit M. Charest, lors d'un point de presse. Plantée dans un décor de taïga, la centrale LG-2, à l'époque le plus grand complexe hydroélectrique au monde et surnommée le « projet du siècle », avait été mise en service par le premier ministre René Lévesque, le 27 octobre 1979. Située à 1000 kilomètres au nord de Montréal, il s'agissait de la première des huit centrales construites à la Baie James.

Hydro-Québec a de nouveaux projets de barrages qui totalisent 15 milliards de dollars, a fait valoir M. Charest pour rappeler que cette source d'énergie demeurait, et de loin, la priorité du Québec.

« Le Québec va continuer à mettre beaucoup l'accent sur l'hydroélectricité. C'est notre force, c'est notre géographie qui nous offre cet avantage. Mais nous allons également aller vers d'autres sources : l'énergie renouvelable, l'éolien et aussi l'efficacité énergétique. Il y aura une très forte préoccupation pour les énergies renouvelables », a-t-il assuré.

L'hydroélectricité accapare 95 % de l'énergie totale produite par Hydro-Québec, qui prévoit investir 3,5 milliards par année jusqu'en 2020.

SEMAINE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 2004

SOYONS ÉCONERGÉTIQUES : CHAQUE GESTE COMPTE

Notre gouvernement a mis de l'avant plusieurs mesures visant à assurer la sécurité énergétique des Québécois, et l'augmentation des efforts en matière d'efficacité énergétique est l'un des éléments essentiels. Le gouvernement a indiqué récemment qu'il désirait qu'Hydro-Québec hausse son objectif d'efficacité énergétique à un niveau équivalant à la consommation annuelle de près de 100 000 résidences au Québec, soit de 2,4 TWh. La Société a indiqué qu'elle va plus loin et se fixe un nouvel objectif de 3 TWh. Ces efforts s'ajoutent à ceux de l'Agence de l'efficacité énergétique, qui a généré des économies d'énergie de près de 1 TWh équivalent par an au 31 mars 2004, ainsi que des distributeurs de gaz naturel. *Soyons éconergétiques : chaque geste compte* est un thème qui reflète bien le défi actuel que notre société doit relever en matière d'efficacité énergétique. Pour nous, l'efficacité énergétique, c'est l'affaire de tous, autant des citoyens, des entreprises que du gouvernement. Par exemple, plus de 75 millions de dollars ont été investis au cours des cinq dernières années afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments de l'État (hôpitaux, écoles, etc.) et d'en réduire les coûts de fonctionnement.

L'utilisation rationnelle de l'énergie, dans une perspective de développement durable, est un objectif, tant personnel que collectif, que les citoyens doivent s'approprier pleinement puisque les bénéfices sont nombreux sur les plans environnemental, social et économique. Ainsi, par des décisions et des gestes réfléchis en matière énergétique, les Québécois peuvent préserver l'environnement, améliorer leur confort et maintenir ou réduire leurs coûts.

Je suis particulièrement heureux de m'associer à la Semaine de l'efficacité énergétique 2004 puisque le gouvernement a inscrit l'efficacité énergétique comme première réponse aux défis environnementaux liés à la consommation d'énergie dans le cadre de sa vision et de ses priorités d'action.

L'Agence de l'efficacité énergétique fait la promotion de l'efficacité énergétique pour toutes les sources d'énergie, dans tous les secteurs d'activités, au bénéfice de l'ensemble des régions. Elle offre notamment aux citoyens des solutions pratiques comme le Service d'évaluation énergétique résidentiel ainsi que le concept de maisons à rendement énergétique supérieur Novoclimat.

Je vous invite à consulter la publication *L'énergie à la maison : des réponses à vos questions !* qui traite de sujets forts pertinents pour agir concrètement en efficacité énergétique par des actions simples et rentables.

Sincères salutations.

Sam Hamad

Sam Hamad
Ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

Consultez la publication *L'énergie à la maison : des réponses à vos questions !* encartée dans cette copie du journal ou procurez-vous en un exemplaire en visitant le site Internet www.aee.gouv.qc.ca ou en téléphonant au 1 877 727-6655.

Agence de l'efficacité énergétique Québec

Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

3263096A

GM Canada Service Goodwrench

SPÉCIALISTE GOODWRENCH AUDITIONS

Pneus d'hiver
À PARTIR DE
84,95$
SPÉCIALISTE INCLUS!

Choisissez votre bête de scène!

Pneus de voiture

UNIROYAL MD TIGER PAW MD ICE AND SNOW MD	P185/75R14	84,95$
UNIROYAL MD TIGER PAW MD ICE AND SNOW MD	P205/70R15	94,95$
BFGOODRICH MD WINTER SLALOM MC	P185/75R14	94,95$
BFGOODRICH MD WINTER SLALOM MC	P205/70R15	109,95$
SNOWTRAKKER RADIAL ST/2	P185/75R14	84,95$
SNOWTRAKKER RADIAL ST/2	P205/70R15	94,95$
WINTER SNOWMARK RADIAL HT	P185/75R14	84,95$
ULTRA GRIP	P185/75R14	94,95$

Pneus de camionnette

UNIROYAL MD LAREDO MD AWT MD	P235/75R15	129,95$
BFGOODRICH MD ALL TERRAIN T/A MD KO	LT245/75R16	199,95$
MICHELIN MD LTX MD M/S	P235/75R15	159,95$
GOODYEAR WRANGLER AT/S	P235/75R15	179,95$
GOODYEAR WORKHORSE EXTRA GRIP RADIAL	LT245/75R16	219,95$

UNIROYAL MICHELIN BFGoodrich GOODYEAR PIRELLI BRIDGESTONE Firestone GENERAL TIRE

Roue en acier GM 14" pour pneu d'hiver

À PARTIR DE
49,95$
SPÉCIALISTE INCLUS!

À GAGNER*
un Colorado de Chevrolet ou un Canyon de GMC (au choix) en location pendant un an!

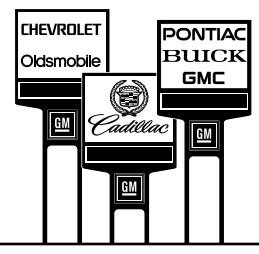
Inscrivez-vous immédiatement
ou consultez le règlement sur le Web :

www.specialistegoodwrench.com

GM Canada

Service Goodwrench

Bien fait. À temps.



3262994A

3262997

*Aucun achat requis. Résidents majeurs du Canada. Valeur approx. du prix : 12 200 $ (taxes incluses). Limite : 14 novembre 2004. Le prix peut différer de celui illustré.

MONDE

Les Palestiniens entre fatigue et désarroi

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN
ENVOYÉ SPÉCIAL
À RAMALLAH

Un soleil timide dardait hier après-midi ses rayons sur le pavé humide de l'enceinte de la muqataa de Ramallah. Après la brève effervescence ayant entouré le départ pour Paris de Yasser Arafat, quelques heures plus tôt, un lourd silence planait sur le quartier général dévasté et quasi désert du leader palestinien.

Ce silence résonnait comme l'écho des questions sans réponse qui taraudent en ce moment les Palestiniens. Après avoir vu un Arafat amaigri et visiblement affaibli hissé en début de matinée à bord d'un hélicoptère militaire jordanien, les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sont aujourd'hui plongés dans l'incertitude, face au vide laissé par l'absence peut-être définitive de la figure de proue de la lutte pour la création d'un État palestinien.

C'est vers 7 h 20, devant une foule étonnamment petite de quelques centaines de partisans, d'agents de sécurité et de journalistes, qu'Arafat, confiné dans son complexe de Ramallah depuis près de trois ans, a franchi en ambulance les quelques dizaines de mètres séparant son QG de l'hélicoptère qui l'a conduit à Amman, où l'attendait un avion affrété par le gouvernement français.

L'avion, doté d'équipement médical, s'est posé en début d'après-midi sur la piste de l'aérodrome de Villacoublay, dans la banlieue parisienne. De là, Arafat, qui a reçu l'assurance des autorités israéliennes qu'elles ne l'empêcheraient pas de rentrer en Cisjordanie s'il se rétablit, a ensuite été héliporté vers l'hôpital militaire Percy, réputé pour son service d'hématologie.

Selon la déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France, Leila Chahid, il faudra « plusieurs jours » aux médecins de l'hôpital pour procéder aux tests diagnostiques qui permettront de déterminer la maladie qui affecte Arafat, arrivé à Percy sur une civière. Jeudi, un des médecins d'Arafat avait indiqué que le chef de l'Autorité palestinienne souffrait d'un faible taux de plaquettes sanguines — un phénomène qui se produit notamment, mais pas exclusivement, lorsqu'une personne est atteinte de leucémie.

En attendant le verdict des médecins français, dans les rues de Ramallah et des camps avoisinants, les Palestiniens, par-delà leurs allégeances politiques et nonobstant leurs récriminations envers une Autorité palestinienne jugée corrompue, ont exprimé hier leur désarroi. Ils sont nombreux à craindre que le départ d'Arafat signale le début d'une violente lutte de pouvoir entre les différentes factions qui cohabitent dans les territoires occupés.

« Le départ d'Arafat a fait de nous des orphelins. Notre père est tombé malade, ils l'ont emporté et qui sait s'il va revenir, a dit Mohammed Abdel Rasoul, 60 ans. Arafat nous a unis, il nous a protégés, nous qui sommes une cible pour tout le monde. Je suis sûr à 99 % qu'il va maintenant y avoir une guerre civile. »

Les plus affectés étaient sans doute les membres du Fatah, l'organisation politique qu'a fondée Yasser Arafat en 1959. Rencontré dans un club social du camp d'Am'ari, Shaer Harun, 31 ans, cachait mal sa détresse. « J'ai le sentiment d'avoir perdu mon père », a-t-il dit, assis sous une photo d'un Abou Amar (le nom de guerre d'Arafat) autrement mieux portant que l'homme diminué qui est apparu hier devant les caméras. « J'ai pleuré deux fois dans ma vie : de joie, quand l'Autorité palestinienne a été établie, et de peine quand je suis allé à la muqataa jeudi et que j'ai imaginé l'endroit sans Abou Amar. »

Malgré la tristesse qu'inspire l'état d'Arafat, rares sont les Palestiniens qui ont pris la peine de venir dire au revoir à leur chef hier matin, en dehors de ses plus proches conseillers et des gens directement impliqués dans l'administration des territoires.

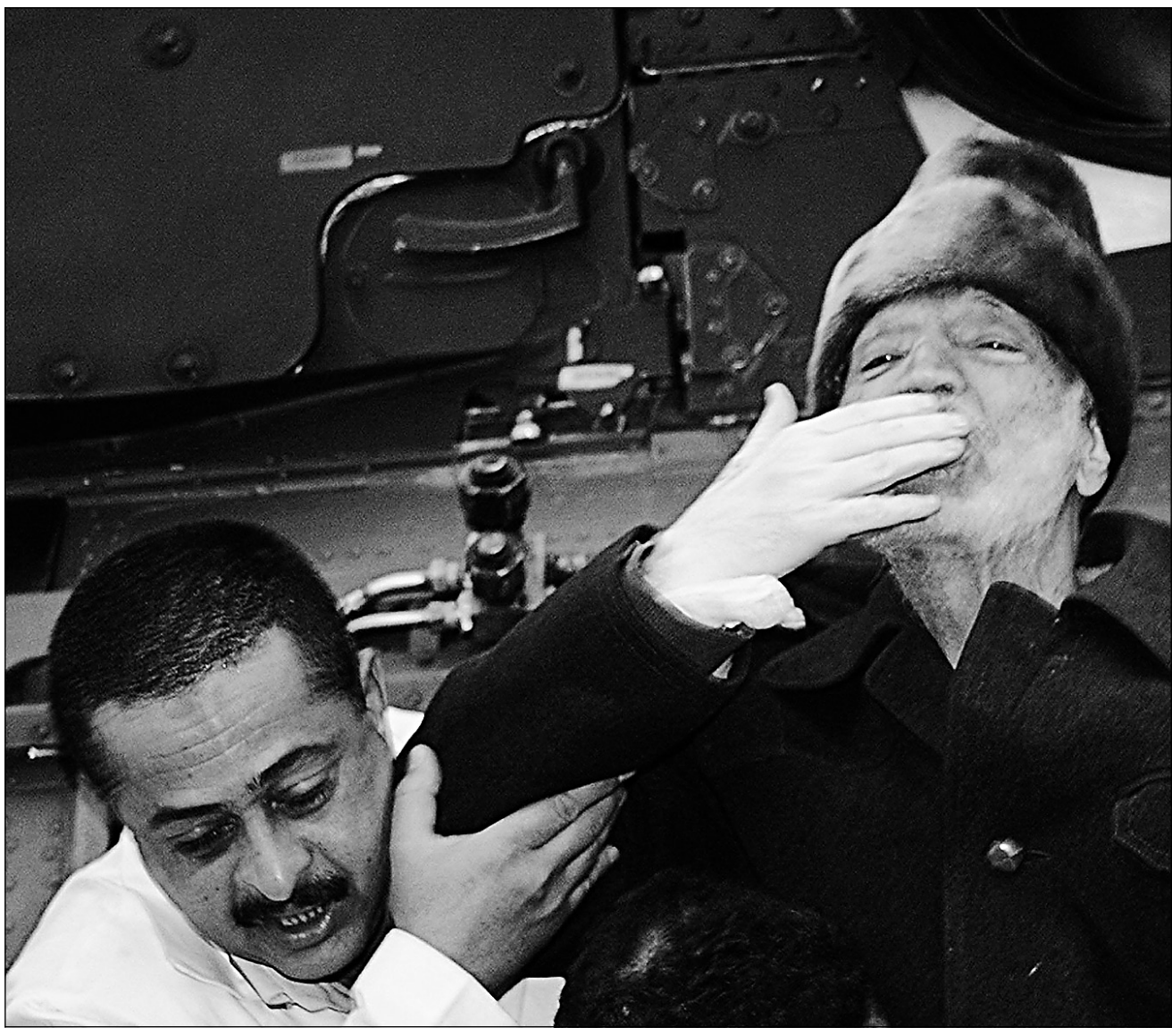


PHOTO AP

Le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, envoie un baiser à ses partisans en arrivant hier matin à l'aéroport d'Amman, en Jordanie, d'où il a été transféré à Paris par avion.

Certains ont évoqué le mauvais temps — il a plu hier pour la première fois depuis très longtemps —, d'autres le ramadan et d'autres encore l'heure trop matinale. Mais la vraie raison semble être l'apathie croissante d'une société palestinienne laissée exsangue par les quatre années de la seconde Intifada.

« Les gens sont fatigués », a dit à *La Presse* le Dr Mustapha Barghouti, secrétaire général de l'Initiative palestinienne pour la paix et critique sévère des politiques d'Arafat. Pour le Dr Barghouti, qui a rencontré Arafat jeudi et l'a trouvé « actif, conscient, souriant et joyeux », les Palestiniens sont des prisonniers eux aussi et c'est cette situation qui les rend apathiques. « Ils ne pouvaient venir protester contre la maladie. Ce n'est pas comme protester contre Ariel Sharon ! » dit-il.

Si Arafat meurt ou reste à l'écart pour une longue période, un branle-bas est à prévoir au sein de l'establishment palestinien. L'ancien premier ministre, Mahmoud Abbas, secrétaire général de l'Organisation pour la libération de la Palestine, est pressenti pour succéder à Arafat, une passation des pouvoir qui nécessiterait toutefois un changement à la loi, lequel ne se fera pas sans heurt.

Des rencontres au plus haut niveau doivent avoir lieu au cours du week-end pour déterminer la marche à suivre, mais le mouvement Hamas, fortement réprimé par Israël au cours de la dernière année, a d'ores et déjà lancé un appel à la création d'un leadership unifié, prélude à la tenue d'élections générales.

Avec *Ha'aretz* et Associated Press.

La gauche au seuil du pouvoir en Uruguay

MARIE-PIERRE PAQUIN-BOUTIN
COLLABORATION SPÉCIALE

MONTEVIDEO, Uruguay — Après les victoires de Lula au Brésil, de Kirchner en Argentine et de Lagos au Chili, voilà que les Uruguayens s'apprêtent à leur tour à porter la gauche au pouvoir aux élections de demain, pour ainsi compléter le portrait de la grande famille social-démocrate du Cône Sud.

La victoire de l'Encuentro Progresista — Frente Amplio — Nueva Mayoria, qui regroupe une vingtaine de partis de gauche allant des socialistes aux anciens guérilleros tupamaros, créerait un précédent historique. Elle briserait l'alternance des partis traditionnels, Nacional et Colorado, qui s'échangent le pouvoir depuis la fondation du pays il y a plus d'un siècle et demi.

Dirigé par le charismatique Tabaré Vazquez, le Frente Amplio est donné gagnant au premier tour de scrutin dans presque tous les sondages publiés depuis le début de l'année. Après deux tentatives infructueuses, Vazquez et son parti semblent avoir apprivoisé la majorité des électeurs avec un discours plus modéré.

Aucune rupture à l'horizon donc, alors que le leader du Frente s'est déjà engagé à poursuivre le dialogue avec le Fonds monétaire international, à « rationaliser » l'État et à éviter les heurts avec les militaires. Ces derniers ont été impliqués dans la répression sous la dictature au cours des années 80 et sont toujours protégés par une loi d'impunité.

« Bien sûr qu'il n'y aura pas de changements radicaux, que ce sera un long processus, mais il n'y a aucun doute que le Frente Amplio améliorera la situation des plus démunis en prenant un réel virage social », affirme Raquel, une retraitée francophile, sympathisante du mouvement depuis les années 70.

Favoriser les échanges

Selon le coordonnateur du programme de politiques et de relations internationales de l'Université de la République, Lincoln Bizzozero, on peut s'attendre à un « changement de ton important » dans les relations régionales. En effet, le FA a comme priorité de participer à la relance du Mercosur (Marché commun du Cône Sud) afin de consolider son alliance avec le géant brésilien et le cousin argentin.

Plus petit pays de cet ensemble, l'Uruguay souhaite, comme ses deux voisins, créer un nouveau rapport de force dans les échanges avec Washington lors d'éventuelles négociations en vue de la création de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA).

La gauche uruguayenne partage la réticence de l'Argentine et du Brésil à ce sujet. En se joignant à eux, elle priverait les États-Unis d'un de ses rares alliés au sud du continent.

Médecin oncologue de 64 ans et fou de football, Tabaré Vazquez peut compter sur un fort appui populaire depuis son passage à la mairie de Montevideo. Son accession à la tête de l'opposition officielle, en 1999, et le ton plus modéré qu'il a adopté depuis ont renforcé son image de politicien responsable.

Selon le professeur Bizzozero, la campagne électorale a été « largement dominée par la gauche » et polarisée entre le Frente Amplio d'un côté et tous les autres partis de l'autre. Le FA a placé au coeur du débat la corruption des gouvernements antérieurs, la situation économique désastreuse du pays et la pauvreté.

« J'en ai des frissons, nous ne pouvons pas perdre cette fois-ci », a lancé Monica, une militante du Frente qui participait à l'immense défilé organisé par le parti samedi dernier dans les rues de Montevideo. Les larmes aux yeux en racontant son exil à l'époque de la dictature, elle a ensuite repris le cri de la foule : « Allez Tabaré, il y est déjà, nous y sommes déjà ! »

La droite a dénoncé en fin de course la présence des anciens guérilleros tupamaros au sein du Frente Amplio, mais le coup n'a pas porté. Ces derniers, maintenant ralliés à la démocratie, n'effraient plus personne et leur principal porte-parole, le sénateur José « Pepe » Mujica, est l'un des candidats les plus adulés par l'électorat.

Figure emblématique de la gauche, Mujica soulève la ferveur populaire lorsqu'il harangue la foule avec son verbe dru et son vocabulaire familier. Véritable caricature de l'Uruguayen typique, l'homme persiste à cultiver son lopin de terre et refuse d'entrer au Sénat en complet-cravate comme le veut la tradition.

Fort de l'appui des présidents brésilien et argentin, le FA compte également sur le vote des 300 000 Uruguayens en exil en Argentine. Leur participation pourrait faire la différence.

Nombre de ces exilés ont quitté le pays à la suite de la faillite du système bancaire en 2002 alors que la tourmente financière argentine plongeait l'Uruguay dans la pire crise économique de son histoire. La dette extérieure a explosé de 169 %, de nombreuses banques ont fermé leurs portes et le taux de chômage a grimpé en flèche pour atteindre jusqu'à 50 % dans certains quartiers de la capitale.

Encore aujourd'hui des milliers d'Uruguayens quittent le pays chaque année. Peu importe sa couleur politique, le prochain gouvernement aura fort à faire pour relancer l'économie et peut-être arrêter cette saignée démographique.

L'URUGUAY EN BREF

Population : 3 399 000 millions d'habitants
Capitale : Montevideo
Superficie : 170 000 km²
Densité : 19 hab / km²
Taux de chômage officiel : 16 %
PIB par habitant : 4661 $
Croissance annuelle : – 0,2 %
Population urbaine : 90 %
Espérance de vie : 75 ans

QUE PENSENT LES AMÉRICAINS ?
LE VERDICT
UN GRAND DOSSIER
MERCREDI DANS
LA PRESSE
3268270A

LE TOUR DU GLOBE

IRAK

Corps retrouvé

Le sort de Shosei Koda, un routard japonais de 24 ans enlevé cette semaine en Irak, demeurait incertain hier soir après qu'un corps lui ressemblant eut été retrouvé au nord de Bagdad. Le vice-ministre japonais des Affaires étrangères, Shuzen Tanigawa, a indiqué que le cadavre retrouvé avait été envoyé au Qatar, à l'ambassade du Japon, pour identification. Par ailleurs, un nouveau raid américain a été mené hier contre une cache d'armes présumée à Fallouja. Des négociateurs irakiens s'apprêtaient à lancer une médiation de la dernière chance pour éviter une offensive majeure contre ce bastion sunnite rebelle. d'après AFP

IRAN

Concessions en perspective

Les pays de l'Union européenne envisagent quelques concessions supplémentaires aux Iraniens, au cours d'une nouvelle réunion à Paris vendredi prochain, pour les convaincre d'abandonner l'enrichissement d'uranium en échange d'une coopération nucléaire civile, a-t-on appris hier de source diplomatique. Les Américains sont réservés quant à des concessions importantes à l'Iran mais se montrent discrets en public, a précisé un diplomate. Au cours de cette réunion, qui fait suite à deux autres rencontres n'ayant pas abouti les 21 et 27 octobre à Vienne, les Allemands, Britanniques et Français veulent tenter d'empêcher d'éventuelles sanctions des Nations unies au cas où l'Iran maintient son refus d'arrêter l'enrichissement. d'après AFP

UKRAINE

Craintes de fraude

Le candidat d'opposition à la présidentielle de demain en Ukraine, Viktor Iouchtchenko, a assuré hier que son équipe électorale allait dépêcher près de 200 000 observateurs dans tous les bureaux de vote du pays afin de prévenir toute fraude. « Il existe une grande menace que cette élection ne soit ni libre ni démocratique », a déclaré M. Iouchtchenko, chef de la coalition libérale Notre Ukraine, lors d'une conférence de presse. Les États-Unis et l'Union européenne ont dénoncé à l'unisson le déroulement de la campagne électorale, émaillée d'incidents et, notamment les pressions exercées sur les médias. d'après AFP

COLOMBIE

Regain d'espoir

La décision du président colombien Alvaro Uribe d'accepter de négocier un accord d'échange avec la principale guérilla suscite un réel espoir d'aboutir à la libération des otages aux mains des guérilleros, parmi lesquels la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt. Le président colombien a indiqué jeudi soir avoir demandé au gouvernement suisse de remettre aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) une proposition concrète, dont le premier pas serait la libération unilatérale de 15 guérilleros emprisonnés pour délit de rébellion et non des crimes de sang. Elle est destinée à sortir du blocage, qui dure depuis plus de deux ans, et à aboutir à terme à l'échange au total de 50 guérilleros contre 59 otages, dont Mme Bétancourt. d'après AFP

NATIONS UNIES

Annan échaudé

Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, était aux prises cette semaine avec un nouveau scandale, avec la révélation qu'il a exonéré un haut responsable de l'organisation de l'accusation de harcèlement sexuel alors que ses propres enquêteurs avaient conclu en sens inverse. M. Annan a écarté en juillet dernier les conclusions des enquêteurs de l'ONU selon lesquelles le Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Ruud Lubbers, s'était bien rendu coupable de harcèlement sexuel comme l'en accusait une de ses employées, exonérant ainsi l'ancien premier ministre néerlandais. « Le secrétaire général a le droit d'accepter ou de rejeter de telles recommandations », a déclaré son porte-parole, Fred Eckhard, lors d'un point de presse tendu au siège de l'ONU à New York. d'après AFP

L'UE lance le processus de ratification de sa Constitution

AGENCE FRANCE-PRESSE

ROME – Les dirigeants des 25 pays membres de l'Union européenne ont signé hier à Rome la Constitution de l'Europe élargie et lancé officiellement le difficile processus de ratification dans leurs pays.

Parallèlement, ils ont engagé leurs premières consultations sur la crise autour de la recomposition de la future Commission européenne du Portugais José Manuel Durao Barroso, invité à régler rapidement cette affaire.

La cérémonie s'est déroulée au Capitole, l'hôtel de ville de Rome, sous l'oeil noir du pape Innocent X, dont la monumentale statue en bronze garde la salle des Horaces et des Curiaces où, il y a 47 ans, avait été signé l'acte fondateur de l'Europe.

Le premier ministre belge, Guy Verhofstadt, et son ministre des Affaires étrangères, Karel de Gucht, ont été les premiers à apposer leurs paraphes sur la Constitution, qui scelle la réunification de la grande Europe.

Leurs homologues ont suivi, dans l'ordre alphabétique de la langue de leurs pays, le Britannique Tony Blair fermant la marche avec le secrétaire au Foreign office, Jack Straw.

M. Blair est ensuite aussitôt reparti pour Londres sans participer au déjeuner offert par le président italien, Carlo Azeglio Ciampi. « Il était fatigué », a expliqué son homologue irlandais, Bertie Ahern. M. Blair a été soigné pour des problèmes d'arythmie cardiaque.

Le Vatican, situé à quelques kilomètres, a une nouvelle fois manifesté son mécontentement sur l'absence de références aux racines chrétiennes de l'Europe dans le traité constitutionnel.

Mais ce mécontentement n'a pas suffi à gâcher la cérémonie. « C'est aujourd'hui que débute le processus de ratification du Traité constitutionnel par les États membres », a souligné le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, dans son allocution, avant de jouer le maître de cérémonie.

L'Italie va ratifier la Constitution par voie parlementaire et compte boucler le processus pour Noël afin d'être le premier État membre à l'approuver.

Mais une douzaine d'États membres ont prévu de consulter leurs citoyens par voie de référendum ou envisagent de le faire, et dans certains pays comme la France et le Royaume Uni, l'issue du scrutin est aujourd'hui très incertaine.

« Notre tâche n'est pas encore accomplie. Il s'agit maintenant de ratifier rapidement le Traité constitutionnel », a rappelé le président Ciampi.

« Les ratifications ne peuvent être données pour acquises », a pour sa part averti le président sortant de la Commission européenne Romano Prodi.

M. Prodi a accepté avec une certaine satisfaction de rester en fonction le temps de permettre à son successeur de régler les problèmes posés par certains membres de son équipe, notamment l'Italien Rocco Buttiglione, pressenti pour le portefeuille Justice, Liberté, Sécurité.

Récusé par les eurodéputés pour des propos jugés machistes et homophobes, ce dernier était présent à la cérémonie en tant que ministre des Affaires européennes sortant du gouvernement de Silvio Berlusconi.

Mais son sort semble scellé. Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a implicitement réclamé son remplacement hier matin et M. Ahern a abondé en ce sens en déclarant qu'une « simple modification des portefeuilles ne permettra pas de résoudre cette crise ».

Les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur appui à M. Barroso pour qu'il forme une commission capable de rallier le plus grand soutien.

Et le président français Jacques Chirac l'a invité à prendre les « décisions appropriées », tout en souhaitant que « chacun prenne ses responsabilités ».

Européens et Latinos : dialogue souhaité

AGENCE FRANCE-PRESSE

BIARRITZ – En l'absence de projet moteur, les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine ont paru se chercher un nouveau souffle au cours des cinquièmes rencontres Europe-Amérique latine qui se sont ouvertes jeudi à Biarritz (sud-ouest) et se terminaient hier soir.

Les deux régions ont besoin « d'ouvrir un nouveau dialogue » a souligné le ministre français de l'Économie et des Finances Nicolas Sarkozy qui s'exprimait en clôture des débats.

Ce forum informel de discussions et de rencontres entre dirigeants politiques et décideurs économiques d'Europe et d'Amérique latine a permis de souligner la tiédeur des relations actuelles entre les deux blocs géographiques.

Le hasard du calendrier a voulu que ces rencontres se tiennent une semaine après des négociations avortées entre l'UE et le Mercosur pour la mise en place d'une association de libre-échange.

Je profite d'appels locaux illimités au Canada.

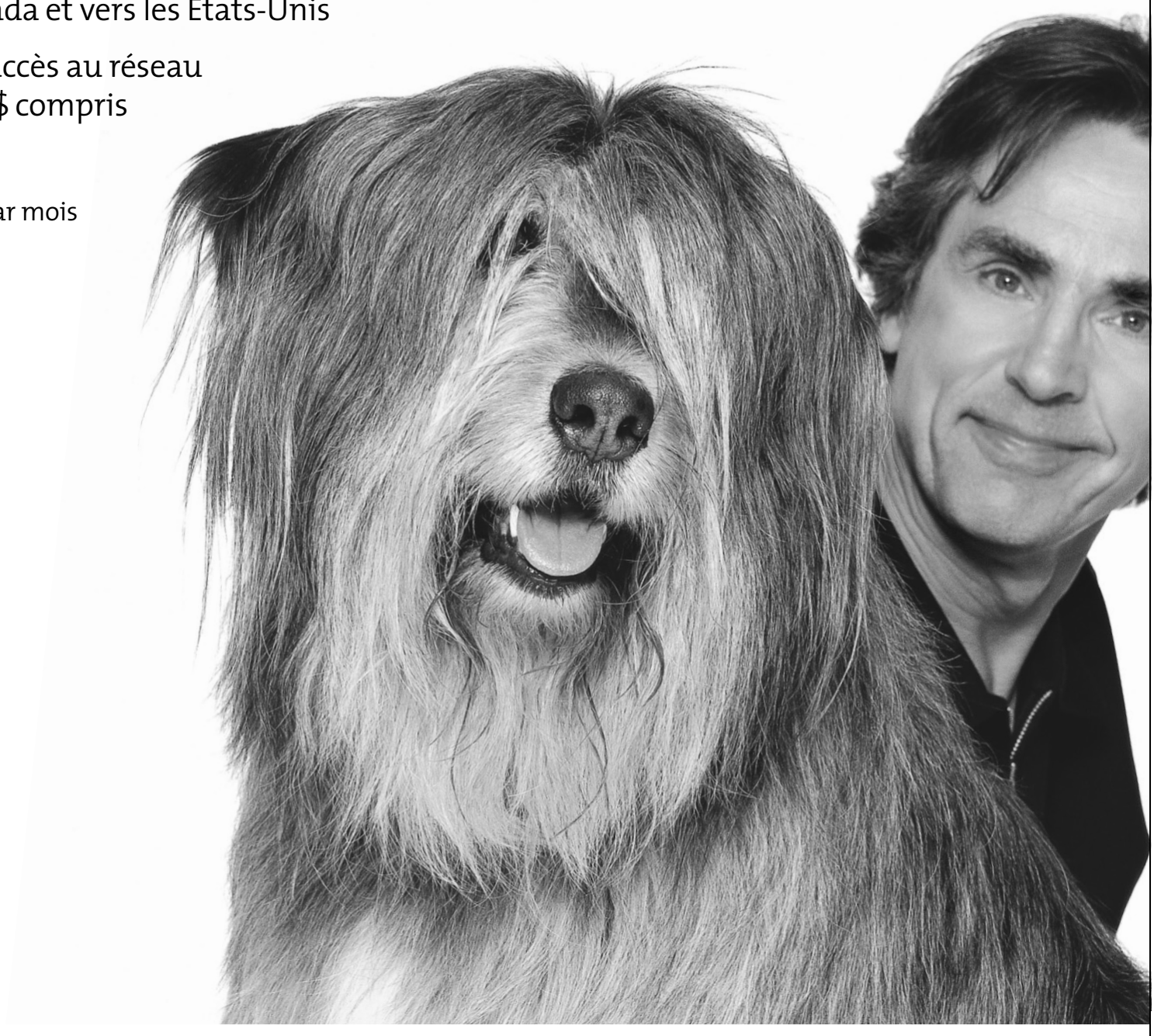
fido

> Appels locaux illimités partout au Canada dans la zone de couverture numérique de Fido

> 850 minutes d'appels interurbains au Canada et vers les États-Unis

> Frais d'accès au réseau de 6,95 $ compris

70 $ par mois



Achetez sur **fido.ca** ou en composant le **1 888 481-FIDO.** Mettez nos prix à l'épreuve en visitant **duelfido.ca**

Des frais de gestion de 50 $ s'appliquent à l'activation. Les appels illimités comprennent les appels locaux et entrants mais excluent les appels faits par le Renvoi d'appel et la Messagerie Fax . Des frais d'interurbain peuvent s'appliquer aux appels sortants. Des frais de 25 ¢ par mois pour le service d'urgence 911 s'appliquent. Sujet à la politique d'utilisation équitable de Fido. Détails en magasin. Fido est une marque déposée de Microcell Solutions Inc.

fido LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton
- Galeries des Sources
- Galeries Rive Nord
- Place Vertu

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE · FOXCOM · Fidel Communications · B MOBILE · NCC SANS FIL · KIOSQUE Place Longueuil · FUTURE SHOP · BRAULT & MARTINEAU · Positive ÉLECTRONIQUE · TelePlus · ZONE MOBILE

3261038A

3261289

MONDE

La Douma approuve une loi renforçant l'emprise du Kremlin sur les régions

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU – Les députés russes ont approuvé hier par une large majorité le premier volet des réformes proposées par Vladimir Poutine pour renforcer l'État alors que l'opposition dénonçait une évolution « antidémocratique » du régime.

Un projet de loi voté en première lecture par la Douma, chambre basse du Parlement russe, supprime l'élection au suffrage direct des gouverneurs de région pour la remplacer par un vote de l'assemblée locale sur un ou plusieurs candidats proposés par le Kremlin.

Au cas où l'assemblée locale les refuserait par deux fois, le président pourrait la dissoudre, selon le même projet violemment critiqué par les opposants libéraux et communistes qui estiment qu'il est « contraire à la Constitution » et viole les droits des électeurs.

Trois cent soixante-cinq députés, dont la quasi-totalité du parti pro-Kremlin Russie Unie, majoritaire à la Douma, et la majorité des nationalistes de gauche de La Patrie ont soutenu la réforme, alors que 64 autres, dont les 48 députés communistes présents à la session, ont voté contre.

« L'objectif du président est de passer d'une fédération infirme et déchirée à une Russie unie et indivisible », a déclaré avant le vote Dmitri Rogozine, le leader de La Patrie.

« Ces mesures vont conduire à une concentration du pouvoir aux mains d'une seule personne. Ce n'est pas un renforcement de l'État, mais un renforcement du pouvoir au nom du pouvoir », a affirmé de son côté le député communiste Ivan Melnikov, numéro 2 du PC.

L'initiative a été lancée par le président Vladimir Poutine après la prise d'otages de Beslan en septembre, au nom du renforcement de l'État face au terrorisme. Critiquée par les élites proches de l'opposition, elle n'a pas suscité de protestations populaires massives.

Ainsi, une manifestation contre le projet du Kremlin qui a réuni pour la première fois la gauche communiste et nationaliste aux libéraux sous le slogan d'une « Russie sans Poutine » n'a rassemblé que quelque 200 personnes à Moscou.

« On nous a déjà privés de la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice, et maintenant on nous prive de la possibilité de choisir les responsables des régions et des grandes villes », a déclaré à la tribune le leader du Parti libéral, Iabloko Grigori Iavlinski.

À quelques exceptions près, les chefs des régions se sont abstenus de critiquer le projet, espérant probablement garder leur poste.

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

LE LUXE ABORDABLE

IS 300 2004
378$/m*
ÉDITION SPINELLI 5-vitesse manuelle
0$ dépôt de sécurité

ES 330 2005
578$/m*
ÉDITION SPÉCIAL
0$ comptant disponible

RX 330 2005
495$/m*

GX 470 2004
768$/m*
0$ dépôt de sécurité

LX 470 2004
1245$/m*
0$ dépôt de sécurité

1er pour l'Est du CANADA

LEXUS Prix D'EXCELLENCE 2003

*Location 48 mois. Acompte ou échange équivalent de 7320$/IS300, 8995$/RX330, 7975$/GX470, 8995$/LX470. Limite de 96,000 km, 0,15$/km excédentaire. Transport, préparation, taxes, frais d'enregistrement et assurance en sus. Photos à titre de référence seulement.

SPINELLI
LEXUS Lachine
3266466A 3266484
561, boul. Saint-Joseph Lachine
514 634-7171 1 800 352-6111
SPINELLIauto.com

FORUM

Bush-Kerry : nous sommes inquiets

ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Jamais nous n'aurons suivi une campagne présidentielle américaine avec autant d'attention. Cet intérêt s'explique largement par le fait que nous avons l'impression que le résultat de ce scrutin aura une influence importante sur nos vies, plus peut-être que la campagne électorale fédérale que nous venons de traverser.

Ces élections américaines nous affectent de deux façons. En tant que citoyens du monde préoccupés par la situation internationale. En tant que voisins des États-Unis qui savent que notre relation symbiotique avec nos voisins nous rend plus vulnérables à tout ce qui affecte leur vie sociale, culturelle et économique.

Disons-le franchement, nous suivons de près cette campagne parce que nous sommes inquiets, que nous craignons une victoire de George W. Bush, et que nous avons l'impression d'être des spectateurs impuissants d'un processus qui nous affectera et sur lequel nous n'avons aucun contrôle. Une élection qui nous affecte et à laquelle nous ne pouvons pas voter.

George Bush est impopulaire au Canada et encore plus au Québec, comme le montrait le grand sondage multinational initié par *La Presse*. D'abord, à cause de la guerre qu'il a déclenchée en Irak sans la caution de l'ONU et à laquelle nous nous opposons. Mais aussi parce que son style politique et ses valeurs nous sont étrangères : le simplisme institutionnalisé qui a mené à justifier la guerre en Irak par la lutte au terrorisme, au mépris des faits et de l'intelligence, la logique de l'action au détriment de la réflexion, le poids croissant de la religion, et surtout du fondamentalisme évangélique dans la campagne républicaine, et le retour à l'isolationnisme.

Ce sentiment anti-Bush risque fort d'alimenter un anti-américanisme qui a toujours eu droit de cité, notamment parce que cette présidence, surtout en campagne électorale, a mis en relief les courants de pensée les plus excessifs de la société américaine et ses traits culturels les plus caricaturaux, justement ceux dont s'est toujours nourri le sentiment anti-américain.

Et a aussi amené bien des gens à ne plus faire les nuances qui s'imposent lorsqu'on regarde ce qui se passe au sud de notre frontière. D'oublier la grande diversité de cette société, où coexistent le conservatisme rétrograde et la modernité, le fondamentalisme et la créativité urbaine. D'oublier qu'on ne peut réduire les États-Unis à la vision de Georges W. Bush, puisque ce pays, plus divisé et déchiré que jamais, est coupé en deux entre les partisans du président républicain et ceux du sénateur démocrate John Kerry. D'oublier aussi de tenir compte de facteurs qui radicalisent le discours politique aux États-Unis, comme le traumatisme profond du 11 septembre, la guerre en Irak qui rend difficile un débat serein, la dureté de cette campagne présidentielle qui favorise l'expression des courants plus extrémistes.

////////////////////////////

Ces nuances étant faites, il n'en reste pas moins que le conservatisme américain, si étranger aux cultures québécoise et canadienne, a connu un regain depuis la présidence de Ronald Reagan, et encore plus sous la houlette du président Bush. Ces valeurs conservatrices ont un poids croissant et imposent leur rythme et leurs thèmes à la campagne électorale. Et ce conservatisme élargit le fossé qui sépare les États-Unis du Canada.

Le drame du 11 septembre, en débouchant sur l'invasion de l'Irak, a éloigné les Canadiens des Américains au lieu de consolider la solidarité entre les deux peuples. Ce fossé ne pourra que s'élargir si M. Bush l'emporte mardi prochain. Et c'est la préservation de la qualité des rapports entre les Canadiens et les Américains, qui est sans doute l'enjeu le plus important des élections présidentielles pour le Canada.

Plus que la situation internationale et la crise irakienne, puisqu'il n'est pas clair que John Kerry pourrait mettre en oeuvre une politique étrangère radicalement différente de celle de son prédécesseur. Plus aussi que les relations économiques et commerciales entre les deux pays, notamment les menaces protectionnistes, qui dépendent bien plus de la composition du Sénat et de la Chambre des représentants que de l'occupant de Maison-Blanche.

La qualité de la relation, ainsi qu'une certaine convergence des valeurs, sont en effet essentielles pour que les liens entre nos deux pays, interdépendants et profondément intégrés, puissent s'organiser de façon harmonieuse, tant pour la gestion des frontières et la sécurité commune, que pour les échanges économiques, les déplacements des personnes, la circulation des idées.

Le succès des relations entre le Canada et les États-Unis, qui se font sans institutions politiques communes, repose largement sur des notions indéfinissables comme l'amitié, la confiance, la complicité, la fraternité, les atomes crochus, la communauté d'intérêts. Et c'est ce qui est menacé par une dynamique politique qui divise les Américains entre eux, les coupent du reste du monde, et nourrissent ici la méfiance.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

Mythes et images

Quelles ont été les principales idées fausses répandues durant la campagne électorale américaine?

GIL TROY

L'auteur est professeur d'histoire américaine à l'Université McGill.

Tandis que s'achève la campagne pour choisir l'éventuel « Leader du Monde Libre », la fabrication de mythes bat son plein parallèlement à la fabrication d'images. Même lorsque la sagesse conventionnelle tombe dans l'erreur, elle influence tout de même cette élection. Au cours des derniers mois, les principales idées fausses répandues à gauche, à droite et au centre ont été les suivantes :

> C'est la campagne la plus sale qu'on ait jamais vue. En fait, la plupart des campagnes tournent à la méchanceté et il existe dans la politique américaine une grande tradition de calomnie.

Les astucieuses publicités des « Anciens combattants pour la paix » présentant John Kerry comme un poseur, un lâche et un traître ne sont rien en comparaison des feuillets en forme de cercueils qui avaient circulé lors de l'élection de 1828. Ces tracts accusaient Andrew Jackson d'avoir assassiné des soldats sous son commandement qui avaient déserté.

En ce qui concerne les attaques sur George Bush, le candidat en 1884, Grover Cleveland, n'avait même pas servi dans la Garde nationale au cours de la Guerre civile. Les critiques se moquaient de Cleveland parce qu'il avait versé 500 $ à un immigrant polonais pour qu'il serve à sa place. Mais son adversaire avait fait de même...

> Les Noirs américains ont été privés de leurs droits électoraux en masse en l'an 2000. Répondez vite : si à peine la moitié de l'électorat américain s'est donné la peine de voter la dernière fois, quel pourcentage de Noirs américains admissibles ont voté ? Américains et Canadiens, de droite et de gauche, ont gobé l'interprétation de Michael Moore-Jesse Jackson, et répondent invariablement 15 %, 20 %, 25 %. En fait, selon *The New York Times*, 57 % ont voté, un pourcentage plus élevé que chez les Blancs. Bien sûr, il doit y avoir une tolérance zéro envers l'intimidation électorale, mais il faudrait peut-être revoir nos stéréotypes étant donné que dans l'ensemble, les Noirs sont PLUS engagés politiquement que les Blancs.

> La campagne coûte trop cher. Vrai, le Center for Responsive Politics, un organisme non partisan, estime que la campagne 2004 coûtera près de 4 milliards, et la course présidentielle à elle seule coûtera 1,2 milliard. Cependant, dans un pays de 300 millions d'habitants, où Procter & Gamble consacre 2 milliards pour faire la publicité de ses détergents et où les Yankees versent 180 millions en salaires à ses joueurs de baseball, dépenser 4 $ en moyenne par Américain pour provoquer une discussion transcontinentale sur le choix d'un président semble raisonnable.

ÉLECTIONS ÉTATS-UNIS ★ 2004 ★

> Bush est trop stupide pour être président. Si l'on ignore la contradiction évidente selon laquelle ce sont les mêmes gens qui condamnent les campagnes vicieuses et qui traînent souvent leurs leaders dans la boue (une recherche « Bush » et « idiot » sur Google fournit 1 760 000 résultats), cette assertion est doublement trompeuse. D'abord, l'élection ne concerne pas le quotient intellectuel de Bush, c'est son idéologie qui est en jeu. En deuxième lieu, on a estimé que de grands présidents tels que Franklin D. Roosevelt avaient des tempéraments excellents, mais des esprits plus ordinaires, tandis que l'un des plus brillants présidents des derniers temps, Jimmy Carter, connut une présidence passablement désastreuse. Il se peut que la véritable question n'en soit pas une de puissance mentale, mais plutôt d'intelligence émotionnelle ou de l'art de composer avec les gens.

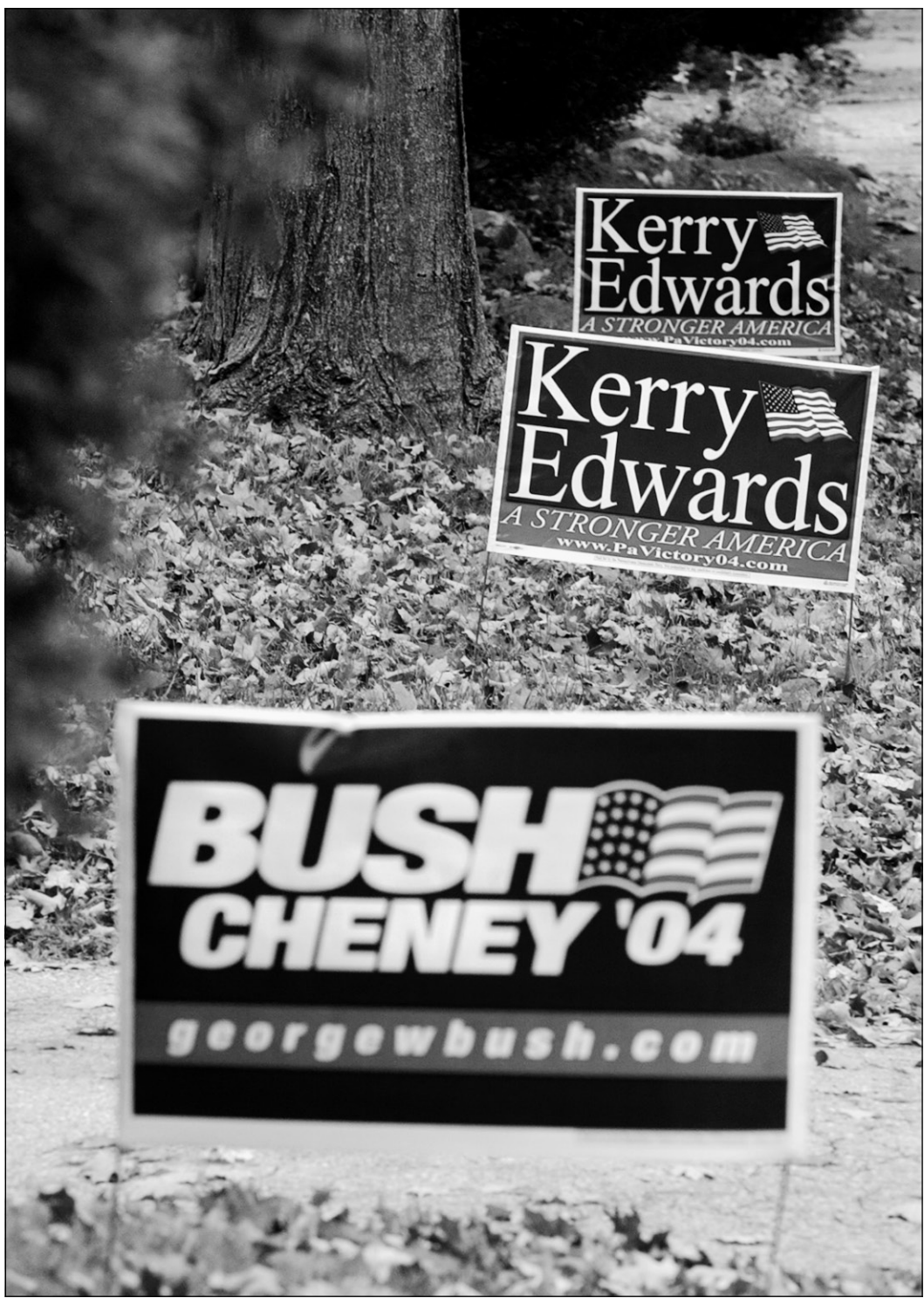


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Bush ou Kerry ? La réponse mardi soir, peut-être...

> Kerry est trop porté sur le verbiage pour gagner. Deux mots : Bill Clinton. Les acrobaties verbales de Clinton dépassent de loin les histoires de votes de Kerry pour et contre une autorisation de 87 milliards. En 1992, l'homme qui était président des États-Unis nous enseignait que « tout dépend de votre définition du mot », et proclamait fréquemment : « Nous pouvons être en faveur de la croissance et de l'environnement, en faveur des patrons et des syndicats, en faveur de la famille et du libre choix. » Dan Quayle, candidat républicain à la vice-présidence, disait d'un tel verbiage que c'était « faire un Clinton ». Toutefois, de nombreux Américains se contentaient de branler la tête, de hausser les épaules, et ils ont dit oui à Clinton deux fois. Apparemment, le verbiage ne dérange pas trop les Américains.

> La presse a un parti pris. Les conservateurs sont convaincus que l'élite libérale dans les médias n'a que du mépris pour eux ; les libéraux se plaignent de ce que les entreprises médiatiques ne servent que le statu quo par leurs appuis. L'ombudsman du *New York Times*, après avoir certifié que la couverture du journal n'était pas teintée de parti pris, a laissé sa place dans les colonnes du quotidien à deux critiques, un de gauche, l'autre de droite, qui ont tous deux blâmé le *Times* pour sa couverture tendancieuse. À la vérité, la presse est partiale, mais non pas envers un parti ou l'autre nécessairement. Le parti pris des médias porte sur l'action, les conflits, la simplification outrancière et la polarisation, la stupide réduction de questions complexes à une polarisation « il a dit, elle a rétorqué », et un parti pris pour la vente de journaux ou d'espace publicitaire.

////////////////////////////

On raconte que le leader allemand Otto von Bismarck aurait dit un jour : « Dieu protège les enfants, les fous et les États-Unis d'Amérique. » Grâce à une presse hyperactive, à des partisans agressifs à l'excès, à des observateurs hystériques, et à un monde plein de périls, nous aurons peut-être encore besoin de cette prière cette année. Mais, comme le donne à penser cette entreprise de destruction de mythes, il se peut que la sagesse conventionnelle fasse fausse route et que les États-Unis soient plus mûrs, plus stables, plus concentrés et plus libres que ce que suggèrent les stéréotypes. Tout comme dans le cas de son leader actuel, il ne faut peut-être pas faire l'erreur de sous-estimer le pays.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Quelle surprise !

À quelques jours du vote, on parle de fraude électorale possible en Floride. Là on est surpris ! Rien n'a été fait (ou presque !) depuis les dernières élections pour corriger la situation. Or, le gouverneur de la Floride est le frère de Georges Bush... Que dire de plus ? Ce n'est pas à moins d'une semaine du scrutin que les Américains de la Floride auraient dû se réveiller et passer à l'action ! Est-ce qu'ils étaient à ce point naïfs de penser que l'administration Bush allait concentrer toute son énergie à corriger une situation favorable pour elle ? Elle était beaucoup trop occupée à faire la guerre afin de régler un problème inexistant... mais excellent quand on veut contrôler un peuple entier par la peur afin de vaquer à des priorités personnelles !

Marie-Josée Martel

Quel monde désespérant !

Cent mille « morts en excès » « sic » en Irak depuis l'an dernier, lit-on dans *La Presse* d'hier. Pourquoi ? Parce que nous avons échoué. Échoué à empêcher d'obstinés irraisonnables d'engendrer pareil désastre humain. Ou inhumain ? Et il se pourrait qu'on n'ait pas fini d'échouer. Car non seulement, cette année encore, ne parvenons-nous pas davantage à faire « réfléchir » les Américains eu égard au vote de mardi prochain, mais nous ne parvenons même pas à leur faire simplement savoir que le « monde » désapprouve la réélection de George W. Bush ! Mais quel monde ! Quel monde désespérant !

Denis Beaulé
Montréal

Tout un hasard !

Une vidéo parle tout à coup d'une menace terroriste sur les États-Unis. Curieusement, personne ne s'y attendait, juste avant les élections...voilà que Al-Qaeda se manifeste ! Peut-être pour assurer la réélection de M. George W. Bush, l'ennemi du terrorisme, le brave guerrier, l'homme que Dieu a choisi pour sauver les pauvres Américains. Alors donc, mardi prochain, Bush sera réélu et le monde sera encore plus en guerre.

Guy Gingras

FORUM

On retient son souffle

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Un ami parisien vient de parier cent euros sur la victoire de John Kerry.

Erreur, lui dis-je. Tu aurais plutôt dû parier sur une victoire de Bush. Tu jouerais alors à qui perd gagne. Si Bush est élu, tu seras atrocement déçu mais tu auras cent euros comme prix de consolation. Si Kerry est élu, tu auras perdu cent euros mais tu auras gagné tes élections !

Morale : ne jamais parier sur le résultat que l'on souhaite.

////////////////////////

Pour l'instant en tout cas, bien malin serait celui qui se hasarderait à prédire l'issue du scrutin de mardi.

La partie est si serrée que n'importe quoi risque de faire pencher la balance. Aussi frémit-on chaque fois qu'une gaffe se produit du côté démocrate.

Ainsi, je me suis demandé combien de votes Theresa Heinz-Kerry a fait perdre à son camp en déclarant, avec la morgue qui la caractérise, qu'elle ne croyait pas que Laura Bush avait jamais eu un « vrai job ». Or, Mme Bush a été bibliothécaire et enseignante du primaire pendant sept ans, ce qui vaut bien la « real job » de Mme Heinz-Kerry, qui gère une fortune qu'elle n'a pas gagnée elle-même.

En tout cas, on voit d'ici la réaction des bibliothécaires et des enseignants, sans compter celle des mères au foyer qui n'aiment pas se faire dire qu'élever des enfants n'est pas un « vrai emploi ».

Autre gaffe, celle-là du quotidien londonien *The Guardian*, qui invitait récemment ses lecteurs à écrire à des électeurs de l'Ohio pour leur dire de quel côté voter — et comme le *Guardian* est un journal de gauche, on peut deviner la nature du conseil. Le journal fournissait aux lecteurs intéressés le nom et l'adresse d'un électeur du comté de Clark.

Cette initiative stupide a eu, mais en pire, le même effet que le « love-in » du Canada anglais à la veille du référendum de 1995. Outrés, les récipiendaires ont envoyé paître les donneurs de leçons en ne mâchant pas leurs mots. Combien d'électeurs indécis cette intrusion déplacée a-t-elle poussés dans le camp républicain ?

Il est vrai que ce qui se passe aux États-Unis, à cause du rôle international qu'ils se sont eux-mêmes octroyés, intéresse désormais toute la planète. Ce n'est pas pour rien que le monde entier a les yeux rivés sur la campagne présidentielle depuis des mois. Mais c'est encore et toujours à ses propres citoyens de décider de l'évolution de leur pays.

////////////////////////

D'ailleurs, même si tout le monde est obsédé par le gâchis irakien, c'est au niveau des politiques intérieures des États-Unis que l'élection de mardi aura l'impact le plus déterminant.

En matière de politique étrangère, les deux candidats disent substantiellement la même chose. Qu'il s'agisse de l'Irak, du contentieux israélo-palestinien ou de la lutte au terrorisme, John Kerry va poursuivre les mêmes politiques que l'administration Bush, mais « en mieux », promet-il, avec plus d'habileté et de réflexion. Comme engagement, c'est plutôt vague.

Sur le plan international, sa victoire n'aurait qu'un effet psychologique — ce qui est déjà beaucoup. Cela détendrait l'atmosphère, améliorerait les rapports entre les États-Unis

Il est vrai que ce qui se passe aux États-Unis intéresse désormais toute la planète.

et l'Europe. Kerry est cosmopolite, il parle un excellent français, il est plus cultivé, plus diplomate que Bush — un homme qui n'avait jamais eu de passeport jusqu'à ce qu'il accède à la présidence ! (Il connaissait le Mexique, mais les Nord-Américains n'ont pas besoin de passeport pour y entrer). Avec Kerry à la barre de la superpuissance, l'anti-américanisme, qui a atteint des proportions endémiques, diminuerait de plusieurs crans.

Il reste que les enjeux les plus tranchés et les plus concrets sont d'ordre domestique. Le bilan économique de l'administration Bush n'a rien de reluisant. La création d'emploi et le revenu des familles ont baissé, le prix du pétrole a flambé et le déficit budgétaire a atteint un niveau record. Il y a toujours vingt millions d'Américains privés de toute assurance-santé (les services d'urgence sont fournis, mais une maladie nécessitant des soins coûteux peut mener une famille à la ruine).

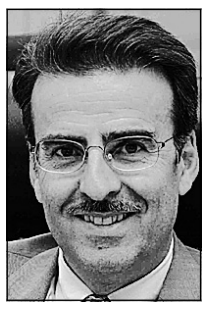
Bush entend demander à la Cour suprême d'interdire les mariages gais, et le droit à l'avortement pourrait être remis en question par une cour dominée par des conservateurs — ou, à l'inverse, une Cour libérale pourrait statuer contre la peine de mort. Or, en quatre ans, Bush aura la possibilité de faire basculer la Cour suprême dans le camp du conservatisme social — et pour longtemps, puisque les juges sont nommés à vie.

On prévoit deux démissions prochaines, et au moins trois juges ont récemment souffert d'un cancer. Cinq juges (sur neuf) ont plus de 68 ans... et celui qui, à 56 ans, est de beaucoup le plus jeune, est le juge conservateur Clarence Thomas !

Le sang et l'encre

Malgré d'énormes dégâts « collatéraux », Arafat a su porter la cause palestinienne sur une orbite internationale

ANTOINE BASBOUS



L'auteur est fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes. Son dernier ouvrage paru est « L'Arabie saoudite en guerre ». Ed. Perrin, collection Tempus, 2004.

Depuis plus de quarante cinq ans, Yasser Arafat a porté la cause palestinienne à bout de bras et fait couler beaucoup de sang et d'encre. Du Koweït, où l'idée de former une organisation de lutte palestinienne a germé, jusqu'à ses multiples étapes en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Tunisie... Arafat a engagé des conflits majeurs avec Israël et avec ses différents hôtes. En Jordanie, il a lancé ses troupes contre l'armée du roi Hussein, en ce Septembre Noir de 1970, provoquant des milliers de morts. La victoire du Roi a abouti à l'expulsion d'Arafat. Il se rend alors au Liban pour installer sa « capitale » à Beyrouth en faisant voler en éclats le seul pays pluraliste et démocratique du monde arabe et en suscitant un conflit confessionnel pour s'imposer. Il lancera au premier ministre (musulman) Saéb Salam « je vais faire de Beyrouth un nouveau Stalingrad ».

La guerre du Liban aura fait plus de cent cinquante mille morts et réduit en miettes un

Arafat est tellement sûr d'incarner à lui seul la Palestine que, même quand il est parti à Paris il a refusé de nommer un ou plusieurs intérimaires qui puissent gérer l'Autorité palestinienne en son absence.

État tolérant et pluriel, au grand bénéfice d'une Syrie aux aguets, qui avait vite entrepris de jouer les pyromanes pour pouvoir se déguiser en pompiers. L'invasion israélienne du Liban, en 1982, a contraint Arafat à l'exil en Tunisie. Son retour clandestin au Nord-Liban, en 1983, a provoqué une bataille féroce avec l'armée syrienne, qui a détruit partiellement Tripoli.

Le Raïs a voulu tellement incarner la cause palestinienne qu'il a jalousement confisqué tous les pouvoirs s'y rattachant. Il a su monopoliser les trois sources du pouvoir que sont la représentation internationale, l'argent et la sécurité. Il a été le principal détenteur de la signature sur les comptes de l'Autorité palestinienne, de l'OLP et du Fatah. Comme il a été le véritable chef des multiples services de sécurité et de renseignements. Car il a toujours vécu dans l'obsession du « complot », y compris des siens, et a organisé la rivalité entre les chefs de ses multiples polices secrètes. Cette arme s'est retournée contre son concepteur quand il s'est affaibli. Les services de sécurité palestiniens ont échangé tirs, menaces et embuscades, notamment à Gaza.

Aucun successeur

Arafat est tellement sûr d'incarner la Palestine à lui seul que, même quand il est parti à Paris pour lutter contre la mort, tôt hier matin, il a refusé de nommer un ou plusieurs intérimaires qui puissent gérer l'Autorité palestinienne en son absence ! Car l'homme ne se reconnaît aucun successeur digne de « sa » charge et ne veut pas donner à Israël l'opportunité de négocier avec quelque autre Palestinien que ce soit.

Le choix de la France pour ses ultimes soins — au lieu d'une capitale arabe — est lourd de signification : pendant ses années de réclusion forcée à Ramallah, Arafat a été abandonné par les chefs d'État arabes qui ont fini par ne plus l'appeler au téléphone. Seulement, ils avaient plaidé auprès de Washington pour ne pas laisser Ariel Sharon l'expulser ou le faire exécuter dans la Moukata'a. Autant pour s'épargner la colère de leur propre rue que pour protéger Arafat.

Le départ d'Arafat pour la France aura été organisé avec beaucoup de soin. Le transfert n'a pas été demandé par le Raïs, mais par un comité de médecins pan-arabes issus de quatre pays. Ce qui confère à ce transfert un caractère purement médical, même s'il est politiquement très chargé : il remet en selle — pour combien de temps ? — un président contesté à l'intérieur de son propre camp, abandonné par ses homologues arabes et qui avait fini par désespérer ses amis européens pour son incapacité à évoluer et à s'adapter à la perspective de l'édification d'un État. Washington et Tel-Aviv avaient définitivement boycotté Arafat et aucune personnalité israélienne ne voulait plus lui tendre la main.

Jusqu'au bout, Arafat aura su soigner son image auprès des siens en faisant rappeler que, malgré sa maladie, il avait respecté le jeûne du Ramadan et malgré son épuisement physique, il avait participé aux cinq prières quotidiennes réglementaires. Il veut laisser l'image d'un président pieux et d'un président attaché à la Palestine, qu'il n'aura quittée que sur un conseil concerté de médecins arabes.

Ce dirigeant mégalomane n'a jamais voulu envisager l'hypothèse de sa succession, encore moins la préparer. Le jour où celle-ci interviendrait, les institutions palestiniennes seront confiées, pendant deux mois, au président du Parlement, Rouhi Fattouh, pour assurer la transition. Deux générations, deux

PHOTO HUSSEIN HUSSEIN, REUTER©

Yasser Arafat lors de son départ, hier, de son quartier général de Ramallah pour Paris.

visions et presque deux cultures seront en compétition. Les septuagénaires revenus en Palestine avec Arafat, représentés par l'actuel premier ministre Ahmed Qouraï et par son prédécesseur Mahmoud Abbas, prolongeraient le règne d'Arafat. Une autre génération de quadras issus de l'intérieur, parlant l'hébreu, connaissant Israël de près, est représentée par l'ancien ministre de l'Intérieur, Mohammad Dahlan, l'homme fort de Gaza, et par Marwan Barghouthi, le chef du Fatah en Cisjordanie, aujourd'hui condamné à perpétuité et emprisonné en Israël. Ces deux derniers ont la légitimité des combattants de l'intérieur alors que leurs aînés ont celles du compagnonnage d'Arafat.

On peut redouter que l'après-Arafat soit caractérisé par un certain désordre jusqu'au jour où un chef sortira du lot, trouve sa légitimité et s'impose sur ses pairs. Ce jour-là, de nouvelles négociations pourraient reprendre avec Israël sur l'avenir de l'État palestinien. Le futur dirigeant de ce peuple, privé de souveraineté sur ses terres et qui a tant souffert, devrait être plus soutenu pour faire face à l'héritage.

Cette fin de règne ouvrira de nouvelles perspectives pour la paix. Les Palestiniens devraient bénéficier du soutien de la communauté internationale pour échapper aux conséquences d'un rapport des forces très inégal avec Israël. La paix ne se fera qu'au terme d'un processus de rétablissement de la confiance qui aboutira à la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Malgré d'énormes dégâts « collatéraux », Arafat aura su porter la cause palestinienne sur une orbite internationale. Son successeur devra la « domicilier » sur ses terres en Palestine. L'espoir ne sera pas enterré avec Arafat.

Une dette de 4 millions

Gaspésia : de petits entrepreneurs attendent toujours d'être payés

MARTIN LÉPINE

L'auteur est vice-président du Groupe industriel AMI, une entreprise de Saguenay qui emploie une centaine de personnes et qui est un entrepreneur général industriel, spécialisé dans l'installation d'équipements.

Nous sommes une entreprise qui a oeuvré dans le projet de relance de la Gaspésia. Nous voulons de toutes nos forces dénoncer les pratiques commerciales sans précédent utilisées par les actionnaires en place (le gouvernement du Québec, Tembec et le Fond de solidarité FTQ), afin d'éviter de respecter leur contrat avec les entrepreneurs au chantier Gaspésia. Dans notre cas précis, la somme due excède 4 millions.

Ces commanditaires ont, à titre d'initiateur, de promoteur, de prêteur et d'actionnaire du projet, forcé les entrepreneurs en place à oeuvrer sans compensation pendant plus de quatre mois en faisant fi du respect de leur propre engagement et en ne payant pas les factures progressives des entrepreneurs, pourtant approuvées sur le chantier.

D'octobre 2003 à janvier 2004, on a obligé les entrepreneurs, sous la menace de clauses contractuelles pénalisantes, à recruter d'avantage de travailleurs afin d'accélérer la progression du chantier. Pour ce faire, on a fourni même des copies de chèques par *fax* pour indiquer l'arrivée immédiate du paiement de factures échues. Même plus, les gestionnaires, en début d'année 2004, ont poussé l'odieux en rencontrant, sans le consentement des employeurs, nos délégués syndicaux de la construction pour les assurer du non-fondé de rumeurs en cours voulant que le chantier soit sur le point de cesser ses activités. Ce qui leur a permis de gagner du temps au détriment des entrepreneurs qui se devaient de continuer à respecter ces mêmes contrats à grands frais pour eux.

PHOTO LE QUOTIDIEN

Martin Lépine

Suspendre ou arrêter un projet en cours d'exécution en raison de dépassements de coûts n'est pas nouveau dans l'industrie, surtout lorsque ces mêmes coûts ont été estimés par le gouvernement. Les exemples ne manquent pas, comme nous le savons tous. Ce qui est nouveau dans l'exécution de mégaprojets tel la Gaspésia, c'est de décréter soudainement l'arrêt des travaux sans respecter les contrats avec les entreprises qui ont oeuvré à leur demande expresse jusqu'à la date d'arrêt des travaux ; tout cela en se réfugiant derrière la façade administrative d'une société en commandite.

Est-il besoin d'ajouter ici que, sans la notoriété des promoteurs en place, aucune entreprise sérieuse n'aurait accepté l'invitation à soumissionner sur ce projet. Peut-on expliquer autrement que presque toutes les entreprises spécialisées dans ces travaux très complexes (100 entreprises et plus) ont répondu positivement aux appels d'offres qui leur avaient été dirigés ?

Quel signal envoie-t-on aux futurs donneurs d'ouvrage désireux d'investir au Québec ? Que risquent les entrepreneurs du chantier du métro à Laval en raison des dépassements de coûts annoncés ? Pouvons-nous permettre de créer un tel précédent ? Comment juger à l'avenir de la responsabilité morale et de la crédibilité d'un donneur d'ouvrage si même notre gouvernement décide de se cacher derrière une coquille vide pour échapper à ses responsabilités contractuelles ?

La responsabilité du gouvernement et des autres actionnaires de la Gaspésia est de payer les entrepreneurs pour des travaux exécutés à leur demande pour des contrats dûment approuvés et facturés.

Nous n'exigeons rien d'autre que le paiement du travail fait, exigé et approuvé par les autorités en place. Nous avons pris nos responsabilités en respectant nos contrats, en payant nos ouvriers, nos taxes, nos impôts et les cotisations syndicales reliées à ce projet.

Que le gouvernement et les autres actionnaires de la Gaspésia respectent leurs engagements avec les entreprises qui leur ont fait confiance, avant même de considérer toutes procédures de relance. La relance du projet de la Gaspésia sur le dos des entreprises est inacceptable.

Que répondent les actionnaires de la Gaspésia lorsque ces questions de fonds sont posées ? Rien... En fait, ces questions ne sont que rarement posées par les médias, ce qui évidemment permet aux intervenants coupables d'échapper à l'odieux d'une telle situation.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Compter les morts

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Cent mille civils tués en Irak depuis l'invasion de l'Irak : cette donnée, tirée d'une étude publiée jeudi par la prestigieuse revue médicale *The Lancet*, circulera désormais partout, pour toujours, incontestée, vérité absolue. Pourtant, malgré les efforts considérables consentis par les auteurs de cette étude, la conclusion — cent mille morts — est d'une extraordinaire fragilité.

L'invasion de l'Irak a été une erreur monumentale de l'administration Bush, dont les coûts humains, politiques et économiques ne cessent de croître. Cependant, ceux qui dénoncent cette guerre — nous en sommes — ne serviront pas leur cause en utilisant des données aussi contestables.

On ne peut évidemment pas faire un sondage téléphonique, encore moins un recensement dans les conditions présentes en Irak. Les chercheurs américains et irakiens ont dû se contenter d'une méthode dite d'« échantillonnage par grappes », reconnue comme moins précise. Après avoir divisé le pays en 33 grappes de population égale, ils ont choisi au hasard un secteur dans chaque grappe, et dans chaque secteur visité 30 ménages également choisis au hasard. En interrogeant les membres de ces ménages, ils ont établi combien de personnes étaient mortes dans l'année précédant l'invasion, et combien étaient mortes dans l'année suivant l'invasion.

Nous n'en savons pas plus aujourd'hui sur l'ampleur exacte de la tuerie.

Les ménages participants regroupaient au total quelque 8000 personnes, sur une population de plus de 24 millions. Le nombre de décès violents est passé, dans ces ménages, de 1 avant la guerre à 73 après. De ce nombre, il faut retrancher les 52 personnes mortes à Falloujah, ville contrôlée par des rebelles et assiégée par les forces américaines. Pourquoi ne pas tenir compte de ces 52 morts ? De l'aveu même des auteurs, en appliquant leur méthode d'estimation, on arrive à 200 000 morts à Falloujah... une ville de 250 000 habitants.

Les ménages visités hors de Falloujah déplorent 21 décès de plus pour cause de violence après l'attaque américaine qu'avant. La plupart des victimes auraient succombé à des bombardements aériens. De ces 21 décès, les chercheurs extrapolent à l'échelle de toute la population irakienne pour arriver à 98 000 morts. La marge d'erreur est cependant considérable, allant de 8000 à 194 000 morts ! Une telle marge d'erreur aurait dû inciter les auteurs de l'article (et la direction du *Lancet*) à une prudence infinie.

Curieusement, l'équipe de recherche ne s'interroge pas sur cette autre donnée : malgré les ravages causés par la guerre, le nombre de naissances a sensiblement augmenté dans les ménages visités. Faut-il mettre cette évolution au crédit de l'invasion américaine ? Enfin, il est erroné de parler de la mort de « civils », comme le font les médias depuis la publication de l'étude. L'article précise que « plusieurs des Irakiens apparemment tués par les forces américains étaient peut-être des combattants. »

En soulignant les faiblesses flagrantes de cette étude, nous ne voulons d'aucune façon minimiser la tragédie qui se déroule en Irak. Seulement, il est important de comprendre que nous n'en savons pas plus aujourd'hui qu'il y a une semaine sur l'ampleur exacte de la tuerie. Ce ne sont pas de petits groupes de chercheurs mais les grandes organisations internationales qui devraient se charger de dresser un bilan.

Une occasion ratée

mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

La Cour a finalement tranché : le taux d'intérêt de 28,8 % exigé par la Compagnie de la Baie d'Hudson aux détenteurs de sa carte de crédit n'est pas abusif.

Ce jugement est très important et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, cette cause entendue par le juge Julien Lanctôt, de la Cour supérieure du Québec, était une première au pays. C'était en effet la première fois qu'un recours collectif était autorisé au Canada pour juger si le taux d'intérêt imposé par les grands détaillants, en l'occurrence La Baie, était abusif et lésionnaire au sens de la Loi sur la protection du consommateur. L'autorisation de ce recours avait d'ailleurs été agnée de chaude lutte. Une première requête en ce sens avait été rejetée en 1998. En mars 2000, la Cour d'appel du Québec renversait cette décision et le procès pouvait finalement débuter en mars 2004. Enfin, ce recours était d'autant plus important qu'il allait servir de précédent pour d'autres recours contre Zellers, Sears, Canadian Tire et Future Shop.

Ce fut donc David contre Goliath et, dans ce cas-ci, c'est Goliath qui a gagné.

Ce qui est déplorable n'est pas tant la décision du juge, que les raisons qu'il évoque pour la justifier. Dans ses conclusions, le juge Lanctôt souligne que les experts retenus par Mme Chantal Riendeau, la représentante pour l'exercice du recours collectif, ne faisaient pas le poids avec l'expérience, la qualité, le rapport et le témoignage de l'expert de La Baie. « Dans ce débat d'experts, celui de La Baie a non seulement réussi à réfuter les affirmations des experts de Riendeau, mais ses propres constatations n'ont jamais été valablement contredites par ces derniers. » Comme le recours devait être décidé selon la règle de la prépondérance de la preuve, le Tribunal a ainsi tranché en faveur de La Baie.

La question qui se pose est la suivante : aurait-on dû aller de l'avant avec un tel recours si l'on savait que les experts présentés ne faisaient pas le poids ? Le procureur de Mme Riendeau, Me André J. Bélanger, justifie sa stratégie en expliquant qu'il espérait que ce procès ne se limite pas à une bataille d'experts. Il aurait souhaité que le juge Lanctôt fasse fi des chiffres présentés et pose un jugement de valeur. Stratégie bien imprudente, quand on considère l'importance des enjeux que soulevait cette cause historique.

Ce fut donc David contre Goliath et, dans ce cas-ci, c'est Goliath qui a gagné. D'autant plus que David s'est plutôt mal défendu. Dommage que les forces en présence n'aient pas été égales, car la question posée par ce recours valait la peine d'être bien débattue. L'imposition d'un taux d'intérêt de 28,8 % semble à sa face même excessif, surtout dans le contexte actuel où le taux directeur de la Banque du Canada s'établit à 2,5 %. Ce taux de 28,8 % avait certainement sa raison d'être en 1982, lorsqu'il a été imposé pour la première fois et que l'inflation battait son plein, mais son maintien à ce niveau depuis lors est difficilement justifiable.

Me Bélanger a décidé d'aller en appel de la décision du juge Lanctôt. En attendant l'issue de ce nouveau procès, le meilleur conseil que l'on peut donner aux consommateurs est d'utiliser le moins possible les cartes de crédit des grands magasins. Vaut mieux utiliser d'autres cartes ou encore payer comptant.

serge.chapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Par sa faute...

Dans sa lettre aux journaux, l'ex-ministre fédéral des Travaux publics blâme le gouvernement Martin d'avoir mis fin au programme de commandites qui, selon lui, a été très bénéfique pour la Canada et qui aurait pu continuer de l'être.
Il minimise également dans cette lettre la mauvaise gestion du programme et note même que des améliorations ont été apportées à cette gestion. Je pense qu'une des raisons principales de la mise au rancart de ce programme a été sa mauvaise gestion que le Bureau du vérificateur général a révélée et vertement critiquée. M. Gagliano doit donc faire son *mea culpa* avant de blâmer les autres. Plus un programme gouvernemental est bénéfique pour le pays plus il faut bien le gérer pour s'assurer qu'on en tire le maximum et pour éviter une perte de crédibilité qui serait néfaste à son existence même. Les gestionnaires du programme des commandites qui, selon les dires de M. Gagliano, croyaient fermement que ce programme était très important pour la fédération canadienne ont fait l'inverse.

Jean-Pierre Aubry

Prévenir de futurs abus

Monsieur Gagliano,
Comme vous le savez très bien, ce ne sont pas les éléments positifs du programme des commandites qui posent problème. Non ! Ce sont les nombreux abus financiers et administratifs dans l'application de ce programme qui sont regrettables. Ils doivent être mis de l'avant au moins pour prévenir de futurs abus semblables dans d'autres programmes. Les bonnes intentions ne réduisent pas fondamentalement la gravité des mauvaises actions. Au contraire ! Surtout au niveau de ceux qui en sont responsables !

Paul Michaud

La CSQ, pas la CSD

Dans mon éditorial d'hier (« Lucifer diabolisé »), j'attribuais à la Centrale des syndicats démocratiques une citation relative à la privatisation de la terre. En réalité, la phrase en question se trouve dans le mémoire rédigé par la Centrale des syndicats du Québec. Mes excuses.

André Pratte

Collège privé 101

Vous désirez que votre école ait une place enviable au palmarès des écoles secondaires ? Ouvrez un établissement modeste, engagez-y des enseignants compétents et, surtout, faites une sélection très poussée, avec des critères extrêmement rigoureux, des candidats qui s'y présenteront. Vous obtiendrez alors des résultats concluants et vous pourrez vous enorgueillir de figurer au *top* du classement des institutions scolaires au Québec. Le problème, et il est de taille, c'est que vous rejetterez la majorité des étudiants moyens et, surtout, ceux et celles dont les aptitudes manuelles sont nécessaires pour qu'une société fonctionne convenablement, notamment dans les métiers, les services et les techniques ; pourtant, dans notre belle province, la présence de ces derniers est aussi nécessaire que celle des élites pour qu'un équilibre social soit maintenu dans la bonne marche de l'activité humaine.

Pierre Bissonnette
Laval

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE©

Le collège Jean-Eudes.

Ras-le-bol du palmarès

Étant enseignante dans le réseau public depuis plusieurs années, j'en ai ras le bol de ce palmarès qui compare deux réseaux complètement différents, tels que des pommes et des oranges. Qu'on compare les écoles publiques entre elles, et les écoles privées entre elles. Là, ça sera équitable. Est-ce qu'on entend parler du système d'éducation à deux vitesses (car c'en est un) ? Il est ironique que le gouvernement subventionne les écoles privées, mais que le système de santé privé, lui, ne puisse pas jouir de ce privilège. Peut-être que *L'actualité* pourrait comparer les cliniques privées aux cliniques « publiques » du réseau de la santé dans son prochain palmarès !

Nathalie De Serre
St-Marc-sur-Richelieu

SUITE DE LA UNE

Tous les coups sont permis

COUPS suite de la page A1

Ce qui pourrait signifier des milliers et des milliers de mini-procès. « Si les partis exagèrent, on s'en va peut-être vers un désastre. On risque d'avoir toutes les peines du monde à déterminer qui est le président, même après plusieurs jours », s'inquiète le professeur Herb Asher, joint à l'Université d'État de l'Ohio.

Chose certaine, tous les ingrédients sont réunis pour que les choses dérapent : une lutte si serrée que, pour une fois, chaque vote compte. Huit cent mille nouveaux inscrits sur les listes électorales (dont 90 % issus de zones démocrates). Des fonctionnaires dépassés, et donc très vulnérables aux fraudes et aux erreurs d'écriture. Sans oublier la cohabitation de vieilles poinçonneuses — ces machines à voter ayant provoqué le chaos en Floride — et de nouveaux systèmes informatiques encore jamais utilisés... Tout ça dans un État poids lourd, jugé incontournable pour entrer à la Maison-Blanche.

Mickey Mouse est démocrate

Nul ne sait si certains en viendront aux poings et aux insultes, mais les batailles judiciaires, elles, sont déjà commencées. En Ohio, cette semaine, les républicains ont tout fait pour faire rayer 35 000 personnes des listes électorales. « Je ne sais pas comment on pourra trouver tous ces gens pour les aviser de venir en cour », a confié aux médias le directeur des élections pour la région de Cleveland, Gwen Dillingham.

Submergés d'électeurs furieux, les juges ont suspendu ou rejeté une immense partie de ces plaintes. Au grand mécontentement des républicains, qui les accusent d'ouvrir grand la porte aux fraudes. « Ces gens ne vivent pas là où ils le disent. Nous leur avons posté des lettres qui nous sont revenues », a raconté à *La Presse* l'avocat Mark Weaver.

Jointe à Streetsboro, au nord de l'État, Barbara De Wild fulminait : « Ils ont ciblé ma fille de 25 ans. Elle va à l'école, elle a deux emplois. Mais leurs papiers étaient très intimidants. Ils lui disaient qu'elle n'habite pas ici, que la fraude électorale est un crime, qu'elle avait 24 heures pour se présenter avec un avocat... »

« Je lui ai dit : *N'aie pas peur, sois fâchée !* C'est eux qu'il faut poursuivre. En cour, ils n'avaient aucune preuve. Avec tout notre camp confus et dégoûté dans la salle, ça devenait très laid. S'ils sont pareils le jour du vote, ça pourrait dégénérer. »

Malgré tout, les républicains s'acharnent, en arguant que quelques véritables fraudeurs ont déjà été arrêtés. Dont un jeune de Toledo qui a admis avoir rempli lui-même 130 cartes d'inscription en s'inspirant des personnages de Walt Disney. « Qu'ont donc en commun Michael Jordan, Mary Poppins et Mickey Mouse ? Ils sont tous sur la liste électorale de l'Ohio », ironise ainsi un journal universitaire.

Voter dans un trou noir

Le 2 novembre, l'abcès pourrait bien crever. Ce jour-là, l'élite judiciaire des deux camps sera réunie dans des « centres de commandement », d'où elle appuiera son armée de juristes dépêchés sur le terrain. Certains se tiendront dehors. Mais à titre de *challengers* officiels de leur parti, des milliers d'autres entreront dans les bureaux de scrutin, où ils pourront pousser les responsables à faire des contrôles d'identité.

Leurs cibles risquent de devoir voter sur des bulletins provisoires, qui seront mis de côté pour examen ultérieur. Comme devront le faire aussi les gens dont le nom ne figure pas sur la liste, ce qui arrive souvent par erreur. Un sort peu enviable, prévient Daniel Tokaji, professeur de droit à l'Université d'État : « Envoyer son vote avec les bulletins provisoires, c'est comme l'envoyer dans un trou noir. On n'a aucune idée de ce qui va lui arriver. »

Les électeurs se rendront-ils seulement jusque-là ? Certains craignent que le découragement les gagne. « Si les avocats sont trop pointilleux, ça va créer des files d'attente et des gens pourraient finir par retourner au travail », avance le professeur Asher.

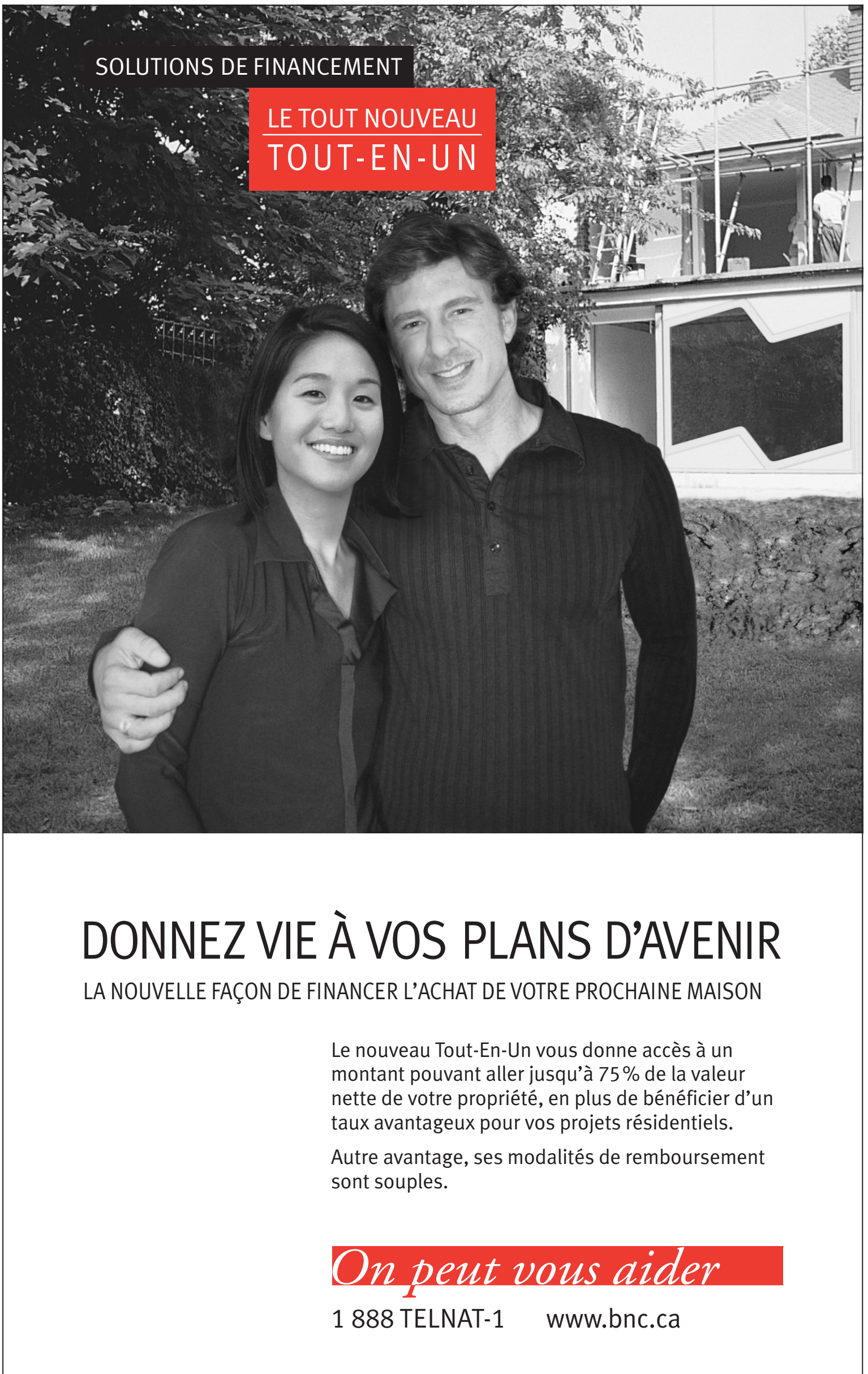
La perspective n'a rien de réjouissant pour les démocrates, inquiets à l'idée que leurs adversaires multiplient les contrôles d'identité dans les quartiers noirs. Là où le nombre de nouveaux inscrits a presque triplé par rapport à l'an 2000 et là où les terrains sont justement parsemés de pancartes « John Kerry ».

Charleta Tavares, conseillère municipale afro-américaine, refuse toutefois de s'alarmer. « Notre communauté est très au fait de l'importance de cette élection et nous avons mis su pied des équipes de protection », dit-elle. À la radio, des pubs répètent sans arrêt comment voter, comment ne pas se laisser intimider, etc.

Malgré tout, les gens de l'Ohio ne peuvent se fier à tout ce qu'ils entendent.... Cette semaine, dans une région voisine de Cleveland, des militants ont distribué de faux dépliants disant que des tonnes d'inscriptions n'étaient pas valides. D'autres ont fait du porte-à-porte pour collecter les bulletins par anticipation (qu'ils jettent) ou pour prétendre que l'élection a été reportée !

« Après ça, nous prétendons amener la démocratie en Irak ! » ironise un citoyen découragé.

Très sérieux, pour leur part, certains de ses compatriotes ont réclamé la venue d'observateurs internationaux. « Ils vont venir, confirme Steven Huefner, professeur de droit à l'Université d'État. C'est incroyable : d'habitude, c'est nous qui allons observer l'étranger... »



DONNEZ VIE À VOS PLANS D'AVENIR

LA NOUVELLE FAÇON DE FINANCER L'ACHAT DE VOTRE PROCHAINE MAISON

Le nouveau Tout-En-Un vous donne accès à un montant pouvant aller jusqu'à 75 % de la valeur nette de votre propriété, en plus de bénéficier d'un taux avantageux pour vos projets résidentiels.

Autre avantage, ses modalités de remboursement sont souples.

On peut vous aider

1 888 TELNAT-1 www.bnc.ca

BANQUE NATIONALE

LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

3248978

Certaines conditions s'appliquent. Sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque.

3248963A

L'ARGENT, L'ARGENT OÙ PASSE-T-IL?

LA PRESSE AFFAIRES

Tous les jours dans LA PRESSE

N O E S

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu.
En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

Près de 120 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés. Plus de la moitié d'entre eux sont des filles.

Vous pouvez offrir une meilleure éducation aux enfants. Mais aussi de l'eau potable, une meilleure nutrition, une meilleure santé.

À l'Halloween, aidez-nous à réaliser leurs rêves. Donnez généreusement.

1 866 ENFANTS
www.unicef.ca

unicef

3266440A 3266464

LIQUIDATION DE FAILLITE

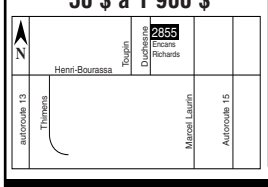
PRIX PLUS BAS QUE FAILLITE
(CECI N'EST PAS UN ENCAN.)

JUSQU'À 80 % DE RABAIS
DES MILLIERS DE TAPIS DOIVENT ÊTRE LIQUIDÉS.

Les encans Richard ont été mandatés par différents syndics à liquider, par voie de vente publique, différentes faillites de magasins de tapis persans et orientaux à des prix plus bas que faillite. Une énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques d'une variété de couleurs et de grandeurs (2 pi x 3 pi à 15 pi x 20 pi, tapis de couloir jusqu'à 22 pied de long, ainsi que des tapis ronds et carrés).

Bidjar, Kazak, Qum soie pure, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavés au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs pièces tribales.

Chaque tapis de 50 $ à 1 900 $



Du 30 au 31 octobre 2004
2 jours seulement
À ne pas manquer!

Ouvert de 9 h à 21 h les 2 jours

Organisé par: Encans Richard
2855, rue Duchesne, Saint-Laurent QC
(Angle Henri-Bourassa)
Rens. : (514) 832-0009

3266158

« Ma première Halloween »

ÉMILIE CÔTÉ

« Moi, je suis Spiderman », lance Zachary, 3 ans et demi. « Et moi, je suis une princesse, dit Catherine en levant gracieusement sa robe tout en pointant son pied droit. Regarde mes talons hauts roses ! » D'autres enfants accourent en criant : « Regarde, moi, je suis Cendrillon », « moi, une Indienne », « un pompier », « Batman », « un lion »...

Manifestement, les bambins de la garderie Duluth étaient fiers de leur costume d'Halloween, hier, à quelques minutes de leur « défilé annuel ». Toute la journée, ils ont participé à des activités « halloweenesques ». En matinée, une maquilleuse est venue colorer leurs petites frimousses. Ensuite, ils ont arpenté les rues du quartier pour récolter des bonbons (des gens ayant été avertis de leur visite). Pour le dîner, ils ont mangé du potage et de la tarte à la citrouille, une pizza en forme de citrouille, ainsi qu'un petit gâteau sur lequel se trouvait une bague de plastique orange en forme de... citrouille !

Le traditionnel costume de citrouille ne semble toutefois pas avoir la cote cette année. Si on se fie aux enfants de la garderie Duluth, les déguisements de Spiderman et de princesse sont les plus populaires. Mais gare à ceux qui mettent toutes les princesses dans le même panier. Ils seront vite corrigés : il y a des fées, des Cendrillon, des ballerines ET des princesses.

PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE ©

Une princesse, Shrek, Spiderman et une sorcière étaient réunis à la garderie Duluth, hier. Incarnés par Catherine Plante-Gauthier, Jason Faria, Zachary Mathieu-Labonté et Savannah-Lou Cochran-Maurikakis, ils fêtaient l'Halloween.

Devant un miroir, l'Amérindienne Emma et le crocodile Maxime discutaient d'ailleurs costumes quand nous les avons dérangés. « J'aime me déguiser et aller chercher des bonbons, affirme Emma, 4 ans. Je n'ai pas peur des sorcières. Quant même, je sais que ce ne sont pas de vraies gens ! »

Vu leur jeune âge, est-ce que les enfants de la garderie Duluth savent ce qu'est l'Halloween ? « Pour eux, l'Halloween est surtout associée au plaisir, explique Sophie Gagnon, adjointe pédagogique. C'est l'occasion de devenir ce qu'on n'est pas. Pour certains enfants, leur costume n'en est pas un. Ils entrent vraiment dans la peau de leur personnage : pas question pour une princesse de laisser sa couronne dans son casier durant la sieste. Et Spiderman doit protéger les siens quand ils marchent dans la rue. »

« L'autre jour, c'était mon premier Halloween, et j'étais un pompier », explique Zachary en faisant allusion à l'an dernier. Quant à la petite Néréa, elle disait ne pas être à la garderie, mais dans une version — bien personnelle — du *Lac des cygnes*. « Avec ma baguette, je peux transformer les hommes en crapauds, dit-elle. Ce n'est pas ma fête aujourd'hui, c'est ma première Halloween ! »

Le petit Nicolas, 3 ans, a enfin pu enfiler son uniforme de pompier. « Il parle de l'Halloween depuis le début du mois de septembre, souligne son père, Richard Williams. Depuis quelques jours, il demande souvent à mettre son déguisement. »

« Depuis des semaines que les enfants parlent d'Halloween, confirme Liette, intervenante dans plusieurs garderies. Dans quelques jours, ce sera Noël... »

HYUNDAI

LES MODÈLES 2005 SONT ARRIVÉS.

MODÈLE GL V6

VOICI LE TOUT NOUVEAU TUCSON.

TUCSON GL

Moteur 4 cylindres de 2,0 litres à DACT • Boîte manuelle à 5 rapports • Direction assistée à pignon et crémaillère • Roues à 5 rayons de 16 po en alliage d'aluminium • Freins antiblocage ABS • Contrôle électronique de la stabilité • Antipatinage • Deux coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40 • Banquette arrière entièrement rabattable à plat • Radio AM/FM/CD/MP3 et 6 haut-parleurs • Glaces à commandes électriques • Verrouillage électrique • Et beaucoup plus.

PDSF DU GL À TRACTION AVANT À PARTIR DE
19 995 $**

Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule.

ACCENT GS 2005

Moteur de 1,6 litre à DACT • Boîte manuelle à 5 rapports • Deux coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40 • Radio AM/FM/CD • Tachymètre • Vaste espace de chargement • Deux rétroviseurs extérieurs à commande manuelle • Suspension indépendante aux 4 roues • Direction assistée • Et beaucoup plus.

PDSF de 12 995 $**

0 % Financement à l'achat† jusqu'à 48 mois

OU

Louez à partir de 139 $* par mois/60 mois
Comptant de 1595 $
0 $ de dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

ELANTRA GL 2005

Moteur de 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes • Deux coussins gonflables • Boîte manuelle à 5 rapports • Dossier arrière rabattable 60/40 • Radio AM/FM/CD/MP3 • Télécommande d'ouverture du volet de réservoir et du coffre • Porte-verre double avant et arrière • Suspension indépendante aux 4 roues • Et beaucoup plus.

PDSF de 14 995 $**

0 % Financement à l'achat† jusqu'à 48 mois

OU

Louez à partir de 169 $* par mois/60 mois
Comptant de 2295 $
0 $ de dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus

Pour connaître l'adresse du concessionnaire le plus près, composez le 1 800 461- 5695 ou visitez le www.hyundaicanada.com

LA MEILLEURE GARANTIE AU PAYS

7 ans/120 000 km Groupe motopropulseur

5 ans/100 000 km Garantie globale♦

5 ans/100 000 km Assistance routière††

GARANTIE COMPLÈTE DE HYUNDAI SANS FRANCHISE.

††24 heures, comprenant : livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

HYUNDAI Gagnant

Lorsqu'un véhicule est conçu pour durer longtemps, sa garantie devrait l'être tout autant.

*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules 2005 neufs suivants : Accent GS/Elantra GL; PDSF à partir de 12 995 $/14 995 $. Taux d'intérêt annuel de 1,50 %/4,91 %, mensualités de 139 $/169 $ pour 60/60 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 9935 $/12 435 $. Option d'achat de 4434 $/5675 $. Comptant de 1595 $/2295 $, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 $ pour tous les modèles. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent et Elantra. Toutes taxes applicables, frais d'administration du concessionnaire, d'immatriculation et d'acquisition de location de 350 $ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF des Tucson GL 4 cylindres à traction avant/Accent GS/Elantra GL à partir de 19 995 $/12 995 $/14 995 $. Frais de transport, d'administration du concessionnaire, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le concessionnaire pourrait devoir commander le modèle Tucson GL 4 cylindres à traction avant. †Taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 48 mois pour tous les modèles Accent et Elantra 2005. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus (Québec). Exemple de financement : 10 000 $ à un taux annuel de 0 % équivaut à des mensualités de 208,33 $ pour 48 mois. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 10 000 $. Toutes les offres de financement à l'achat et de location sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. ♦La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous des conditions normales d'utilisation et d'entretien. En vigueur pour les véhicules vendus le ou après le 22 mars 2004. Voir le concessionnaire pour les détails.

3260410A

PRÉSIDENTIELLE 2004

LE GRAND GUIDE ÉLECTORAL
POUR COMPRENDRE LES ENJEUX DU 2 NOVEMBRE

LA CARTE DES ÉTATS À SURVEILLER PAGES A32 ET A33

CE QUE BUSH A DIT

«Aussi longtemps que je serai président, nous ne serons pas les otages de la peur.»

— À propos des nations ennemies des États-Unis.

CE QUE KERRY A DIT

«Chaque jour, les manchettes des journaux apportent de nouvelles preuves que notre commandant en chef ne voit pas ce qui se passe.»

— Au sujet des découvertes troublantes faites à propos de l'Irak depuis quelques jours.

Votez le... 3 novembre

Le faux journal satirique *The Onion* en a lancé une bien bonne cette semaine avec une manchette disant que le Parti républicain incite les minorités ethniques à voter le... 3 novembre. Bien sûr, le 3 novembre, c'est le lendemain de l'élection. Traditionnellement, les minorités ethniques ont tendance à voter pour le Parti démocrate. «Il vous sera impossible de vous promener dans un quartier noir de Miami sans voir nos immenses panneaux: *N'oubliez pas le super-mercredi*», fait-on dire notamment à un faux organisateur politique républicain. Le vote a lieu mardi.

Cheney à Hawaii

La route électorale du vice-président Dick Cheney passera par Hawaii demain soir, et ce ne sera pas pour aller faire du surf ou danser avec une jupe fleurie. Non, non, le vice-président semble si optimiste de voir les républicains mettre le grappin sur les quatre grands électeurs que représente l'État qu'il consent à faire un très long détour dans la campagne qui s'achève. On aura compris que les deux grands partis politiques, savent à quel point le vote sera serré et que le moindre gain peut faire la différence. Depuis qu'Hawaii s'est joint à la fédération, seuls deux républicains y ont gagné le vote populaire au cours d'une présidentielle.

LE CHIFFRE DU JOUR

250 000

on s'émeut beaucoup depuis quelques jours de la disparition de 377 tonnes d'explosifs d'un entrepôt irakien — de quoi faire sauter quelques Maison-Blanche. Le hic, c'est qu'à l'automne 2003, des officiers supérieurs américains avaient évalué qu'il y avait entre 650 000 et 1 000 000 de tonnes d'explosifs dans les anciens sites militaires irakiens. Comme on en a trouvé 400 000, il en manque toujours au bas mot 250 000 tonnes. Dans un tel cas, 377 tonnes manquantes, c'est de la petite bière.

PHOTO AP

LES ÉLECTIONS POUR LES NULS

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — «Nous pouvons avoir une élection qui donnerait à la Floride de l'an 2000 l'air d'un pique-nique. Parce que nous pouvons avoir des contestations juridiques dans plusieurs États au sujet d'une énorme quantité d'enjeux.»

Telle est la prédiction de Curtis Gans, qui dirige depuis près de 30 ans un institut de recherche qui se penche sur le comportement des électeurs aux États-Unis, le Comité pour l'étude de l'électorat américain.

Lors d'une conférence de presse à Washington cette semaine, cet expert réputé a affirmé qu'on pourrait carrément assister à «l'élection la plus litigieuse de l'histoire américaine».

Le processus électoral est complexe aux États-Unis, où le gagnant du vote populaire ne s'empare pas nécessairement de la Maison-Blanche. Le démocrate Al Gore l'a appris à ses dépens il y a quatre ans.

Le rôle du collège électoral, qui fait qu'une poignée d'États déterminent au final l'issue du scrutin, n'est que la pointe de l'iceberg. Les failles du système sont considérables. À un point tel qu'un ancien politicien canadien recruté pour observer les élections américaines estime que la démocratie est encore en développement aux États-Unis.

À quelques jours du scrutin, on signale déjà de multiples problèmes et poursuites dans plusieurs États. Même le vote électronique, la technologie la plus récente censée permettre d'éviter les dérapages, donne des maux de tête.

«Ce n'est pas une façon d'administrer une démocratie», se lamentait récemment le très sérieux magazine *The Economist*, qui relevait les ratés du système électoral.

Pourtant, l'élection est cruciale. En l'an 2000, beaucoup d'Américains estimaient que George W. Bush et Al Gore, c'était blanc bonnet et bonnet blanc.

Cette année, les deux candidats sont aux antipodes et le choix des Américains sera significatif. Il déterminera la direction qui sera prise par leur pays au cours des prochaines années.

L'élection de l'homme le plus puissant sur la planète est susceptible d'avoir des conséquences profondes sur le reste du monde, qui a déjà fait savoir qu'il préfère que Bush soit renvoyé au Texas.

Voici un guide pour mieux comprendre à la fois le processus et les enjeux de ce scrutin d'une importance capitale.

En kiosque dès maintenant

EN CADEAU
L'INDEX
DES 550 RECETTES
+ des photos + des trucs
+ des conseils

PRÉSIDENTIELLE 2004

PHOTO JOYCE NALTCHAYAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

On s'attend à ce que le prochain président américain nomme un ou plusieurs juges au plus haut tribunal du pays, qui joue un rôle capital dans la direction que prend la société américaine.

L'avenir de la Cour suprême en jeu

Composée de plusieurs membres vieillissants, la Cour suprême des États-Unis devra bientôt subir un renouvellement partiel. Et la composition du prochain gouvernement aura une influence déterminante sur l'orientation idéologique de cet organe très puissant de la société américaine.

ALEXANDRE SIROIS
WASHINGTON

Où vont les Américains ? Le résultat de l'élection du 2 novembre répondra en partie à cette épineuse question.

Non seulement les programmes de John Kerry et de George W. Bush diffèrent-ils radicalement, mais le gagnant pourrait influencer les décisions de la Cour suprême du pays pour les prochaines décennies.

On s'attend à ce que le prochain président nomme un ou plusieurs juges au plus haut tribunal du pays, qui joue un rôle capital dans la direction que prend la société américaine.

L'impact du prochain président sur la composition de la Cour suprême a toujours été un enjeu électoral, mais rarement l'avait-on autant évoqué que cette semaine aux États-Unis.

C'est que, lundi dernier, le tribunal a annoncé que son juge en chef, William Rehnquist, avait été opéré deux jours plus tôt en raison d'un cancer de la thyroïde. Il devrait néanmoins pouvoir retrouver son siège dès lundi.

Avant que le scandale des explosifs disparus en Irak ne prenne de l'ampleur et qu'Oussama ben Laden ne fasse son apparition, la nouvelle de l'hospitalisation du juge conservateur de 80 ans avait été qualifiée de surprise d'octobre par les médias américains.

Décisions politiques

Elle a rappelé aux Américains que des modifications imminentes dans la composition du tribunal sont à prévoir. Il n'y a eu aucun changement au cours des 10 dernières années, et quatre juges ont aujourd'hui plus de 70 ans.

Comme la Cour suprême se prononce régulièrement sur des enjeux de société primordiaux (avortement, peine de mort, droits des gais, etc.), la teneur de son orientation idéologique est cruciale. C'est même elle qui a déterminé, dans un jugement à 5 contre 4, l'issue de l'élection présidentielle en 2000.

Tant Bush que Kerry ont laissé entendre qu'ils choisiront les prochains juges en fonction de leur position sur l'échiquier politique. Le sénateur démocrate a promis qu'il ne laisserait personne renverser le jugement *Roe contre Wade*, par lequel la Cour suprême a légalisé l'avortement en 1973.

« Je ne vais pas nommer au tribunal un juge qui renversera un droit constitutionnel, que ce soit le premier amendement, le cinquième amendement ou un autre droit actuellement consenti par nos tribunaux ou en vertu de la Constitution. Et je crois que le droit de choisir (l'avortement) est un droit constitutionnel », a déclaré Kerry dans l'un des débats.

Contrôler Washington

Le président, au contraire, a insinué de façon voilée qu'il ne sélectionnerait pas de juges en faveur du droit à l'avortement. Il a promis de lever le nez sur les juges « militants », ce qui revient à dire qu'il ne sélectionnera pas de libéraux.

Kerry a d'ailleurs rappelé que Bush avait dit, en 2000, qu'il opterait pour des juges du type de Clarence Thomas et Antonin Scalia. Il s'agit des deux juges les plus conservateurs de la Cour suprême, dont les avis irritent régulièrement les démocrates.

L'avenir de la Cour suprême peut-il influencer le vote de certains électeurs ? « Ce n'est certainement pas plus important pour les électeurs que ce qui se passe en Irak, mais c'est l'enjeu caché de cette campagne », indique le directeur du département de sciences politiques de l'Université du Dakota du Sud, Bill Richardson.

« Si on est au courant de la politique, on comprend certainement qu'obtenir une large majorité à la Cour suprême donne une prise bien plus durable sur un des secteurs du gouvernement que si on est au Congrès ou à la présidence pour deux, quatre ou six ans, ajoute M. Richardson. Car une nomination à la Cour suprême peut bien durer 30 ans. »

LES JUGES DE LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS ★★★

NOM	ÂGE	CHOISI PAR
John Paul Stevens	84	Ford
William Rehnquist	80	Nixon
Sandra Day O'Connor	74	Reagan
Ruth Bader Ginsburg	71	Clinton
Antonin Scalia	68	Reagan
Anthony Kennedy	68	Reagan
Stephen Breyer	66	Clinton
David Souter	65	Bush père
Clarence Thomas	56	Bush père

Le festival des poursuites

La campagne électorale américaine est marquée par une multiplication de poursuites et contestations. Il y en aura d'autres le 2 novembre. Au point qu'il faudra peut-être attendre plus que les 36 jours de l'an 2000 avant de savoir qui sera le prochain président des États-Unis.

JOONEED KHAN

En 2000, le démocrate Al Gore avait remporté un demi-million de voix de plus que George W. Bush, mais avait perdu l'État de Floride (et ses 27 votes au Collège électoral) par 537 voix, la Cour suprême des États-Unis ayant stoppé le recomptage manuel avant de trancher par une voix de majorité en faveur de son rival républicain.

Ironiquement, la contestation technique et judiciaire d'un exercice de suffrage universel qui a coloré le récent référendum au Venezuela et la présidentielle en Afghanistan s'est imposée comme la nouvelle norme de la démocratie américaine, dans un contexte de polarisation extrême et passionnée.

« La politique est devenue la poursuite de la guerre civile par d'autres moyens », écrivait mercredi Harold Meyerson dans le *New York Times*.

Failles dans l'inscription

Premier champ de bataille : l'enregistrement de nouveaux électeurs, estimés à quelque huit millions cette année. Pour les démocrates, qui misent fort sur les minorités visibles, c'est une vieille bataille, que le Voting Rights Act de 1965 a permis de remporter en partie en seulement. L'organisation des élections reste le monopole des États et demeure donc soumise au contrôle des partis au pouvoir localement.

La presse américaine pullule d'articles sur des incidents dans des États clés comme la Floride, l'Ohio, le Missouri, le Nouveau-Mexique, le Michigan, la Pennsylvanie, l'Illinois. Ces failles se produisent surtout dans des comtés urbains où vivent de fortes concentrations de Noirs, d'Hispaniques, d'Arabes et d'Asiatiques, où des électeurs ont été empêchés de s'enregistrer, ou ont vu leur inscription rejetée — déclenchant aussitôt des poursuites judiciaires.

Les républicains répliquent que des centaines de noms fictifs ou de signatures falsifiées ont été utilisés, et affirment qu'ils vont contester ces inscriptions. Idem pour des milliers d'électeurs inscrits dans plus d'un endroit.

La bataille du vote anticipé

Autre terrain d'affrontement : le vote par anticipation, pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer ou qui seront absents le jour du vote, et le vote à l'étranger qui permet aux soldats et au personnel diplomatique de se prononcer sur le choix du président.

Une enquête est en cours en Floride pour savoir où sont passés 58 000 bulletins de vote du comté de Broward envoyés par la poste à des électeurs qui ne les avaient pas encore reçus mercredi. Les électeurs à l'étranger ont jusqu'au 12 novembre pour remettre leurs bulletins, mais le vote par correspondance doit être remis le jour des élections au plus tard.

L'enjeu est d'autant plus important que le vote par anticipation bat tous les records. Selon des experts consultés par le *New York Times*, jusqu'à 20 % des suffrages pour la présidentielle auront été déposés avant mardi, jour où Curtis Gans, du Committee for the Study of the American Electorate, estime qu'entre 118 et 121 millions d'Américains vont voter.

Les deux partis ont mis sur pied un réseau de 10 000 avocats chacun.

Cela donnerait une participation de 58 à 60 %, contre 54 % en 2000, et 62,8 % en 1960 quand John Kennedy l'avait emporté sur Richard Nixon.

La bataille des listes

On s'attend de plus à ce que le jour du vote, de nombreux électeurs contestent le fait que leur nom ne figure pas sur la liste électorale, ou alors que des inscriptions comportent de fausses informations. La HAVA (Help America Vote Act), une loi fédérale adoptée après 2000 pour prévenir de nouvelles irrégularités en Floride, permet une telle contestation.

L'électeur ainsi contesté se verra remettre un bulletin de vote « provisoire », qui sera compté ou rejeté au terme d'une enquête sur sa qualification. La loi est vague à souhait, se prêtant à des interprétations divergentes au point où 28 États insistent pour que l'électeur contesté vote dans son quartier afin que son vote compte.

Dix-sept autres États acceptent que l'électeur contesté vote n'importe où dans son comté. Une dizaine de tribunaux ont été saisis de telles contestations dans plusieurs États clés sous contrôle républicain. Un comité fédéral a même renversé en appel, la semaine dernière, le jugement d'une cour de Cincinnati, en Ohio, et examine un autre jugement analogue rendu au Michigan.

Selon des experts cités par le *Christian Science Monitor*, entre 1,5 million et 3 millions d'électeurs avaient ainsi été refoulés en 2000, et le camp Gore maintient que ce phénomène a été exploité contre lui, notamment en Floride.

La HAVA a été adoptée pour corriger cette anomalie, mais les experts redoutent que la contestation des électeurs ne soit le fait marquant de l'élection de mardi, et n'aboutisse à des poursuites judiciaires sans fin.

Élections sous haute surveillance

En plus des travailleurs mobilisés pour surveiller l'inscription et le vote anticipé, les deux partis ont mis sur pied un réseau de 10 000 avocats chacun, certains regroupés en « équipes d'intervention rapide », pour intervenir mardi, par avion si nécessaire, en cas de difficultés dans les bureaux de vote. Et pour ensuite porter l'exercice du suffrage universel américain, une fois de plus, devant les tribunaux.

Dans ce contexte, les observateurs étrangers ne seront pas très utiles. Une mission de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) est aux États-Unis à l'invitation du gouvernement américain, et « se contentera d'observer, au hasard », selon la social-démocrate Barbara Haering, de Suisse, qui la dirige.

Une autre mission invitée par Global Exchange, de San Francisco, a demandé que les organisateurs d'élections soient non partisans, que les élections soient financées à même les fonds publics, que les machines à écran tactile émettent une preuve imprimée du vote de l'électeur, et que les criminels ayant purgé leurs peines retrouvent leur droit de vote, mais c'est bien trop tard pour que ces recommandations aient un impact mardi.

Enfin, le secrétaire général Kofi Annan ayant refusé une demande de 13 élus du Congrès d'envoyer des observateurs de l'ONU, sept groupes de la société civile américaine se sont adressés à l'ECOSOC, (Conseil économique et social de l'ONU), qui n'avait pas encore répondu hier. De toute façon, a déclaré cette semaine le porte-parole Adam Ereli, du secrétariat d'État, « les observateurs peuvent dire ce qu'ils veulent, nous sommes une société ouverte ».

LE GRAND GUIDE ÉLECTORAL

Bush et Kerry tentent de s'élever au-dessus des controverses

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK – À la veille du dernier week-end de la campagne présidentielle, George W. Bush et John Kerry ont présenté leur vision de l'avenir, tentant de s'élever au-dessus des controverses de la journée — rebondissement dans l'affaire des explosifs disparus en Irak, enquête du FBI sur Halliburton, accusations d'irrégularités électorales en Floride et en Ohio.

Au New Hampshire, le seul État du Nord-Est où il a gagné en 2000, le président s'est entouré de parents de victimes des attentats du 11 septembre 2001, promettant de garder le cap dans la lutte au terrorisme. Au moment de son discours, il était un des seuls Américains à être au courant de la diffusion à venir de la vidéo d'Oussama ben Laden.

« Les terroristes vont essayer de nous faire peur, ils vont tester notre volonté avec leurs tactiques barbares. Nous devons faire preuve de détermination », a-t-il dit.

En campagne en Floride, Kerry a pour sa part abandonné ses attaques sur les erreurs du président en Irak pour prôner l'espoir et les promesses du « rêve américain ».

« Voulez-vous quatre années supplémentaires de mêmes échecs ? a-t-il demandé à des électeurs d'Orlando. Ou voulez-vous un nouveau départ pour l'Amérique ? »

Plus tard dans la journée, Kerry a fait de nouveau campagne en compagnie du rocker Bruce Springsteen.

C'était la première fois depuis lundi que le candidat démocrate ne mentionnait pas la controverse sur le sort de quelque 330 tonnes d'explosifs irakiens disparus du dépôt d'Al-Qaaqa, à 50 km au sud de Bagdad.

L'affaire a néanmoins dominé la couverture médiatique jusqu'à l'annonce de la diffusion de la vidéo de ben Laden. Les chaînes américaines ont notamment diffusé une vidéo tournée par une équipe du réseau ABC après la chute de Bagdad. On y voit des soldats américains briser les scellés de dépôts de munitions du site d'Al-Qaaqa et, à l'intérieur, des rangées interminables de barils d'explosifs.

Réalisée le 10 avril, la vidéo contredit une des explications du Pentagone, selon laquelle les explosifs auraient été déménagés par Saddam Hussein avant la guerre. Vers midi, le Pentagone a offert une autre explication, soutenant que les explosifs disparus avaient peut-être été détruits par les soldats américains.

À cette controverse s'est ajoutée hier l'annonce d'une enquête du FBI pour déterminer si le département de la Défense avait accordé illégalement des contrats de reconstruction en Irak à Halliburton, la société dirigée dans les années 1990 par le vice-président Dick Cheney.

Les démocrates n'ont pas mis de temps à s'emparer de cette affaire.

« Nous avons besoin d'un président et d'un vice-président des États-Unis qui soutiennent les intérêts du peuple américain, et ce n'est pas ce à quoi nous assistons », a déclaré le colistier de Kerry, John Edwards, sur la chaîne de télévision CBS.

La veille, lors d'un meeting électoral en Iowa, Edwards avait été plus précis : « On ne peut appuyer Halliburton, les grandes compagnies pétrolières et la famille royale saoudienne tout en soutenant le peuple américain. »

« On ne peut appuyer Halliburton, les grandes compagnies pétrolières et la famille royale saoudienne tout en soutenant le peuple américain », a dit John Edwards, dénonçant George W. Bush et Dick Cheney.

Sur le terrain, les deux camps se livrent une lutte féroce dans les États cruciaux pour l'élection du 2 novembre. En Floride, par exemple, les républicains ont dénoncé l'existence de près de 1000 « faux » électeurs. Selon le quotidien *USA Today*, les seuls démocrates ont mobilisé près de 3000 avocats dans cet État pour surveiller le scrutin.

La Floride est devenue tristement célèbre en 2000. Après 36 jours d'un imbroglio politico-juridique, la Cour suprême avait déclaré Bush vainqueur dans cet État dont le gouverneur est son frère.

L'Ohio fait déjà l'objet de batailles juridiques, les républicains tentant aussi de rayer les noms de plusieurs « faux » électeurs inscrits sur les listes électorales. Les avocats démocrates les accusent de vouloir intimider l'électorat noir, qui peut jouer un rôle décisif, surtout à Cleveland, la plus grande ville de cet État.

Fait étonnant : Hawaii a reçu hier la visite de Cheney et de l'ancien vice-président Al Gore, qui a remporté facilement cet État en 2000. Selon les derniers sondages, les républicains auraient une chance d'y triompher mardi prochain.

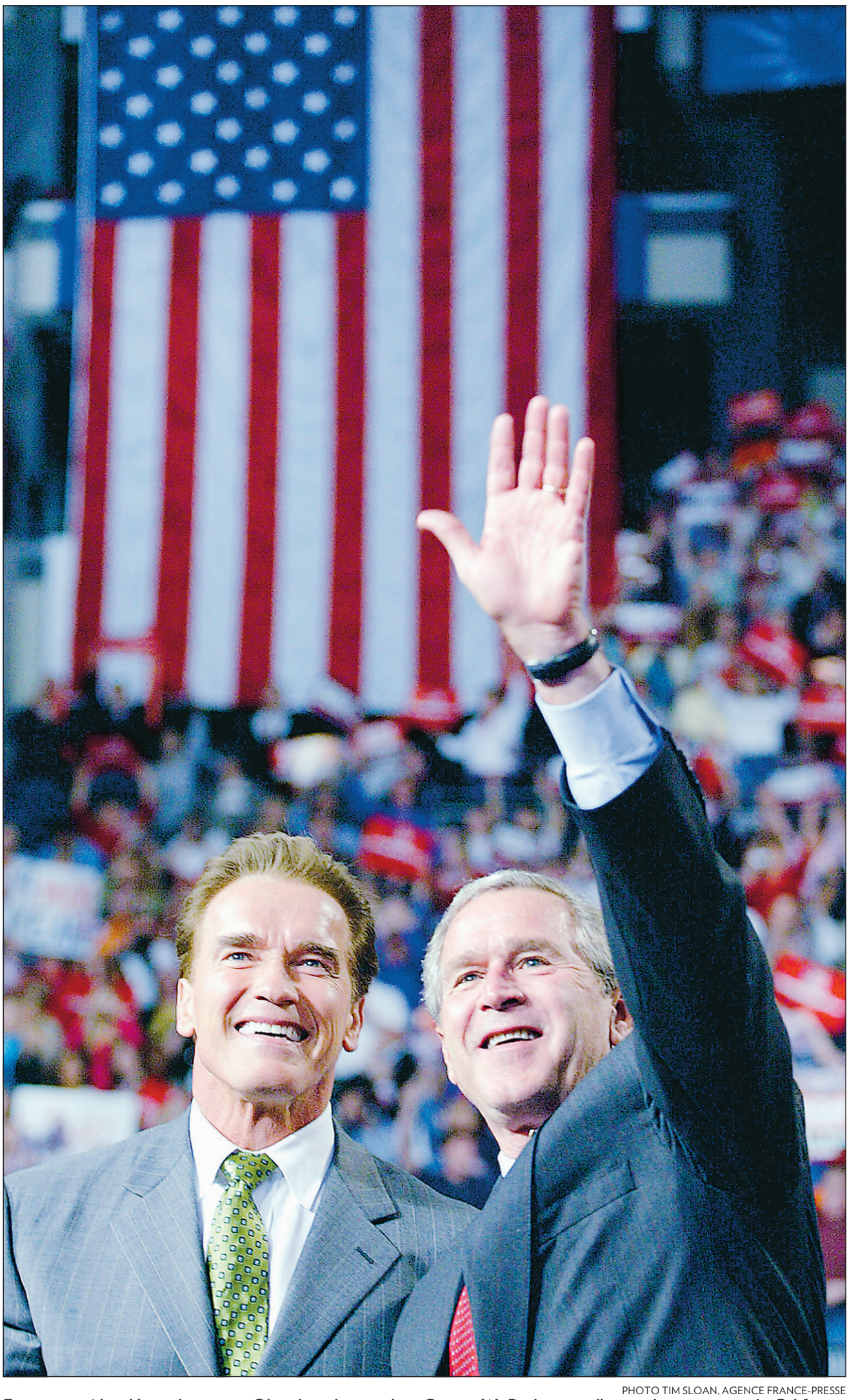


PHOTO TIM SLOAN, AGENCE FRANCE-PRESSE

En visite au New Hampshire et en Ohio, hier, le président George W. Bush a reçu l'appui du gouverneur la Californie Arnold Schwarzenegger.

Les exclus du système

Des milliers d'électeurs dans des États acquis à l'un ou l'autre camp se sentent exclus de la campagne. Certains sont prêts à « échanger » leur droit de vote avec des électeurs d'autres États pour avoir le sentiment que leur voix compte.

MARC THIBODEAU

« Je pense que mon vote est perdu ici », lance Nelda Cox.

Cette militante démocrate de 74 ans, de toutes les batailles politiques à Midland, au Texas, depuis 50 ans, ne cachait pas son dépit la semaine dernière lors du passage de *La Presse*. Noyée dans un État largement acquis au président américain George W. Bush, elle n'a aucun espoir de voir sa voix compter dans le scrutin du 2 novembre.

Le Texas est l'un des États où le système du Collège électoral prévu par la Constitution prive des millions de citoyens de la possibilité de peser dans la balance électorale. Même si les partisans démocrates réussissent, par leurs efforts acharnés, à faire monter le score du candidat démocrate John Kerry le jour du vote, l'ensemble des 34 voix de l'État iront au président sortant.

Le système américain ne fait pas dans la demi-mesure. Comme ce fut le cas en Floride lors de l'élection contestée de 2000, une faible avance dans le vote populaire suffit à faire basculer l'ensemble des voix de l'État dans le camp de l'un ou l'autre des partis.

Les partis en lice sont bien conscients de cette réalité et concentrent leurs efforts sur les fameux *swing states*, des États où la répartition des voix est suffisamment serrée pour permettre aux candidats des deux principales formations d'espérer une victoire.

Réalisme politique oblige, plusieurs États polarisés sont pratiquement exclus de la campagne dès le début. Il y a quatre ans, ni George W. Bush ni son opposant démocrate Al Gore n'avaient véritablement consacré de temps au Texas, à la Californie ou à New York, qui regroupent ensemble plus du quart de la population américaine.

Ils ont par contre fait 18 sorties au Wisconsin, 31 au Michigan et 26 en Floride.

La campagne en cours ne fait pas exception. Le bureau national du Parti démocrate, faisant fi des campagnes en cours à l'échelle de l'État pour les sièges à la Chambre des représentants, a demandé au Parti démocrate du Texas de fournir son argent et ses ressources humaines pour aider la campagne dans d'autres États du pays.

La demande a suscité l'ire du président de la section texane du parti, Charles Soechting. « Ils n'ont absolument aucun respect pour le Texas. La plupart des gens au bureau national du parti ne seraient pas capables de nous trouver sans un bon plan », s'est-il insurgé.

Une relique

Dans un livre intitulé *Pourquoi le Collège électoral est mauvais pour l'Amérique*, George C. Edwards III, de l'Université Texas A&M, avance que le système du Collège électoral est une relique « inutilement compliquée et intrinsèquement injuste » qui devrait être abandonnée.

En plus de donner une importance prioritaire à des États ne représentant qu'une fraction de la population américaine, le système augmente les risques de fraude et de contestation juridique, souligne M. Edwards.

Glenn C. Altschuler, professeur d'études américaines à l'Université Cornell, estime pour sa part que le système en vigueur est, jusqu'à nouvel ordre, « le moins mauvais ».

L'élection du président au suffrage universel direct aurait pour effet de favoriser l'émergence de tiers partis qui seraient susceptibles, advenant un second tour, d'influer de façon disproportionnée sur l'issue du vote. « On pourrait se retrouver avec une situation comme celle d'Israël, où un parti extrémiste marginal peut acquérir un poids politique disproportionné », souligne-t-il.

Réalisme politique oblige, plusieurs États polarisés sont pratiquement exclus de la campagne dès le début.

Selon ce spécialiste, la principale vertu du système actuel est d'assurer la stabilité d'une structure à deux partis qui doivent se montrer « centristes » pour réussir à rallier leurs différentes factions internes.

Une des stratégies souvent évoquées pour limiter les effets pervers du système en vigueur est d'assurer, pour chaque État, une répartition des voix au Collège électoral reflétant la répartition des votes. C'est la pratique en vigueur notamment au Maine.

M. Altschuler estime que la formule pourrait donner des résultats intéressants si tous les États l'appliquaient. Ceux qui le font dès maintenant ne font que se marginaliser puisqu'ils diluent leur importance dans le processus politique, dit-il.

« Échange » de votes

Faute de mieux, certains électeurs cherchent à « échanger » leur vote avec un résidant d'un autre État pour pouvoir influencer l'issue du vote. Des électeurs d'allégeances différentes acceptent de voter en fonction des préférences d'un autre électeur, là où ce vote peut compter.

Mme Cox songeait la semaine dernière à la possibilité d'échanger son vote avec un partisan d'un politicien marginal dans un *swing state*. « Mais je ne peux pas avoir de garantie qu'il va effectivement voter comme il me le dit », relatait-elle.

Gloria Grier, une autre militante démocrate de Midland qui déteste férocement le président Bush, tient à voter démocrate au Texas, même si sa voix sera perdue. « Je veux être bien certaine qu'il sait qu'il y a des démocrates ici », lance-t-elle.

LES ÉTATS À SURVEILLER

On l'a bien vu au cours des dernières semaines : les États déjà acquis à George Bush ou à John Kerry ne présentent plus aucun intérêt pour les états-majors républicain et démocrate, et leurs poulains les ignorent royalement. Ce sont les indécis qui sont courtisés, ces *swing states* dont l'allégeance change et qu'il faut séduire. C'est que, dans le système américain, le président n'est pas directement élu au suffrage universel mais par un collège électoral. Quelques voix peuvent ainsi suffire à faire pencher le vote de dizaines de grands électeurs d'un côté ou de l'autre, comme cela s'est d'ailleurs passé en Floride en 2000. Pour voir où le scrutin se jouera vraiment, voici une liste des États ambivalents à surveiller le jour du vote.

TEXTES **ANDRÉ DUCHESNE**

LES ÉTATS OÙ TOUT POURRAIT BASCULER

FLORIDE

- **Population**: 17 millions
- **Villes principales**: Miami, Tampa, Tallahassee
- **Tendance**: État indécis
- **Façons de voter**: lecteur optique, machine électronique
- **Grands électeurs**: 27
- **En 2000**: Bush par 537 voix sur Gore

À SURVEILLER: Le dramatique décompte de 2000 et la décision à 5-4 de la Cour suprême d'y mettre un terme a donné la Maison-Blanche au président Bush après une guérilla juridique de 36 jours. Cette année, l'introduction de machines électroniques suscite la grogne.

PENNSYLVANIE

- **Population**: 12,4 millions
- **Villes principales**: Pittsburgh, Harrisburg, Philadelphie
- **Tendance**: État indécis
- **Façons de voter**: poinçon, levier, papier, électronique, lecteur optique
- **Grands électeurs**: 21
- **En 2000**: Gore

À SURVEILLER: Avec cinq systèmes de vote différents et une réglementation électorale variant d'un comté à l'autre, la Pennsylvanie prête le flanc aux contestations judiciaires. Bush et Kerry sont à égalité dans cet État remporté par 204 840 voix par Al Gore en 2000. Un des États les plus visités et où les deux camps ont investi le plus d'argent (4,5 millions $ la dernière semaine) en placements médias.

OHIO

- **Population**: 11,4 millions
- **Villes principales**: Cincinnati, Colombus, Cleveland
- **Tendance**: État indécis
- **Façon de voter**: machine électronique
- **Grands électeurs**: 20
- **En 2000**: Bush (50 %) ; Gore (47 %)

À SURVEILLER: D'aucuns croient que l'Ohio succédera à la Floride comme l'État le plus déterminant en ce qui a trait au poids des grands électeurs dans le vote du collège électoral. Dans toute l'histoire américaine, aucun candidat républicain n'a été élu président sans remporter cet État.

MICHIGAN

- **Population**: 10,1 millions
- **Villes principales**: Detroit, Flint, Kalamazoo
- **Tendance**: État indécis
- **Façons de voter**: poinçon, lecteur optique, mixte
- **Grands électeurs**: 17
- **En 2000**: Gore (51 %) ; Bush (46 %)

À SURVEILLER: Après avoir traîné tout l'été dans les sondages, le président Bush est revenu chauffer Kerry dans l'État par excellence de l'automobile. Le vote de la communauté arabe de Dearborn, en banlieue de Detroit, sera à surveiller de près. Acquis à Bush en 2000, ce vote risque fort d'aller à Kerry cette année, à la suite des attaques terroristes du 11 septembre et de tout ce qui a suivi.

WISCONSIN

- **Population**: 5,5 millions
- **Villes principales**: Milwaukee, Green Bay, Madison
- **Tendance**: État indécis
- **Façons de voter**: papier, lecteur optique, mixte
- **Grands électeurs**: 10
- **En 2000**: Gore (48 %) ; Bush (48 %)

À SURVEILLER: Un sondage publié le 21 octobre indiquait à quel point l'impasse est totale (45-45) dans cet État visité au moins 10 fois par chacun des candidats au cours des derniers mois. En 2000, le démocrate Al Gore n'avait été fait gagnant que par 5708 voix. Le vote y est tout aussi divisé entre hommes et femmes.

IOWA

- **Population**: 2,9 millions
- **Villes principales**: Sioux City, Des Moines, Davenport
- **Tendance**: État indécis
- **Façons de voter**: lecteur optique, machine électronique
- **Grands électeurs**: 7
- **En 2000**: Gore (49 %); Bush (48 %)

À SURVEILLER: Encore un État où le vote de 2000 s'est décidé par une très mince marge, soit 4144 voix. Ici comme dans plusieurs autres États, le nombre de voix récoltées par l'indépendant Ralph Nader pourrait être déterminant. Les sondages lui accordent 2 %.

NOUVEAU-MEXIQUE

- **Population**: 1,9 million
- **Villes principales**: Santa Fe, Alburquerque, Roswell
- **Tendance**: État indécis
- **Façons de voter**: lecteur optique, machine électronique
- **Grands électeurs**: 5
- **En 2000**: Gore par 366 votes sur Bush

À SURVEILLER: Seulement 366 voix — moins qu'en Floride! — séparaient Al Gore de George W. Bush, en 2000. Le poids des électeurs latino-américains (42,1 %) pèse lourd dans la balance de cet État traditionnellement acquis au candidat gagnant de la présidentielle.

NEW HAMPSHIRE

- **Population**: 1,3 million
- **Villes principales**: Concord, Manchester, Nashua
- **Tendance**: État indécis
- **Façon de voter**: mixte
- **Grands électeurs**: 4
- **En 2000**: Bush (48 %); Gore (47 %)

À SURVEILLER: Furieuse, la bagarre des deux candidats dans cet État commencerait à donner John Kerry gagnant. En 2000, Bush n'avait remporté les 4 grands électeurs que par 7211 voix.

LES ÉTATS QUI AFFICHENT UN PENCHANT

MISSOURI

- **Population**: 5,7 millions
- **Villes principales**: Kansas City, Springfield, Saint-Louis
- **Tendance**: penchant pour **Bush**
- **Façons de voter**: lecteur optique, poinçon
- **Grands électeurs**: 11
- **En 2000**: Bush (50 %); Gore (47 %)

À SURVEILLER: Un récent sondage montre que l'avance des républicains a baissé de deux points, de 7 à 5 % dans cet État central qui a un poids important avec 11 grands électeurs. Mais certains murmurent que les démocrates y ont déjà jeté l'éponge.

MINNESOTA

- **Population**: 5,1 millions
- **Villes principales**: Saint-Paul, Minneapolis, Duluth
- **Tendance**: penchant pour **Kerry**
- **Façons de voter**: lecteur optique, papier, mixte
- **Grands électeurs**: 10
- **En 2000**: Gore (48 %); Bush (46 %)

À SURVEILLER: Seul Richard Nixon a réussi (en 1972) à prendre cet État pour les républicains depuis 1960. Mais les deux candidats semblent cette fois à égalité. S'ils s'expriment le 2 novembre, les 5 % d'intentions de vote à Ralph Nader pourraient faire mal à Kerry.

COLORADO

- **Population**: 4,55 millions
- **Villes principales:** Denver, Aurora, Colorado Springs
- **Tendance**: penchant pour **Bush**
- **Façon de voter**: lecteur optique
- **Grands électeurs**: 9
- **En 2000**: Bush (51 %); Gore (42 %)

À SURVEILLER: Les électeurs sont aussi appelés à se prononcer par référendum sur la distribution des grands électeurs à la proportionnelle au lieu d'à la majorité simple. S'ils votent favorablement à la question, la distribution des 9 grands électeurs (un de plus qu'en 2000) sera applicable immédiatement.

OREGON

- **Population**: 3,6 millions
- **Villes principales**: Portland, Salem, Eugene
- **Tendance**: penchant pour **Kerry**
- **Façon de voter**: lecteur optique
- **Grands électeurs**: 7
- **En 2000**: Gore par 6765 voix sur Bush

À SURVEILLER: Un récent sondage donnait John Kerry en avance par huit points, mais on doit se rappeler la victoire à l'arraché de Al Gore en 2000. En trois élections, Bush père et fils n'ont jamais remporté cet État.

NEVADA

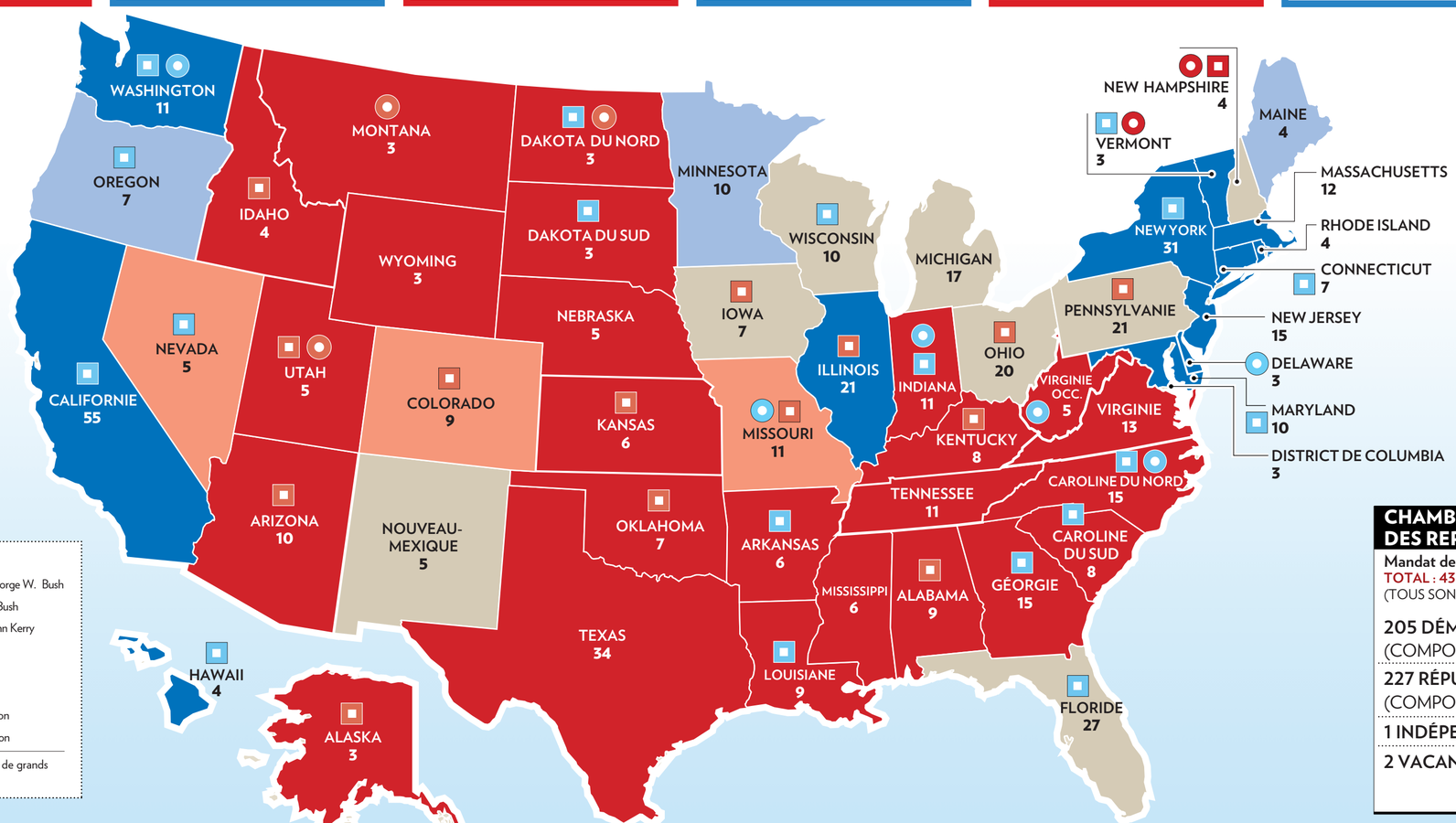
- **Population**: 2,2 millions
- **Villes principales**: Reno, Carson City, Las Vegas
- **Tendance**: penchant pour **Bush**
- **Façon de voter**: machine électronique
- **Grands électeurs**: 5
- **En 2000**: Bush (50 %); Gore (46 %)

À SURVEILLER: Seul Bill Clinton a remporté cet État pour les démocrates depuis 1964. Le nombre de grands électeurs est passé de 4 à 5 depuis l'élection de 2000. Les médias CNN et *USA Today* le considèrent encore comme un *swing state*. Dans l'État par excellence du jeu, une seule façon de voter : la machine électronique!

MAINE

- **Population**: 1,3 million
- **Villes principales**: Augusta, Portland, Bangor
- **Tendance**: penchant pour **Kerry**
- **Façons de voter**: papier, mixte
- **Grands électeurs**: 4
- **En 2000**: Gore (49 %); Bush (44 %)

À SURVEILLER: Si plusieurs sondages mettent John Kerry en avance sur le président Bush, ils démontrent également un pourcentage encore important d'indécis. Un enjeu dans cet État frontalier du Canada: l'importation de médicaments (moins chers) de leur voisin du nord. Kerry s'est fait le champion d'un tel projet alors que Bush a des réticences.



LES GRANDS ÉLECTEURS

- Le collège électoral compte **538 grands électeurs**. Il faut donc obtenir **270 votes** pour être élu président.
- Selon la plus récente compilation du *New York Times*, les États déjà acquis ou penchant pour George W. Bush regroupent **227 grands électeurs**.
- Les acquis ou penchant pour John Kerry en comptent **225**.
- Reste à voir comment se répartiront les **86 grands électeurs** dans six États où, selon ce journal, l'issue du vote est imprévisible.
- Selon d'autres estimations, il y aurait en fait **8 États indécis** comptant un total de **111 grands électeurs**.
- À eux seuls, la Floride, la Pennsylvanie et l'Ohio regroupent **68 grands électeurs**. C'est dans ces États que tout pourrait basculer le 2 novembre.
- Les six autres États de ce tableau ont un penchant pro-Kerry ou pro-Bush, mais ne sont pas encore solidement acquis à l'un ou l'autre des deux candidats.

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

PRÉSIDENT: George W. Bush (républicain)
Mandat de quatre ans

Depuis 1951, la Constitution impose une limite de deux mandats consécutifs. C'est George Washington lui-même qui aurait instauré cette règle informelle dès 1796 en refusant de se présenter pour un troisième mandat. La règle fut respectée jusqu'en 1940 quand Franklin Delano Roosevelt, en pleine Deuxième Guerre mondiale, obtint un troisième puis un quatrième mandat en 1944. On introduisit formellement le 22e amendement le 27 février 1951 pour empêcher une répétition de cette situation.

LES INSTITUTIONS

LE PRÉSIDENT DE L'UNION
Chef de l'État et du gouvernement élu pour 4 ans au suffrage universel indirect. Réeligible une fois.

- **Nomme 13 secrétaires d'État** (ministres)
- Dispose d'un **droit de veto** sur les décisions du Congrès
- Nomme à vie **9 juges de la Cour suprême** qui veillent au respect des institutions et des lois

LE CONGRÈS
Détient le pouvoir législatif. Se compose de deux Chambres

- **Chambre des représentants** (435 députés), élection au **suffrage universel pour 2 ans**
- **Sénat** (100 sénateurs/ 2 par État), **élection au suffrage universel pour 6 ans**

SÉNAT

Mandat de six ans (aucune limite)
TOTAL: 100

48 DÉMOCRATES (19 EN JEU LE 2 NOVEMBRE)

51 RÉPUBLICAINS (15 EN JEU LE 2 NOVEMBRE)

1 INDÉPENDANT

Sénateurs en élection — Sénateurs en fonction

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Mandat de deux ans (aucune limite)
TOTAL : 435
(TOUS SONT EN JEU LE 2 NOVEMBRE)

205 DÉMOCRATES (COMPOSITION ACTUELLE)

227 RÉPUBLICAINS (COMPOSITION ACTUELLE)

1 INDÉPENDANT

2 VACANTS

GOUVERNEURS D'ÉTAT

De deux à quatre ans (aucune limite dans 14 États, maximum de deux mandats dans 33 États)
TOTAL: 50

22 DÉMOCRATES (6 EN JEU LE 2 NOVEMBRE)

28 RÉPUBLICAINS (5 EN JEU LE 2 NOVEMBRE)

Gouverneurs en élection — Gouverneurs en fonction

PRÉSIDENTIELLE 2004

UN SYSTÈME ARCHAÏQUE ET... POSTMODERNE

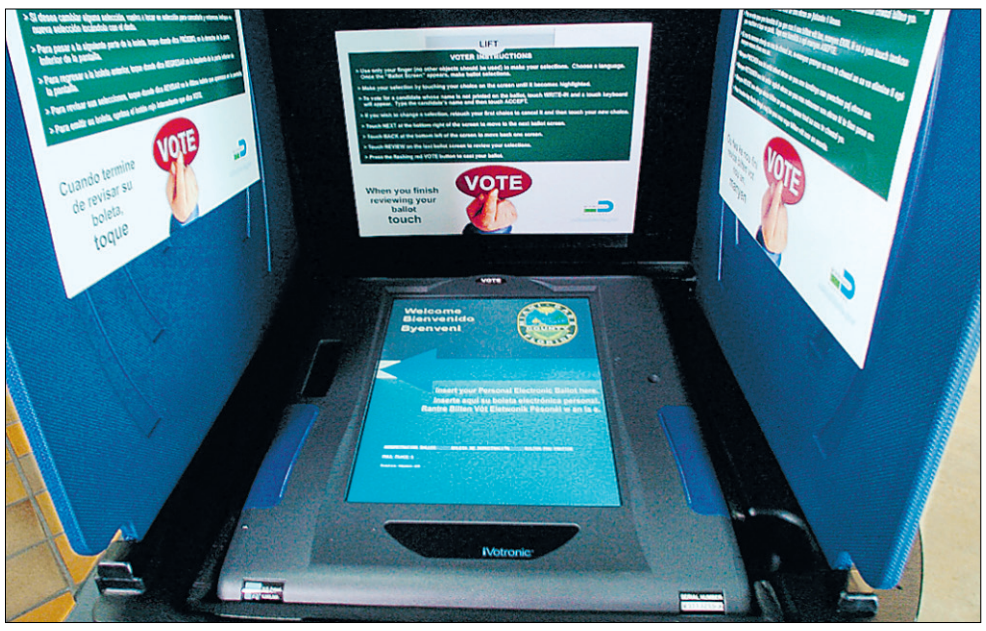


PHOTO AFP

Cette année les machines à voter électroniques, comme celle-ci, et les lecteurs optiques ont remplacé le vieux système à poinçon en Floride.Le fonctionnement aléatoire des cartes à poinçonner avait retardé de plusieurs semaines la désignation du vainqueur en 2000 dans cet État, obligeant la Cour suprême à trancher.

ANDRÉ DUCHESNE

Trente-six interminables jours d'attente, un recomptage tatillon et une féroce guérilla judiciaire qui s'est terminée devant la Cour suprême. Tel est le scénario rocambolesque qui a marqué l'élections présidentielle de 2000 aux États-Unis, à l'issue de laquelle le candidat républicain George W. Bush a finalement été désigné vainqueur par à peine 537 voix dans l'État de la Floride. Du coup, il récoltait le vote crucial des 25 grands électeurs de l'État, ce qui lui ouvrait les portes de la Maison-Blanche.

Au-delà de la marge extrêmement mince de la victoire de M. Bush, ce sont les lacunes du système électoral floridien que cette saga a mises en lumière. Qu'on se rappelle l'histoire abracadabrante des machines à poinçon et des obscurs bulletins de vote : en raison du libellé du formulaire, plusieurs centaines de partisans démocrates avaient en fait voté pour l'ultra-conservateur Pat Buchanan !

Cette année les controversées machines à poinçon existent toujours, mais on en parle moins que de l'augmentation substantielle des machines à voter électroniques. Car ces engins suscitent l'inquiétude : dans la majorité des cas, les appareils ne laissent aucune trace écrite, un problème aigu dans l'éventualité d'un résultat serré nécessitant un recomptage. Déjà des requêtes en contestation ont été déposées en cour.

C'est ce qu'a fait par exemple le représentant démocrate de Boca Raton en Floride, Robert Wexler. Le lundi 18 octobre, jour marquant le début du vote par anticipation dans cet État, les avocats de M. Wexler ont réclamé du tribunal que les électeurs aient le choix entre l'usage d'une machine électronique et un bulletin de papier.

Compliqué ? Une bagatelle, en fait : lors des présidentielles américaines on utilise, selon l'endroit, pas moins cinq différents systèmes de vote! La raison, c'est que la tenue des élections ne se déroule pas sous le parapluie d'un seul organisme de contrôle. Il n'y a pas, comme au Canada, un seul directeur général des élections aux États-Unis. D'un État à l'autre, et même d'un comté à l'autre, les règles électorales, les systèmes de vote, la période d'élections anticipées et même les heures d'ouverture des bureaux diffèrent.

Haro sur les machines à voter

ANDRÉ DUCHESNE

Elles sont modernes, censées faciliter le travail des scrutateurs et seront à la disposition de plus de 48 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales américaines aux élections du 2 novembre. Et pourtant, d'aucuns les clouent déjà au pilori.

Outre les candidats à la présidence américaine, ce sont peut-être les appareils de vote électroniques, dotés d'écrans tactiles, qui voleront la vedette en cette fin de campagne présidentielle. Ces appareils sont dotés d'ordinateurs et de logiciels pour comptabiliser le vote des électeurs et rendre le résultat final. Le problème, c'est que dans la majorité des comtés ou États où ils sont utilisés, il n'existe aucune preuve papier du travail accompli.

Tout un contraste avec le bon vieux dépouillement manuel de bulletins en présence de scrutateurs et d'observateurs de tous les partis. Ici, le scrutateur et seul décideur est la machine.

On imagine facilement les requêtes en cour dans l'éventualité de résultats serrés. Mais la grogne pourrait aussi se manifester dans des endroits où le résultat donné par les appareils s'éloigne de la tendance historique exprimée lors de présidentielles antérieures.

«Les machines à voter augmentent le degré de difficulté et l'incapacité de recompter. (...) On ne peut pas avoir accès aux logiciels parce que ces machines sont privées et leurs logiciels couverts par le secret du brevet. En plus, les deux principales compagnies qui les fabriquent sont dirigées par des républicains qui participent à la collecte de fonds pour le président Bush», indique Jean-François Lisée, directeur exécutif du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal.

Un ancien haut dirigeant d'une des deux compagnies a déjà été reconnu coupable de fraude, y compris de fraude électorale. «La crédibilité de ces machines est extrêmement fragile», ajoute M. Lisée.

Dans plusieurs États, des contestations ont été déposées en cour contre l'usage de ces machines ou, à tout le moins, pour faire en sorte qu'elles puissent fournir des preuves écrites du vote. Des organismes tel Verified Voting Foundation mènent aussi leurs propres campagnes. Avec des résultats mitigés à ce jour.

Ironiquement la Floride, où le mauvais fonctionnement de machines à poinçon avait retardé de plusieurs semaines le résultat du vote présidentiel en 2000, a remplacé ces appareils par des machines électroniques. Et comme tous les sondages annoncent, une fois de plus, des résultats très serrés dans l'État du soleil, d'aucuns voient une nouvelle pluie de contestations judiciaires se profiler à l'horizon.

LES CINQ FAÇONS DE VOTER

★ LE LECTEUR OPTIQUE
Système le plus utilisé au pays. Avec un crayon, l'électeur coche la case attenante au nom de son candidat ; les votes sont comptabilisés par un lecteur optique qui «détecte» la case la plus assombrie de chaque bulletin.

★ LE VOTE ÉLECTRONIQUE
La technologie la plus récente et de plus en plus en vogue, mais hautement contestée en raison du manque de preuve papier. Dans un isoloir, l'électeur presse un bouton ou une touche sur un écran tactile à côté du nom du candidat. Les votes sont additionnés dans la mémoire de l'ordinateur.

★ LA MACHINE À LEVIERS
Système mécanique utilisé pour la première fois en 1892, la machine à leviers est constituée d'une rangée de leviers en position horizontale, chacun identifié à un candidat. L'électeur abaisse le levier de son choix, ce qui fait tourner un compteur. Le levier utilisé reprend sa position originale. Ces machines ne sont plus fabriquées.

★ LA CARTE PERFORÉE
À l'aide d'un poinçon, l'électeur perfore un trou en face du nom du candidat de son choix. Le bulletin est déposé dans une urne ou introduit dans un ordinateur qui comptabilise les votes. Il existe deux types de cartes, l'une où le nom du candidat jouxte l'endroit à poinçonner et une autre où on ne retrouve qu'une série de numéros correspondant aux noms des candidats inscrits dans un document séparé.

★ LE BULLETIN DE PAPIER
Utilisé pour la première fois en Australie en 1856 et pour la première fois aux États-Unis (New York) en 1889, le système du bulletin de papier est similaire à celui utilisé au Canada. Les noms de tous les candidats sont inscrits sur le bulletin et l'électeur marque son choix dans la case appropriée avant de déposer son vote dans une urne scellée.

TYPE DE VOTE	NOMBRE DE COMTÉS	NOMBRE D'ÉLECTEURS	POURCENTAGE DES ÉLECTEURS INSCRITS
LECTEUR OPTIQUE	1415	53 085 381	33,72 %
VOTE ÉLECTRONIQUE	675	48 412 015	30,75 %
MACHINE À LEVIERS	269	21 893 531	13,91 %
CARTE PERFORÉE	306	21 643 432	13,75 %
BULLETIN PAPIER	299	1 038 800	0,66 %
SYSTÈMES MIXTES	150	11 360 189	7,22 %
TOTAL	**3114**	**157 433 348**	**100,00 %**

Le nombre de comtés n'est pas représentatif du nombre d'électeurs. La section «systèmes mixtes» signifie qu'on retrouve plus d'un système de vote dans un comté.

SOURCES : ELECTION DATA SERVICES, FEDERAL ELECTION COMMISSION, *COURRIER INTERNATIONAL*, *THE NEW YORK TIMES*

COMMENT FONCTIONNE LE COLLÈGE ÉLECTORAL

L'EXEMPLE DU NEW HAMPSHIRE

POPULATION
1,3 million

COLLÈGE ÉLECTORAL
4 grands électeurs

Avec sa population de 1,3 million d'habitants, le New Hampshire dispose de quatre grands électeurs au collège électoral, le minimum de trois garanti à chacun des 51 États et district, et un siège supplémentaire attribué en fonction de son poids démographique. Comme dans 47 autres États, les grands électeurs du New Hampshire votent en bloc. En 2000, ils ont donc tous été mandatés pour voter pour le ticket républicain Bush-Cheney, même si ces derniers n'avaient obtenu que 48,07% du suffrage exprimé.

VOTE POPULAIRE
(RÉSULTATS 2000)

VERT
Nader-La Duke
22 198 votes
3,90 %

DÉMOCRATE
Gore-Lieberman
266 348 votes
46,80 %

RÉPUBLICAIN
Bush-Cheney
273 559 votes
48,07 %

LES 4 GRANDS ÉLECTEURS AUX RÉPUBLICAINS

Après le scrutin populaire, les grands électeurs se réunissent pour élire officiellement le président et le vice-président. Même si aucune loi ou article de la Constitution ne les y oblige, ils sont tenus de voter conformément aux résultats du vote populaire dans chaque État. Certains États prévoient des amendes pour les grands électeurs qui décideraient de changer d'allégeance. En 2000, même si une faible marge séparait les deux camps, les quatre grands électeurs du New Hampshire se sont ajoutés aux 267 envoyés devant relayer le vote républicain à Washington.

ÉLECTION AU COLLÈGE ÉLECTORAL
(RÉSULTATS 2000)

VERT
Nader-La Duke
0 VOTE

DÉMOCRATE
Gore-Lieberman
266 VOTES

RÉPUBLICAIN
Bush-Cheney
271 VOTES

LE GRAND GUIDE ÉLECTORAL

AVEC LEURS DEUX RÉFÉRENDUMS DANS LES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES, LES QUÉBÉCOIS FONT BIEN PÂLE FIGURE FACE AUX AMÉRICAINS. LÀ-BAS, CE N'EST PAS MOINS DE **163 CONSULTATIONS** POPULAIRES DANS **35 ÉTATS** QUI SE TIENDRONT LE 2 NOVEMBRE PROCHAIN. SANS PARLER DES **MILLIERS DE RÉFÉRENDUMS SUR DES QUESTIONS LOCALES**, TELLES LES FUSIONS D'ÉCOLES OU LES TAXES D'EAU. COUP D'ŒIL SUR CES AUTRES SCRUTINS QUI SE DÉROULERONT À L'OMBRE DE LA PRÉSIDENTIELLE.

UNE AVALANCHE RÉFÉRENDAIRE

KARIM BENESSAIEH

La variété des sujets abordés laisse rêveur. De la chasse à l'ours à l'établissement d'une banque d'ADN des criminels en passant, surtout, par l'interdiction du mariage gai, les électeurs devront trancher après avoir passé en revue des dizaines de pages d'arguments. En théorie, du moins.

En Californie, par exemple, le «guide de l'électeur» décrivant les 16 propositions référendaires — un sommet aux États-Unis — forme un impressionnant pavé de 168 pages. Le débat le plus suivi concerne la fameuse règle du «three strikes», en fonction de laquelle un criminel est automatiquement condamné à la prison à perpétuité après un troisième crime, quelle qu'en soit la gravité. Une coalition de citoyens ayant réussi à amasser suffisamment de signatures, soit 373 816 dans cet État, pour demander un référendum, on proposera aux Californiens de réduire la portée du «three strikes». Si la nouvelle loi est adoptée, seul un troisième crime grave pourra valoir la prison à vie à son auteur.

Des citoyens californiens ont en outre réussi à obtenir un référendum afin d'obliger l'État à emprunter 750 millions pour la rénovation et l'expansion des hôpitaux pour enfants. D'autres ont recueilli suffisamment de signatures pour demander l'implantation d'une banque d'ADN des criminels, au coût de sept millions.

En Floride, où huit référendums seront proposés aux électeurs, les jeunes filles de moins de 18 ans qui souhaitent avorter pourraient être obligées de prévenir leurs parents. Un citoyen a réussi à mettre sur les bulletins de vote une proposition de train rapide dans l'État. Deux autres Floridiens sont à l'origine de référendums touchant les médecins : une proposition permettrait aux patients de prendre connaissance du passé de leur médecin, l'autre empêcherait tout praticien qui a commis trois erreurs médicales de travailler en Floride.

> En Alabama, on devra ainsi décider si on souhaite inclure dans la Constitution de l'État une obligation... de promouvoir les crevettes et les fruits de mer.

Les impôts fonciers semblent irriter quelques citoyens, puisqu'on proposera de les limiter dans quatre États. En Indiana, par exemple, on veut ainsi exempter les propriétaires qui résident dans leur maison, tandis que dans le Maine, on propose de limiter cet impôt à 1% de la valeur. Les vétérans de l'armée américaine sont gâtés cette année, avec cinq propositions dans autant d'États pour les exempter de taxes ou d'impôts.

La palme de l'originalité revient à une demi-douzaine d'États qui vont parfois poser de curieuses questions à leurs électeurs. En Alabama, on devra ainsi décider si on souhaite inclure dans la Constitution de l'État une obligation... de promouvoir les crevettes et les fruits de mer.

En Alaska, où aura lieu un quatrième référendum sur la légalisation de la marijuana, on veut aussi savoir si les électeurs sont d'accord pour interdire qu'on nourrisse les ours. En Oklahoma, on veut abolir les taxes actuelles sur le tabac pour les remplacer par une taxe de 4¢ par cigarette.

Assaut contre le mariage gai

Mais le sujet de l'heure aux États-Unis est sans conteste le mariage entre conjoints de même sexe, que des référendums dans 11 États proposent d'interdire. Plus exactement, on demande aux électeurs si le mariage doit être défini comme l'union d'un homme et d'une femme. Dans sept de ces États, on propose d'aller encore plus loin et de bannir toute union civile ou «arrangement» entre conjoints homosexuels qui imiterait le mariage traditionnel.

Les associations de défense de droit civique aux États-Unis s'attendent à ce que la grande majorité de ces amendements contre le mariage gai soient adoptés. Les luttes les plus serrées se déroulent en Oregon, au Michigan et en Ohio.

Comme au Canada, la marijuana sera également au cœur du débat dans trois États : l'Oregon, le Montana et l'Alaska. Dans ce dernier cas, on va plus loin que le reste du continent en proposant carrément d'abolir toutes les interdictions liées à la consommation, la vente ou la culture du «pot». Dans les deux autres États, on demande simplement de légaliser l'utilisation à des fins médicales. Les trois référendums sont l'œuvre de citoyens qui ont déposé des pétitions.

57 cases à cocher

KARIM BENESSAIEH

Tôt le mardi 2 novembre, un électeur des environs de San Francisco se rend au bureau de scrutin. Son comté, Contra Costa, regroupe 19 municipalités de Californie totalisant près d'un million d'habitants. Lui, il habite Antioch, 90 000 âmes. Voici ce qui l'attend.

Il doit d'abord choisir son président entre les six candidats qu'on lui propose. Ensuite, son sénateur fédéral, un poste convoité par cinq personnes. Dans son comté, trois sièges de représentants fédéraux sont à pourvoir. Il vote dans un des trois districts, et cette fois, le choix est plus classique: un républicain et un démocrate s'affrontent.

Une fois réglée la question de la politique fédérale, il doit passer aux législatures de l'État. Il devra choisir un sénateur local et son représentant à l'Assemblée d'État. Pour la commission scolaire, on lui demandera de cocher le nom de trois candidats sur les six qu'on lui propose. Il devra en outre choisir entre deux personnes laquelle sera le meilleur «superviseur» de comté.

À Antioch, c'est également jour d'élections municipales. Notre citoyen modèle votera pour son maire — deux candidats — et choisira deux conseillers municipaux sur une liste de sept candidats. C'est lui qui doit trancher pour le trésorier et le greffier de la Ville.

Viennent ensuite les décisions plus abstraites. On lui demande de choisir entre cinq candidats pour le directeur des services communautaires, entre quatre candidats pour le directeur de santé publique, entre deux pour le responsable de la gestion de l'eau. Il faut également élire son directeur de district du transport rapide de la baie de San Francisco et le responsable du plan d'irrigation.

Au total, s'il a eu le courage de cocher toutes les cases, notre électeur aura voté pour 19 personnes. Et c'est loin d'être fini.

Car il a ensuite la délicate tâche de répondre oui ou non aux 38 propositions qu'on lui soumet par référendum. Il y a d'abord les «propositions de l'État», qui sont les mêmes à l'échelle de la Californie. Il y en a 16, certaines très techniques, d'autres plus évidentes. On lui demande d'emblée : «Est-ce que les impôts fonciers locaux et les revenus de taxes de vente devraient aller aux gouvernements locaux pour la sécurité publique, la santé, les bibliothèques, les parcs et autres services?»

Il sera également invité à se prononcer sur la fameuse règle du «three strikes», sur la constitution d'une banque d'ADN des criminels, du droit des autochtones de construire des casinos, la pertinence de financer la recherche sur les cellules souches, et d'obliger les entreprises à offrir une assurance maladie à leur employés.

S'il hésite par manque d'information, l'électeur dispose d'un «guide de l'électeur» de 168 pages préparé par l'État de la Californie dans lequel on expose objectivement les arguments pour et contre.

Une fois ces 16 décisions rendues, on passe aux «mesures locales». Ce sont en fait des référendums sur des sujets plus pointus, comme la fusion d'écoles, une taxe sur le transport d'un demi-cent, l'émission de règlements d'emprunts. Dans tout le comté de Contra Costa, il y en a 22, de ces mini-référendums. Au total, donc, l'électeur d'Antioch aura pas moins de 57 décisions à prendre et tout autant de cases à cocher le 2 novembre. Ouf.

PHOTO AFP

Des résidants du comté de Dade, à Miami, faisaient la queue, jeudi, afin de voter par anticipation. Depuis que les bureaux de vote par anticipation ont ouvert leurs portes dans l'État du soleil, la semaine dernière, un nombre sans cesse croissant d'électeurs s'y est présenté.

LES RÉFÉRENDUMS, UN SPORT NATIONAL

ÉTAT	RÉFÉRENDUMS/INITIATIVES 154 AU TOTAL
ALABAMA	**Huit propositions dont** Faire la promotion des fruits de mer Investir toutes les taxes provenant des autos dans le réseau routier
ALASKA	**Quatre propositions dont** Légalisation de la marijuana Interdiction de nourrir les ours
ARIZONA	**Huit propositions dont** Identifier les sources de revenus pour toute dépense engendrée par une proposition de référendum
ARKANSAS	**Quatre propositions dont** Interdiction des mariages gais
CALIFORNIE	**Seize propositions dont** Limiter la règle du «three strikes» Banque d'ADN des criminels
COLORADO	**Six propositions dont** Désigner les neuf grands électeurs selon un système proportionnel Obliger les centrales électriques à produire jusqu'à 10% en énergie renouvelable d'ici 2015
FLORIDE	**Huit propositions dont** Aviser les parents d'une mineure qui recourt à l'avortement Établir le salaire minimum à 6,15$ Interdire aux praticiens qui ont fait plus de trois erreurs médicales de travailler en Floride
GÉORGIE	**Deux propositions dont** Interdiction des mariages gais
HAWAII	**Quatre propositions dont** Accès public aux dossiers concernant les agresseurs sexuels et les agresseurs d'enfants
INDIANA	**Trois propositions dont** Exempter d'impôts fonciers la résidence principale occupée par son propriétaire
KENTUCKY	**Une proposition** Interdiction des mariages gais
LOUISIANE	**Quatre propositions dont** Exempter les fermes familiales d'impôts fonciers
MAINE	**Deux propositions** Limiter les impôts fonciers à 1% de la valeur des propriétés Interdire l'utilisation de pièges, chiens ou trappes pour chasser l'ours
MICHIGAN	**Deux propositions dont** Interdiction des mariages gais
MISSISSIPPI	**Une proposition** Interdiction des mariages gais
MISSOURI	**Une proposition** Investir toutes les taxes provenant des autos dans le réseau routier
MONTANA	**Sept propositions dont** Établir et reconnaître le droit des citoyens à pêcher et chasser Interdiction des mariages gais Utilisation de la marijuana à des fins médicales
NEBRASKA	**Huit propositions dont** Diverses mesures pour autoriser et taxer le jeu Abolir le poste de lieutenant-gouverneur
NEVADA	**Huit propositions dont** Que toute nouvelle enveloppe budgétaire de l'État soit d'abord consacrée à l'éducation Limiter par décret les hausses de primes d'assurances
NEW HAMPSHIRE	**Une proposition** Établir les compétences en matière de justice de l'Assemblée de l'État
NOUVEAU-MEXIQUE	**Sept propositions dont** Exempter d'impôts fonciers les vétérans démobilisés
CAROLINE DU NORD	**Trois propositions dont** Affecter exclusivement le produit des amendes au réseau d'écoles publiques
DAKOTA DU NORD	**Une proposition** Interdiction des mariages gais
OHIO	**Une proposition** Interdiction des mariages gais
OKLAHOMA	**Neuf propositions dont** Interdiction des mariages gais
OREGON	**Huit propositions dont** Interdiction des mariages gais Légaliser la marijuana à des fins médicales
PENNSYLVANIE	**Deux propositions dont** Permettre aux juges de siéger jusqu'au dernier jour de leur 70e année
RHODE ISLAND	**Quatorze propositions dont** Série d'emprunts totalisant près de 400 millions pour des immobilisations
CAROLINE DU SUD	**Deux propositions dont** Abolir l'interdiction de vendre de l'alcool dans des contenants d'au moins deux onces
DAKOTA DU SUD	**Trois propositions dont** Exempter les aliments de la taxe de vente
UTAH	**Quatre propositions dont** Interdiction des mariages gais
VIRGINIE	**Deux propositions dont** Élargir la liste de remplaçants du gouverneur en cas de décès
WASHINGTON	**Cinq propositions dont** Resserrer les critères de traitement des déchets dangereux Établir une taxe de vente de 1% destinée à l'éducation
WYOMING	**Quatre propositions dont** Limiter le montant des poursuites en cas de blessures ou de décès causés par une erreur médicale

SOURCE: NCSL

PRÉSIDENTIELLE 2004

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Au cours des dernières semaines, on a beaucoup entendu parler de l'Irak. Mais le vote du 2 novembre porte aussi sur de nombreux enjeux sociaux et économiques sur lesquels les deux partis défendent des positions parfois diamétralement opposées.

	PROGRAMME DE JOHN KERRY	PROGRAMME DE GEORGE W. BUSH
Avortement	› Appuie le droit à l'avortement. › Appuie le financement fédéral pour l'avortement et la consultation. › A voté contre la loi sur l'avortement aux deuxième et troisième trimestres parce qu'elle ne permet pas d'exception aux femmes dont la vie est en danger.	› Contre l'avortement sauf dans les cas de viol, inceste ou lorsque la vie de la mère est en danger. › Contre le financement fédéral pour l'avortement. › A signé une loi interdisant l'avortement aux deuxième et troisième trimestres de grossesse.
Contrôle des armes à feu	› Opposé à accorder l'immunité aux fabricants contre des poursuites civiles. › Favorable au renouvellement de l'interdiction sur la vente d'armes d'assaut.	› En faveur de l'immunité aux fabricants pour les protéger contre des poursuites civiles découlant d'un usage injustifié d'armes à feu. › Favorable au renouvellement de l'interdiction sur la vente d'armes d'assaut adoptée sous Bill Clinton. Mais n'est pas intervenu lorsque ce délai de 10 ans a pris fin.
Défense et sécurité intérieure	› A voté en faveur du Patriot Act. › Opposé au bouclier antimissile. › Propose d'augmenter la force armée de 40 000 membres. › Placerait la Garde nationale sous la responsabilité du département de la Sécurité intérieure. › Opposé à la conscription.	› A créé un poste au cabinet pour coordonner l'action antiterroriste et a triplé les dépenses en matière de sécurité. › A signé le Patriot Act donnant plus de pouvoir aux agents de la paix pour appréhender des suspects. › Favorable au déploiement d'un bouclier antimissile. › A augmenté de 100 milliards les dépenses militaires.
Droits des gais	› Opposé aux mariages gais mais aussi à un amendement définissant le mariage. › En accord avec le droit de permettre les unions civiles entre conjoints de même sexe. › Laisserait les gais s'affirmer dans l'armée et ferait adopter des mesures bannissant la discrimination dans l'emploi pour cause d'orientation sexuelle.	› Contre le mariage gai. › Favorable à un amendement constitutionnel définissant le mariage en tant qu'union entre un homme et une femme. › Laisserait aux États le choix de permettre ou non les unions civiles entre homosexuels. › A poursuivi la politique de Bill Clinton permettant aux gais de servir dans l'armée à la condition de taire leur orientation sexuelle.
Économie	› Abrogerait le programme du président Bush qui a réduit les impôts des contribuables gagnant des revenus de 200 000$ et plus. Promet de ne pas augmenter les impôts de ceux qui gagnent moins que 200 000$. › Réduire de 5% la taxe aux entreprises. › Réduire le déficit de moitié et limiter les dépenses fédérales au taux d'inflation sauf pour la défense, l'éducation et la sécurité intérieure. › Appuie les accords nord-américains et mondiaux sur les échanges. Promet d'évaluer l'impact des accords sur la création d'emplois aux États-Unis et l'environnement. › Augmentation du salaire minimum de 5,15$ à 7$ d'ici 2007.	› A accordé des réductions fiscales durant les quatre années de son administration, dont une compression de 1,35 billion de dollars (1350 milliards) sur 10 ans en 2001. › Réduire le déficit (plus de 400 milliards en 2004) de moitié d'ici cinq ans en limitant les dépenses discrétionnaires sauf pour la défense et la sécurité intérieure. › Réduire de 35 à 32 % le taux de taxation des entreprises. › Appuie le traité de l'ALENA avec le Canada et le Mexique et les accords de l'Organisation mondiale du commerce. Appuie la libéralisation des échanges. › Opposé à une augmentation du taux du salaire minimum.
Éducation	› Opposé aux bons à l'éducation (vouchers). › Propose un plan de 3,2 milliards permettant de payer quatre années en frais universitaires aux finissants des écoles secondaires qui donneraient deux ans de travail à plein temps pour le service public (*national service*).	› Favorable à l'émission de bons (*vouchers*) financés par les fonds publics pour aider les jeunes de milieux défavorisés à étudier dans des écoles privées. › Opposé à l'émission de bons fédéraux pour la construction et la réparation d'écoles.
Environnement	› Ne signerait pas le protocole de Kyoto; propose plutôt d'investir dans des énergies dites plus propres (hydrogène, éthanol, etc.).	› Rejette le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
Peine de mort	› Opposé à la peine de mort, sauf dans le cas des	› Est en faveur de la peine de mort.
Sécurité sociale	› Contre le projet d'ouverture de compte à intérêts pour y investir une partie de ses impôts en échange d'une réduction de la prestation de retraite. › Opposé à hausser l'âge de la retraite ou à réduire les prestations de retraite.	› Favorable à une mesure permettant aux jeunes travailleurs d'investir une partie de leurs impôts dans un compte à intérêts en échange d'une réduction de la prestation de l'État à la retraite. › N'a pas exclu la possibilité de hausser l'âge de la retraite.
Soins de santé	› Propose un élargissement des programmes d'assurance santé qui couvrirait tous les enfants et 95% des adultes. Coût : 895 milliards sur 10 ans.	› A signé une loi accordant une assurance médicaments (limitée) pour les personnes âgées sous le régime fédéral Medicare, mesure estimée à 534 milliards sur 10 ans.

ources : *The New York Times*, Presse Canadienne

La recette Jeb Bush

En Floride, George W. Bush se retrouve en terre familière puisque son petit frère, Jeb, est gouverneur de l'État depuis 1998. Mardi, la redoutable machine politique du frérot pourrait faire la différence. Portrait de la recette Jeb Bush.

LE SOLEIL

MIAMI – Dans le quartier de Little Havana, à Miami, la moindre discussion politique provoque un attroupement. « Je vais voter George W. Bush, mais je préfère son frère, Jeb, qui ne change jamais de discours envers Cuba, explique Raul, 32 ans, résumant ainsi l'opinion générale. Le gérant d'une manufacture voisine, à peine plus grand que son énorme cigare, accourt pour participer à la conversation. Il grimace en entendant parler de politique, mais il lève quand même un pouce en signe d'approbation dès qu'il entend le nom de Bush.

L'atmosphère peut sembler folklorique, mais l'enthousiasme n'a rien d'artificiel. Dans la Petite-Havane, la forêt de pancartes républicaines ne saurait échapper à personne. Les quelque 800 000 citoyens d'origine cubaine de la Floride constituent la base électorale du gouverneur Jeb Bush. Les sondages annoncent d'ailleurs que 81 % des électeurs d'origine cubaine voteront pour son président de frère, le 2 novembre.

Faut-il le répéter ? Jeb Bush doit beaucoup aux exilés cubains, à commencer par sa richesse. Dès son arrivée, en 1980, c'est un homme d'affaires cubain, Armando Codina, qui le prend sous son aile. Avec un tel mentor, l'ascension de Bush sera fulgurante. Avec le temps, on oubliera même son association avec des personnages louches, dont un certain nombre ont fini en prison. « Ne soyez pas idiot, explique une fleuriste qui affiche une photo du gouverneur dans sa boutique. À Miami, on ne fait pas fortune dans l'immobilier en fréquentant des bonnes soeurs. »

Marié à une mexicaine, parlant espagnol avec l'accent de Cuba au besoin, Jeb Bush était fait pour s'entendre avec la minorité cubaine. Au point de défendre des exilés soupçonnés d'activités terroristes et de s'opposer à son frère pour défendre des réfugiés menacés d'expulsion. Avec le recul, il apparaît même comme l'un des responsables de la « conversion » de la communauté au Parti républicain. À la fin des années 70, une large majorité votait encore démocrate. Dix ans plus tard, les deux tiers optaient pour les républicains...

Quand il s'est présenté pour la première fois au poste de gouverneur de la Floride, en 1994, Jeb Bush croyait bénéficier de l'appui de larges blocs d'électeurs. Pas seulement parmi les Cubains. Mais il a commis une erreur de taille : en adoptant un discours très conservateur, truffé de références religieuses, le jeune Bush a effrayé l'électorat modéré, notamment les retraités. Battu au fil d'arrivée, il a vu son frère devenir gouverneur du Texas et s'imposer comme le candidat du clan Bush à la présidence.

Quatre ans plus tard, en 1998, Jeb Bush prendra sa revanche. Le style sera plus modéré, malgré son obsession pour diminuer les impôts des plus riches. Tout va pour le mieux. L'argent coule à flots, le réseau de contacts fonctionne à merveille. En fait, tout irait pour le mieux si une tache indélébile ne le poursuivait sans cesse. Jamais il ne parvient à dissiper le malentendu avec la communauté noire.

La machine de Jeb Bush a cependant prouvé qu'elle pouvait se passer du vote des Noirs. En 2002, malgré ce que prévoyaient les sondages, Jeb Bush a devancé son rival démocrate par plus de 8 % des voix. Et cette année, pour la réélection de son frère, les circonstances s'annoncent encore plus favorables. Début octobre, 69 % des électeurs de la Floride gardaient de lui une opinion favorable.

Dernièrement, Jeb Bush a aussi entrepris de défendre la réputation de la Floride contre les railleries incessantes. Une initiative susceptible de lui attirer la faveur populaire, même si certains continuent de colporter des blagues sur les moeurs électorales de l'État. La dernière raconte l'histoire de deux hommes de main de Jeb Bush qui se retrouvent un soir dans un cimetière. Le tandem s'affaire à noter les inscriptions sur les tombes. Soudain, l'un d'eux, se retrouve devant une inscription à moitié effacée par le temps.

Après avoir tenté de la déchiffrer pendant un moment, l'homme finit par abandonner. « Celle-là est impossible à lire, s'exclame-t-il. Je passe à la suivante. » L'autre se retourne alors et lui dit, la voix étranglée par la colère : « Salopard ! Comment peux-tu priver cet honnête citoyen de son droit de vote ? »

BAS LES MASQUES !

Vous avez lu tous les articles, les analyses, les éditoriaux. Pas un seul débat à la télé ne vous a échappé en cette veille des élections américaines. Eh bien ! oubliez tout ça! Pour formuler des prédictions vraiment fiables, voici sur quoi il faut se fier...

PHOTO AFP

★ **Une tradition veut que celui des deux candidats à la présidence américaine qui réussit à «vendre» le plus de masques d'Halloween à son image remporte la course à la Maison-Blanche.** Selon un vendeur de costumes sur Internet, Buycostumes.com, la règle s'est avérée depuis la première victoire de Ronald Reagan. Si elle se vérifie une fois de plus, George W. Bush devrait gagner, puisque ses masques ont représentent 55% des ventes, contre 45% pour son rival. Faut-il en déduire que c'est lui qui fait le plus peur ?

Mark Brunell
PHOTO AFP

★ **Surveillez le dépouillement en Pennsylvanie : cet État a toujours voté «du bon bord» depuis 100 ans,** à cinq exceptions près. Et devinez dans quelle catégorie on place la Pennsylvanie cette année? Dans les indécis.

★ **Les sondages indiquent qu'au cours du dernier siècle, la plupart du temps c'est le candidat dont le nom compte le plus de lettres qui l'emporte.** Avantage Kerry, donc, à moins que le W. de George soit comptabilisé. Dans lequel cas aura-t-on droit au plus grand recomptage de l'histoire de l'humanité?

★ **Quand les Redskins de Washington perdent leur dernier match local avant une élection présidentielle, le parti au pouvoir perd lui aussi la Maison-Blanche**. Cela s'est vérifié à chaque scrutin depuis qu'ils portent ce nom, soit 1933. Et le contraire est aussi vrai, de sorte que George W. Bush doit vivement souhaiter que les Redskins battent les Packers de Green Bay demain!